

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 150
N° 12

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 22
no Mati 2001

IMPRIMERIE OFFICIELLE — Tél. : 42.50.67 - Télécopieur (Fax) : 42.52.61 - B.P. 117 - 98713 PAPEETE

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES PROMULGUES

Pages

Décret n° 2001-143 du 15 février 2001 concernant la mise en œuvre des dispositions du titre II de la loi n° 98-467 du 17 juin 1998 relative à l'application de la convention du 13 janvier 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction. (Arrêté de promulgation n° 118 DRCL du 8 mars 2001)	682
Décret n° 2001-144 du 15 février 2001 définissant les conditions du prélèvement d'échantillons de produits chimiques prévu par l'article 51 de la loi n° 98-467 du 17 juin 1998 relative à l'application de la convention du 13 janvier 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction. (Arrêté de promulgation n° 118 DRCL du 8 mars 2001)	689
Décret n° 2001-145 du 15 février 2001 relatif aux investigations nationales et aux sanctions administratives prévues par la loi n° 98-467 du 17 juin 1998 relative à l'application de la convention du 13 janvier 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction. (Arrêté de promulgation n° 118 DRCL du 8 mars 2001)	691
Arrêté interministériel du 1er février 2001 portant extension aux territoires d'outre-mer, à la Nouvelle-Calédonie et à la collectivité territoriale de Mayotte de textes relatifs à l'aviation civile. (Arrêté de promulgation n° 118 DRCL du 8 mars 2001)	692
Loi n° 2001-153 du 19 février 2001 tendant à conférer à la lutte contre l'effet de serre et à la prévention des risques liés au réchauffement climatique la qualité de priorité nationale et portant création d'un Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 123 DRCL du 9 mars 2001)	694
Décret n° 2001-155 du 16 février 2001 modifiant le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 et le décret n° 82-979 du 19 novembre 1982 et relatif à certaines dispositions applicables aux communes de la Polynésie française. (Arrêté de promulgation n° 123 DRCL du 9 mars 2001)	695
Décret n° 2001-183 du 22 février 2001 portant adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs (dispositions réglementaires issues de décrets en Conseil d'Etat : intérieur et outre-mer). (Arrêté de promulgation n° 123 DRCL du 9 mars 2001)	698
Décret n° 2001-185 du 26 février 2001 relatif aux conditions de délivrance et de renouvellement des passeports. (Arrêté de promulgation n° 123 DRCL du 9 mars 2001)	699

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° 100 MAFIC/MAE du 26 février 2001 portant création du jury du troisième concours national d'aide à la création d'entreprises de technologies innovantes	701
--	-----

Arrêté n° 60 DAF/PERS du 9 mars 2001 portant délégation de signature à M. Daniel Brot, directeur de l'assistance technique	701
Arrêté n° 125 DRCL du 12 mars 2001 complétant les conditions de dépôt des listes de candidature et fixant les facilités de propagande électorale accordées aux listes enregistrées pour l'élection des conseillers à l'assemblée de la Polynésie française du 6 mai 2001	702
Arrêté n° 135 DRCL du 13 mars 2001 modifiant l'heure d'ouverture des bureaux de vote des communes de Mahina, Moorea-Maiao et Teva I Uta, commune associée de Mataiea, à l'occasion du second tour des élections municipales	703
Arrêté n° 136 DRCL du 13 mars 2001 modifiant l'arrêté n° 402 DRCL du 21 août 2000 instituant les bureaux de vote des communes de Polynésie française	704
EXTRAITS	
Arrêtés n° 7-2000 TG du 23 février, n° 8-2001 TG du 27 février et n° 9-2001 TG du 1er mars 2001 portant modification de la liste des délégués de l'administration au sein des commissions administratives chargées, pour chaque bureau de vote de la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier, de dresser la liste électorale pour l'année 2001	704
Arrêté n° 110 MASC du 1er mars 2001 portant attribution du brevet d'Etat d'éducateur sportif du 1er degré, option Voile, en équivalence du brevet d'Etat de moniteur de voile à M. Jean-Yves Delanne	705
Arrêté n° 111 MASC du 2 mars 2001 portant composition du jury du brevet d'Etat d'éducateur sportif du 1er degré, option Taekwondo et disciplines associées	705
Décision n° 116 SATP du 7 mars 2001 constatant l'arrivée à Papeete de M. Jean-Philippe Roger, lieutenant de police, matricule 277.695, muté à la direction de la sécurité publique à Papeete, à compter du 27 février 2001	705

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 292 CM du 7 mars 2001 portant nomination des représentants du territoire aux fonctions d'administrateurs de la S.E.M. Laboratoire des travaux publics de Polynésie	705
Arrêté n° 318 CM du 9 mars 2001 déterminant la liste des organisations syndicales, syndicats ou unions de salariés reconnus représentatifs sur le plan territorial	706
Arrêté n° 330 CM du 12 mars 2001 portant nomination de M. Eric Deat en qualité de directeur du cabinet de Mme le ministre du tourisme et de l'artisanat	706
Arrêté n° 331 CM du 12 mars 2001 modifiant le livre Ier de la deuxième partie du code de l'aménagement de la Polynésie française en matière de plans de prévention des risques naturels prévisibles	706
Arrêté n° 333 CM du 14 mars 2001 instituant des servitudes aéronautiques de dégagement pour la protection de l'aérodrome de Mataiva	707
Arrêté n° 334 CM du 14 mars 2001 déclarant d'utilité publique la réalisation de l'aérodrome de Arutua dans l'archipel des Tuamotu et déclarant cessibles immédiatement les parcelles de terre nécessaires à cette opération	708
Arrêté n° 336 CM du 14 mars 2001 ordonnant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes, l'une préalable à la déclaration d'utilité publique et l'autre parcellaire relatives au projet de réalisation de l'aérodrome de Aratika dans l'archipel des Tuamotu	709
Arrêté n° 345 CM du 14 mars 2001 fixant les prix de journée d'hospitalisation du Centre hospitalier territorial de Mamao pour l'année 2001 applicables à compter du 1er janvier 2001 pour les assurés sociaux ne relevant pas des régimes R.G.S., R.N.S. et R.S.T. de la Caisse de prévoyance sociale	710
Arrêté n° 350 CM du 14 mars 2001 portant organisation du concours artistique "Design Cyberbus Metu@"	711
Arrêté n° 351 CM du 14 mars 2001 portant organisation administrative, financière et de contrôle de l'Etablissement public territorial d'enseignement et de formation professionnelle agricoles (E.P.T.E.F.P.A.) de la Polynésie française ..	712

Arrêté n° 358 CM du 16 mars 2001 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique sur l'aménagement de la route traversière de l'île de Tahiti reliant Papeete à Mataiea	716
EXTRAITS	
Arrêté n° 316 CM du 8 mars 2001 approuvant les dispositions relatives aux évènements urgents au profit des habitants de Rapa de la convention n° 27-2000 entre le ministère de la défense et le gouvernement de la Polynésie française.	717
Arrêtés n° 319 à n° 321, et n° 323 à n° 326 CM du 12 mars 2001 rendant respectivement exécutoires les délibérations n° 1-2001 à n° 3-2001, et n° 5-2001 à n° 8-2001 ISPF du 23 février 2001 du conseil d'administration de l'Institut de la statistique de la Polynésie française : - portant proposition du programme de travail de l'I.S.P.F. ; - portant adoption de la création d'un poste d'informaticien de catégorie A et d'un poste d'enquêteur "index B.T.P." de catégorie C de la nouvelle fonction publique territoriale ; - portant adoption de l'organigramme fonctionnel au 1er février 2001 ; - annulant un titre de recettes ; - portant en admission en non-valeur de deux titres de recettes ; - portant mise à disposition d'un agent auprès du Conseil fédéral des syndicats libres en Polynésie ; - autorisant la directrice de l'I.S.P.F. à signer un bail avec la société TB promotion concernant de nouveaux bureaux	717
Arrêté n° 328 CM du 12 mars 2001 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 3-2001 TFTN du 24 janvier 2001 du conseil d'administration de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture	717
Arrêté n° 335 CM du 14 mars 2001 fixant les coefficients d'érosion monétaire applicables au calcul des plus-values immobilières pour l'année 2001.	717
Arrêté n° 337 CM du 14 mars 2001 autorisant la prise à bail par la Polynésie française (service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles) de locaux à usage de bureaux, sis à Uturoa, appartenant à M. Jean-Marc Moo Fat	718
Arrêté n° 338 CM du 14 mars 2001 autorisant la prolongation de la durée de prise à bail et la prise à bail de locaux à usage de bureaux sis à Faaa et Maharepa - Moorea.	718
Arrêté n° 339 CM du 14 mars 2001 autorisant le renouvellement de la location de la parcelle de la terre domaniale Orau 2, section B1 n° 6, sise à Ahe, Manihi, au profit de Mme Mareikura Mariteragi épouse Sue	718
Arrêté n° 341 CM du 14 mars 2001 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 40-2000 et n° 41-2000 CG.RST adoptées par le comité de gestion du régime de solidarité territorial en sa séance des 5 et 6 décembre 2000.	718
Arrêté n° 342 CM du 14 mars 2001 portant modification de l'arrêté n° 567 CM du 18 avril 2000 portant désignation, pour deux ans, des membres du conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale.	718
Arrêté n° 343 CM du 14 mars 2001 renvoyant en seconde lecture la délibération n° 47-2000 CG.RST adoptée par le comité de gestion du régime de solidarité territorial en sa séance des 5 et 6 décembre 2000	718
Arrêté n° 344 CM du 14 mars 2001 portant approbation du budget primitif du Centre hospitalier territorial de Mamao pour l'exercice 2001 (2e lecture).	718
Arrêté n° 346 CM du 14 mars 2001 autorisant l'acquisition de la parcelle de terre d'une superficie de 2.700 mètres carrés cadastrée section A n° 44 sise à Punaauia et appartenant à M. Jean Lai Woa	718
Arrêté n° 347 CM du 14 mars 2001 portant renouvellement d'une concession temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé, sis à Avera, commune de Taputapuatea, au profit de M. Vastille Rereao Teihotaata ..	719
Arrêté n° 348 CM du 14 mars 2001 autorisant l'acquisition de la parcelle cadastrée section P1 n° 5 d'une superficie de 1.200 mètres carrés sise dans le quartier Piafau, commune de Faaa, et appartenant à M. Lewis Gabriel Laughlin dit Gabilou	719
Arrêté n° 349 CM du 14 mars 2001 autorisant le transfert de la concession temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé sis à Nunue, commune de Bora Bora, consentie précédemment à M. Warren Ellacott, au profit de la Société civile Bora - Mererau	719
Arrêté n° 352 CM du 14 mars 2001 autorisant M. Herman Klima à occuper le domaine public aéroportuaire de Nuku a Taha (Nuku Hiva, Marquises) dans le cadre de l'édification et l'exploitation d'unités d'hébergement hôtelier	719
Arrêté n° 353 CM du 14 mars 2001 complétant la desserte maritime régulière du navire Taporo VI exploité par la Compagnie française maritime de Tahiti (C.F.M.T.).	720
Arrêté n° 354 CM du 14 mars 2001 portant octroi de la licence d'armateur à la S.N.C. Aremiti pour l'exploitation du navire Aremiti 3 sur la desserte maritime régulière des îles Sous-le-Vent.	720

Arrêté n° 355 CM du 14 mars 2001 portant admission du navire Aremiti 3 (S.N.C. Aremiti) au bénéfice du régime d'exonération des droits et taxes institué par les délibérations n° 90-86 AT du 30 août 1990 et n° 90-115 AT du 13 décembre 1990 (carburants et huiles lubrifiantes)	720
Arrêté n° 356 CM du 16 mars 2001 autorisant la prise à bail par la Polynésie française (direction de la santé) des terres Tuakitakipo, parcelle 47, et Tuapuku, parcelle 48, sises à Hao, destinée à assurer le fonctionnement de l'infirmierie-hôpital de Hao	720
Arrêté n° 357 CM du 16 mars 2001 portant affectation des terres domaniales de l'atoll de Tupai	721
Arrêtés n° 359 et n° 360 CM du 16 mars 2001 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 5-2000 CA.RNS et n° 14-2000 CA relatives à l'avenant n° 2 aux conventions entre le syndicat des sages-femmes de la Polynésie française et la Caisse de prévoyance sociale	721

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 444 PR du 14 mars 2001 relatif aux attributions du ministre du logement, de la redistribution et de la valorisation des terres domaniales, chargé de la politique de la ville et porte-parole du gouvernement.	721
Arrêté n° 446 PR du 15 mars 2001 relatif à l'exercice des attributions du ministre des transports	721

EXTRAITS

Arrêté n° 449 PR du 16 mars 2001 ordonnant la déconsignation d'une somme due aux marins de la société dénommée M. Albert Tang (navire Rairoa Nui)	722
Arrêté n° 450 PR du 16 mars 2001 délivrant une commission de pilote de la station de pilotage des îles de la Société	722

Ministère des finances et des réformes administratives

Arrêté n° 792 MFR du 8 mars 2001 suspendant provisoirement la régie d'avances à l'antenne de promotion économique à Los Angeles (U.S.A.)	722
Arrêté n° 894 MFR/MSR du 15 mars 2001 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un concours externe, sur titres avec épreuves, pour le recrutement d'auxiliaires de soins de catégorie C pour les fonctions d'aide-soignant(e) relevant de la fonction publique de la Polynésie française.	723

EXTRAITS

Arrêté n° 801 MFR du 8 mars 2001 portant proclamation des résultats du concours externe, sur titres, pour le recrutement de 22 praticiens hospitaliers territoriaux pour une affectation au Centre hospitalier territorial de la Polynésie française.	724
Arrêté n° 901 MFR du 16 mars 2001 portant ouverture d'un entrepôt privé particulier pour le compte de la société Tesa S.A.	724
Arrêté n° 902 MFR du 16 mars 2001 portant ouverture d'un entrepôt industriel pour le compte de la société S.A.R.L. Alma Vénus.	724
Arrêtés n° 903 et n° 904 MFR du 16 mars 2001 portant ouverture d'entrepôts privés particuliers pour le compte des sociétés S.N.C. M.G. Import et South Pacific Representation S.A.R.L.	724

Ministère des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme

Arrêté n° 918 MAA.AU du 16 mars 2001 autorisant M. Thierry Barbion à réaliser pour le compte de la S.C.I. Amoe les travaux de viabilisation du lotissement "Zone d'activité de Amoe" sur une parcelle de terre dépendant du domaine Noho Ahu, à Mahina.	725
---	-----

EXTRAITS

Arrêté n° 809 MAA.AU du 8 mars 2001 portant modification de l'arrêté n° 2091 MLA du 10 avril 1997 relatif au délai de fin des travaux de la première du lotissement "Vaiopu 2" à Punaauia	726
---	-----

Ministère de l'économie, du plan et de la prévision économique, de l'énergie et de la circonscription portuaire des îles du Vent

EXTRAITS

- Arrêté n° 838 MEC du 13 mars 2001 portant attribution de subventions dans le cadre du dispositif d'aide à la création ou au développement d'entreprises 726

Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle

EXTRAITS

- Arrêté n° 853 MEF du 13 mars 2001 établissant une liste de bénéficiaires du dispositif d'allocation d'aide pouvant être mis en œuvre en cas de sinistre lié à une calamité naturelle dit "chantier de reconstruction" ou "C.D.R." et du service conducteur d'opération sur la commune associée de Tautira 727
- Arrêté n° 854 MEF du 13 mars 2001 modifiant l'arrêté n° 7270 MEF du 29 novembre 2000 établissant une liste de bénéficiaires du dispositif d'allocation d'aide pouvant être mis en œuvre en cas de sinistre lié à une calamité naturelle dit "chantier de reconstruction" ou "C.D.R." et du service conducteur d'opération sur la commune associée de Hitiaa 727
- Arrêtés n° 855 et n° 856 MEF du 13 mars 2001 établissant une liste de bénéficiaires du dispositif d'allocation d'aide pouvant être mis en œuvre en cas de sinistre lié à une calamité naturelle dit "chantier de reconstruction" ou "C.D.R." et du service conducteur d'opération respectivement sur les communes de Mahina et de Papara 727
- Arrêté n° 857 MEF du 13 mars 2001 modifiant l'arrêté n° 7642 MEF du 12 décembre 2000 établissant une liste de bénéficiaires du dispositif d'allocation d'aide pouvant être mis en œuvre en cas de sinistre lié à une calamité naturelle dit "chantier de reconstruction" ou "C.D.R." et du service conducteur d'opération sur la commune de Pirae 727
- Arrêté n° 858 MEF du 13 mars 2001 établissant une liste de bénéficiaires du dispositif d'allocation d'aide pouvant être mis en œuvre en cas de sinistre lié à une calamité naturelle dit "chantier de reconstruction" ou "C.D.R." et du service conducteur d'opération sur la commune associée de Pueu 727
- Arrêté n° 859 MEF du 13 mars 2001 modifiant l'arrêté n° 7263 MEF du 29 novembre 2000 établissant une liste de bénéficiaires du dispositif d'allocation d'aide pouvant être mis en œuvre en cas de sinistre lié à une calamité naturelle dit "chantier de reconstruction" ou "C.D.R." et du service conducteur d'opération sur la commune associée de Taravao 728
- Arrêté n° 860 MEF du 13 mars 2001 établissant une liste de bénéficiaires du dispositif d'allocation d'aide pouvant être mis en œuvre en cas de sinistre lié à une calamité naturelle dit "chantier de reconstruction" ou "C.D.R." et du service conducteur d'opération sur les communes de Moorea 728

Ministère de l'équipement et des autres circonscriptions portuaires

EXTRAITS

- Arrêté n° 895 MEQ du 15 mars 2001 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre nécessaires au projet de résorption de l'habitat insalubre du quartier Timiona à Titiro 728
- Arrêté n° 896 MEQ du 15 mars 2001 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relative à la parcelle de terre cadastrée sous la référence M583 (plan 3) nécessaire à la réalisation de la 2e tranche de la route des Plaines et de ses ouvrages annexes (rivière de Matatia - pont de Punaruu) dans la commune de Punaauia 728
- Arrêté n° 897 MEQ du 15 mars 2001 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations au titre d'indemnité d'expropriation des parcelles de terre nécessaires aux travaux d'aménagement de la route d'accès aux abattoirs territoriaux dans la commune de Papara 728

Ministère du logement, de la redistribution et de la valorisation des terres domaniales

EXTRAITS

- Arrêté n° 837 MLD du 12 mars 2001 portant autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime sis aux îles Sous-le-Vent 728

Ministère de la culture, de l'enseignement supérieur et de la vie associative

- Arrêté n° 899 MCE du 16 mars 2001 portant désignation des cinq (5) personnalités compétentes dans les domaines que recouvre le champ des missions de l'établissement public dénommé "Musée de Tahiti et des îles - Te Fare Iamanaha", composant son comité scientifique 730

Ministère de l'environnement

- Arrêté n° 793 MEN du 8 mars 2001 autorisant le ministère de l'éducation et de l'enseignement technique à installer et exploiter une cuve de gaz pour les équipements techniques du lycée de Papara (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement). (Extraits) 730
- Arrêté n° 913 MEN du 16 mars 2001 autorisant la société Tahiti Nautic Center à installer et exploiter une station essence marine (établissement de la 1re classe des installations classées, commune de Taïarapu-Est). (Extraits). 732
- Arrêté n° 914 MEN du 16 mars 2001 autorisant la société Total Polynésie à installer et exploiter un dépôt enterré de kérosène sur le site aéroportuaire Motu Mute, île de Bora Bora (établissement de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement). (Extraits) 736

Ministère des transports

EXTRAITS

- Arrêté n° 807 MTR du 8 mars 2001 autorisant le navire de réserve Cobia II à effectuer un ramassage scolaire lors de ses voyages n° 2-2001 EDUC-C (vacances scolaires) et n° 3-2001 EDUC-C (rentrée scolaire) au départ de Papeete. 739
- Arrêté n° 808 MTR du 8 mars 2001 autorisant à titre exceptionnel le navire Aremiti 2 à desservir les Tuamotu pour effectuer deux ramassages scolaires 739

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

- Arrêté n° 13-2001 APF/SG du 16 mars 2001 modifiant et complétant l'arrêté n° 12-2001 APF/SG du 12 mars 2001 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française 739

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

EXTRAITS

- Convention de financement n° 259-00 FREPF du 29 décembre 2000 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Nuku Hiva pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Mise en œuvre du programme de gestion des déchets de Nuku Hiva". 740
- Conventions de financement n° 22-01 et n° 23-01 du 6 mars 2001 définissant les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier aux communes de Fangatau et Manihi pour faciliter la réalisation des opérations intitulées "Transport par voie maritime vers Fangatau et Manihi des matériels cédés gracieusement par le ministère de la défense" 740

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

- Service des douanes.— Cours des changes (période du 22 mars au 4 avril 2001 inclus) 741
- Direction des affaires foncières.— Avis n° 803 DAF.REC-HYP du 16 mars 2001 portant avis de recherche des héritiers de MM. M. Marahiti a Taero, Gatake a Maheï, Mmes Mamaïa a Maheï et Tetarua a Maheï, M. Temere a Maheï, Mme Tutapu a Tearofa, MM. Auguste Largeteau, Hukapaa, Punuaroa a Nahenahe, Aopero Kerepare, Mati Petero, Terea Ute, Oreore Bruno, Tearahina Maichaëla, Regavaruvuru Ieremia, Puna Naporeo, Torutahi Remuto, Hinanironiro Mihaera, Hakarevareva Tepano, Mariu Mikonore, Temanu Matia, Arigia Atonio, Hereveri Akutino, Hukihiva Keretino, Tutea Keretino, Tekena Keretino, Maurata Onorato, Mme Peratua a Raiheui, Mlle Tamaru a Penei, MM. Tetuanui a Taahirai, Teano Huioro, M. ou Mme Tahiaupepu, MM. Ruetoiterai Hiro dit Puru Iiti, Terimarama Pihatarioe, et Pori Ruarei 741

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales 742

Annonces diverses 743



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES PROMULGUES

ARRETE n° 118 DRCL du 8 mars 2001 portant promulgation des décrets n° 2001-143, n° 2001-144, n° 2001-145 du 15 février 2001 et de l'arrêté du 1er février 2001.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française, notamment son article premier ;

Le gouvernement de la Polynésie française informé,

Arrête :

Article 1er.— Sont promulgués en Polynésie française pour y être exécutés selon leur forme et teneur les textes suivants :

— Décret n° 2001-143 du 15 février 2001 concernant la mise en œuvre des dispositions du titre II de la loi n° 98-467 du 17 juin 1998 relative à l'application de la convention du 13 janvier 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, paru au J.O.R.F. du 17 février 2001 à la page 2648 ;

— Décret n° 2001-144 du 15 février 2001 définissant les conditions du prélèvement d'échantillons de produits chimiques prévu par l'article 51 de la loi n° 98-467 du 17 juin 1998 relative à l'application de la convention du 13 janvier 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, paru au J.O.R.F. du 17 février 2001 à la page 2653 ;

— Décret n° 2001-145 du 15 février 2001 relatif aux investigations nationales et aux sanctions administratives prévues par la loi n° 98-467 du 17 juin 1998 relative à l'application de la convention du 13 janvier 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, paru au J.O.R.F. du 17 février 2001 à la page 2654 ;

— Arrêté du 1er février 2001 portant extension aux territoires d'outre-mer, à la Nouvelle-Calédonie et à la collectivité territoriale de Mayotte de textes relatifs à l'aviation civile, paru au J.O.R.F. du 15 février 2001 à la page 2530.

Art. 2.— Le secrétaire générale de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 mars 2001.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Christian MASSINON.

DECRET n° 2001-143 du 15 février 2001 concernant la mise en œuvre des dispositions du titre II de la loi n° 98-467 du 17 juin 1998 relative à l'application de la convention du 13 janvier 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction.

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, du ministre de l'intérieur, du ministre des affaires étrangères et du ministre de la défense,

Vu la convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction faite à Paris le 13 janvier 1993 ;

Vu la loi n° 98-467 du 17 juin 1998 relative à l'application de la convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, notamment son titre II ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret du 18 avril 1939 modifié fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions, notamment ses articles 11, 12 et 13 ;

Vu le décret n° 80-813 du 15 octobre 1980 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du ministère de la défense et soumises à des règles de protection du secret de la défense nationale ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles, modifié par le décret n° 97-463 du 9 mai 1997 et par le décret n° 97-1205 du 19 décembre 1997 ;

Vu le décret n° 97-1184 du 19 décembre 1997 pris pour l'application au Premier ministre du 1° de l'article 2 du décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 97-1194 du 19 décembre 1997 modifié pris pour l'application au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie du 1° de l'article 2 du décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 98-36 du 16 janvier 1998 relatif à la répartition des compétences administratives pour la mise en œuvre de la convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction faite à Paris le 13 janvier 1993 ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu ;

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Article 1er.— Les dispositions du présent décret sont applicables au contrôle de certains produits chimiques et de leurs installations établi par le titre II de la loi du 17 juin 1998 susvisée relative à l'application de la convention du 13 janvier 1993 susvisée ci-après dénommée "la convention".

TITRE Ier

DISPOSITIONS PORTANT SUR LES PRODUITS CHIMIQUES INSCRITS AU TABLEAU 1 ANNEXE A LA CONVENTION ET SUR LES INSTALLATIONS QUI LEUR SONT LIEES

Chapitre Ier

Autorisations relatives à la mise au point, la fabrication, l'acquisition, la cession, l'utilisation, la détention, la conservation et le stockage.

Art. 2.— Les installations visées au premier alinéa et au a du I de l'article 9 de la loi du 17 juin 1998 susvisée sont désignées par arrêté du Premier ministre. Cet arrêté vaut autorisation pour l'installation visée au a du I de l'article 9 de ladite loi.

Art. 3.— Les autorisations de mise au point, fabrication, acquisition, cession, utilisation, détention, conservation et stockage prévues au a du II de l'article 7 de la loi du 17 juin 1998 susvisée ainsi que les autorisations d'installation prévues au b du I de l'article 9 de ladite loi sont délivrées par le ministre compétent en application du décret du 16 janvier 1998 susvisé.

Art. 4.— Pour l'application du II de l'article 9 de la loi du 17 juin 1998 susvisée, sont dispensés d'autorisation les laboratoires qui fabriquent par synthèse, à des fins médicales, pharmaceutiques ou de recherche, une quantité ne dépassant pas, annuellement, 100 grammes de produits chimiques inscrits au tableau 1.

Section 1

Autorisations délivrées par le ministre chargé de l'industrie

Art. 5.— Les demandes d'autorisation adressées au ministre chargé de l'industrie sont accompagnées d'un dossier dont le contenu et la forme sont fixés par arrêté pris par ce ministre.

Ce dossier comporte notamment l'identité du demandeur et, sous la forme d'une "déclaration initiale", les renseigne-

ments prévus par le paragraphe 17 de la sixième partie de l'annexe à la convention appelée "annexe à la convention sur la vérification".

Art. 6.— Lorsque le ministre chargé de l'industrie estime que l'un des éléments du dossier de demande d'autorisation est incomplet ou manquant, il invite le demandeur à compléter celui-ci.

Dès que le dossier de demande d'autorisation est complet, le ministre chargé de l'industrie délivre au demandeur un accusé de réception mentionnant sa date d'enregistrement.

Art. 7.— Si le ministre chargé de l'industrie estime que des informations complémentaires, des consultations ou des études particulières sont nécessaires pour lui permettre de se prononcer sur la demande, il peut prolonger le délai de deux mois prévu à l'article 21 de la loi du 12 avril 2000 susvisée de la durée nécessaire pour obtenir ces renseignements complémentaires.

Il doit alors notifier au demandeur les motifs de cette prolongation ainsi que sa durée, laquelle n'est pas prise en compte dans le calcul du délai imparti au ministre pour se prononcer sur la demande.

Art. 8.— L'autorisation délivrée par le ministre chargé de l'industrie spécifie :

- 1° Son titulaire ;
- 2° Sa durée de validité ;
- 3° Les activités autorisées et leur date de début ;
- 4° Les quantités maximales autorisées pour chacun des produits du tableau 1 ;
- 5° Les fins pour lesquelles cette autorisation est accordée ;
- 6° L'installation pour laquelle cette autorisation est délivrée ;
- 7° Les modalités prévues dans le cas de cessation d'activité.

L'autorisation peut être assortie de prescriptions spéciales relatives aux conditions qui doivent être respectées pour la réalisation des activités autorisées.

Art. 9.— L'autorisation initiale est renouvelable dans les conditions et selon les modalités prévues à la présente section.

Doivent être portés sans délai à la connaissance du ministre chargé de l'industrie :

- a) Tout changement dans la nature juridique de l'entreprise titulaire de l'autorisation, l'objet de ses activités ainsi que les cessions d'actions ou de parts sociales susceptibles d'affecter son contrôle ;
- b) La cessation totale ou partielle de l'activité.

Art. 10.— Lorsque le titulaire d'une autorisation souhaite modifier les conditions dans lesquelles sont réalisées les activités objet de l'autorisation, il en fait la demande au ministre chargé de l'industrie, qui l'instruit dans les conditions fixées à la présente section.

Le dossier de demande de modification peut être simplifié par rapport au dossier de demande d'autorisation initiale.

L'autorisation de procéder aux modifications demandées est notifiée au demandeur par une "notification de modification technique" dont la forme est fixée par le ministre chargé de l'industrie.

Art. 11.— Une autorisation peut être retirée ou modifiée par le ministre chargé de l'industrie :

- 1° Lorsque le titulaire ne remplit plus les conditions de délivrance de cette autorisation ;
- 2° En cas de manquement aux obligations prévues par la loi du 17 juin 1998 susvisée ou par les textes pris pour son application ;
- 3° En cas de non-respect des conditions spéciales dont elle est assortie en application de l'article 8 du présent décret ou des obligations de déclaration prévues à l'article 19 du présent décret.

Avant de retirer ou de modifier une autorisation, le ministre chargé de l'industrie met en demeure son titulaire de régulariser sa situation dans un délai maximal qu'il lui fixe.

A l'issue du délai imparti, si le titulaire n'a pas donné suite ou n'est pas en mesure de régulariser sa situation, le ministre chargé de l'industrie peut lui notifier le retrait ou la modification de son autorisation.

Toutefois, ce retrait ou cette modification d'autorisation ne peut intervenir qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

La notification de retrait indique l'installation à laquelle le titulaire de l'autorisation ainsi retirée doit transférer les produits chimiques inscrits au tableau 1 annexé à la convention, ci-après dénommés "produits du tableau 1", encore en sa possession et les délais dans lesquels doit prendre place ce transfert.

A l'issue du délai imparti, s'il n'a pas été procédé à ce transfert, le ministre chargé de l'industrie peut faire procéder à ce dernier par tout moyen qu'il estime nécessaire, aux frais du titulaire de l'autorisation ainsi retirée.

Art. 12.— En cas d'urgence, le ministre chargé de l'industrie peut suspendre une autorisation et faire transférer, par tout moyen qu'il estime nécessaire, aux frais du titulaire de l'autorisation ainsi suspendue, les produits du tableau 1 dans une autre installation qu'il désigne.

Section 2

Autorisations délivrées par le ministre de la défense

Art. 13.— Lorsque les installations sont soumises aux dispositions du décret du 15 octobre 1980 susvisé, le ministre de la défense est seul compétent pour leur délivrer les autorisations prévues aux articles 7 et 9 de la loi du 17 juin 1998 susvisée.

Art. 14.— Les autorisations délivrées par le ministre de la défense prévues au *a* du II de l'article 7 et aux *a* et *b* du I de l'article 9 de la loi du 17 juin 1998 susvisée spécifient :

- 1° Le nom de l'établissement et celui de l'organisme dont il dépend ;
- 2° La durée de l'autorisation ;
- 3° Les activités couvertes par l'autorisation ;
- 4° Les quantités maximales autorisées pour chaque produit ;
- 5° Les fins pour lesquelles l'autorisation est délivrée.

Lorsque les activités concernées sont couvertes par le secret de la défense nationale, la décision d'autorisation reçoit un degré de protection adapté.

Art. 15.— Le ministre de la défense peut modifier ou retirer l'autorisation qu'il a délivrée dans les cas et selon les modalités prévues à l'article 11 ci-dessus.

Art. 16.— Les quantités globales de produits du tableau 1 susceptibles d'être utilisées, acquises ou fabriquées par les installations relevant de l'autorité du ministre de la défense sont fixées par décision du Premier ministre après avis du comité interministériel pour l'application de la convention interdisant les armes chimiques institué par le décret du 16 janvier 1998 susvisé.

Chapitre II

Autorisations relatives à l'importation, à l'exportation, au commerce et au courtage

Art. 17.— Sous réserve des dispositions communautaires applicables en la matière :

I. - L'autorisation d'importation de produits du tableau 1, prévue au premier tiret du *b* du II de l'article 7 de la loi du 17 juin 1998 susvisée, peut être accordée par le ministre chargé des douanes sur avis favorable des ministres chargés de la défense, de l'intérieur, des affaires étrangères et de l'industrie.

Toutefois, de telles autorisations ne peuvent être délivrées qu'à des personnes titulaires d'une autorisation prévue au *a* du II de l'article 7 de ladite loi.

La forme, les conditions et les délais dans lesquels les demandes d'autorisation d'importation doivent lui être adressées sont fixés par arrêté du ministre chargé des douanes ;

II. - En application du premier tiret du *b* du II de l'article 7 de la loi du 17 juin 1998 susvisée, les opérations d'exportation portant sur les produits du tableau 1 sont soumises à l'agrément préalable prévu par l'article 12 du décret du 18 avril 1939 susvisé et à l'autorisation d'exportation prévue par l'article 13 dudit décret.

Art. 18.— Sous réserve des dispositions communautaires applicables en la matière, en application du *c* du II de l'article 7 de la loi du 17 juin 1998 susvisée, l'activité de commerce et de courtage en provenance ou à destination d'un Etat partie portant sur des produits du tableau 1 est soumise à autorisation du ministre de la défense pour les produits figurant sur la liste des matériels de guerre et des matériels assimilés soumis à une procédure spéciale d'exportation définie par arrêté pris par ce ministre et, pour les autres produits, du ministre chargé de l'industrie.

Cette autorisation, dont la durée ne peut excéder cinq ans, est renouvelable.

Chaque opération de commerce et de courtage portant sur des produits figurant sur la liste des matériels de guerre et des matériels assimilés visée ci-dessus est par ailleurs soumise à un régime d'enregistrement et de contrôle défini par arrêté pris par le ministre de la défense.

Chapitre III

Déclarations

Art. 19.— En application de l'article 8 de la loi du 17 juin 1998 susvisée, établissent une "déclaration annuelle d'activités passées" et une "déclaration annuelle d'activités

prévues", dans des formes identiques à celles prévues à la sixième partie de "l'annexe à la convention sur la vérification" :

- 1° Tout exploitant d'une installation autorisée à fabriquer des produits du tableau 1 ;
- 2° Tout exploitant d'un laboratoire fabriquant par synthèse, à des fins médicales, pharmaceutiques ou de recherche, une quantité ne dépassant pas, annuellement, 100 grammes de produits chimiques inscrits au tableau 1 ;
- 3° Tout exploitant d'une installation acquérant, cédant, traitant, stockant ou consommant des produits du tableau 1.

Ces déclarations valent déclaration d'installation, telle qu'exigée par le II de l'article 9 et par l'article 10 de la loi du 17 juin 1998 susvisée, pour les laboratoires fabriquant par synthèse, à des fins médicales, pharmaceutiques ou de recherche, une quantité ne dépassant pas, annuellement, 100 grammes de produits chimiques inscrits au tableau 1 et pour les installations traitant, stockant ou consommant des produits du tableau 1.

La forme, la périodicité, les délais et les conditions d'élaboration de ces déclarations sont fixés en application du décret du 16 janvier 1998 susvisé, selon le cas, par arrêté du ministre de la défense ou du ministre chargé de l'industrie.

Art. 20.— I. - Toute entrée ou sortie du territoire de produits du tableau 1, dans le cadre de la réalisation d'une opération d'importation ou d'exportation autorisée dans les conditions prévues à l'article 17 du présent décret, est soumise à déclaration préalable dans les conditions fixées par arrêté du ministre chargé des douanes.

II. - Ces opérations font également l'objet de déclarations récapitulatives en vue de satisfaire à l'obligation d'information prévue par l'article 18 de la loi du 17 juin 1998 susvisée.

La forme, la périodicité, les délais et les conditions d'élaboration de ces déclarations sont fixés en application du décret du 16 janvier 1998 susvisé, selon le cas, par arrêté du ministre de la défense ou du ministre chargé de l'industrie.

TITRE II

DISPOSITIONS PORTANT SUR LES PRODUITS CHIMIQUES INSCRITS AU TABLEAU 2 ANNEXE A LA CONVENTION ET SUR LES INSTALLATIONS QUI LEUR SONT LIEES

Chapitre Ier

Dispositions relatives à l'importation et à l'exportation

Art. 21.— Pour l'application des dispositions du I de l'article 12 de la loi du 17 juin 1998 susvisée et sous réserve des dispositions communautaires applicables en la matière, sont considérés comme produits chimiques inscrits au tableau 2 annexé à la convention, ci-après dénommés "produits du tableau 2", tous les mélanges contenant un produit du tableau 2 dans une concentration supérieure à un seuil fixé au A de l'annexe 1 du présent décret.

Art. 22.— En application de l'article 18 de la loi du 17 juin 1998 susvisée, sont soumises à déclaration en application des dispositions du décret du 16 janvier 1998 susvisé, selon le cas, au ministre de la défense ou au ministre chargé de l'industrie, par les importateurs et par les exportateurs, les opérations d'importation et d'exportation d'un produit du tableau 2 lorsque, pour un établissement et par pays

d'origine ou de destination, les quantités importées ou exportées de ce produit sont au moins égales à des seuils fixés au A de l'annexe 2 du présent décret.

Les produits du tableau 2 contenus dans des mélanges à un taux de concentration inférieur à un seuil fixé au A de l'annexe 3 du présent décret ne sont pas retenus pour la détermination des quantités mentionnées à l'alinéa précédent.

La forme, la périodicité, les délais et les conditions d'élaboration de ces déclarations sont fixés en application du décret du 16 janvier 1998 susvisé, selon le cas, par arrêté du ministre de la défense ou du ministre chargé de l'industrie.

Chapitre II

Déclarations relatives aux installations, à la fabrication, au traitement et à la consommation

Art. 23.— Pour l'application des articles 11 et 13 de la loi du 17 juin 1998 susvisée, l'exploitant de tout site d'usines, regroupant une ou plusieurs usines qui annuellement fabriquent, traitent ou consomment des quantités de produits du tableau 2 au moins égales à des seuils fixés au A de l'annexe 4 du présent décret, est soumis aux déclarations suivantes, telles que prévues à la septième partie de l'annexe à la convention sur la vérification :

- 1° Déclaration initiale ;
- 2° Déclaration annuelle d'activités passées ;
- 3° Déclaration annuelle d'activités prévues ;
- 4° Déclarations d'activités supplémentaires.

La forme, la périodicité, les délais et les conditions d'élaboration de ces déclarations sont fixés en application du décret du 16 janvier 1998 susvisé, selon le cas, par arrêté du ministre de la défense ou du ministre chargé de l'industrie.

Les produits du tableau 2 contenus dans des mélanges à un taux de concentration inférieur à un seuil fixé au A de l'annexe 5 du présent décret ne sont pas retenus pour la détermination des quantités mentionnées au premier alinéa.

TITRE III

DISPOSITIONS PORTANT SUR LES PRODUITS CHIMIQUES INSCRITS AU TABLEAU 3 ANNEXE A LA CONVENTION ET SUR LES INSTALLATIONS QUI LEUR SONT LIEES

Chapitre Ier

Autorisations et déclarations relatives à l'importation, à l'exportation, au commerce et au courtage

Art. 24.— Pour l'application des dispositions de l'article 15 de la loi du 17 juin 1998 susvisée et sous réserve des dispositions communautaires applicables en la matière, sont considérés comme produits chimiques inscrits au tableau 3 annexé à la convention, ci-après dénommés "produits du tableau 3", tous mélanges contenant un produit du tableau 3 dans une concentration supérieure à un seuil fixé au B de l'annexe 1 du présent décret.

Art. 25.— Les autorisations d'exportation prévues au premier alinéa de l'article 15 de la loi du 17 juin 1998 susvisée sont délivrées par le ministre chargé des douanes.

La forme, les conditions et les délais dans lesquels les demandes d'autorisation d'exportation doivent lui être adressées sont fixés par arrêté du ministre chargé des douanes.

Art. 26.— En application du deuxième alinéa de l'article 15 de la loi du 17 juin 1998 susvisée, l'activité de commerce et de courtage à destination d'un Etat non partie portant sur des produits du tableau 3 est soumise à autorisation du ministre chargé de l'industrie.

Cette autorisation, dont la durée ne peut excéder cinq ans, est renouvelable.

Art. 27.— En application de l'article 18 de la loi du 17 juin 1998 susvisée, sont soumises à déclaration en application du décret du 16 janvier 1998 susvisé, selon le cas, au ministre de la défense ou au ministre chargé de l'industrie, par les importateurs et par les exportateurs, les opérations d'importation et d'exportation d'un produit du tableau 3 lorsque, pour un établissement et par pays d'origine ou de destination, les quantités importées ou exportées de ce produit sont au moins égales à des seuils fixés au B de l'annexe 2 du présent décret.

Les produits du tableau 3 contenus dans des mélanges à un taux de concentration inférieur à un seuil fixé au B de l'annexe 3 du présent décret ne sont pas retenus pour la détermination des quantités mentionnées à l'alinéa précédent.

La forme, la périodicité, les délais et les conditions d'élaboration de ces déclarations sont fixés en application du décret du 16 janvier 1998 susvisé, selon le cas, par arrêté du ministre de la défense ou du ministre chargé de l'industrie.

Chapitre II

Déclarations relatives aux installations et aux fabrications

Art. 28.— Pour l'application des articles 14 et 16 de la loi du 17 juin 1998 susvisée, l'exploitant de tout site d'usines, regroupant une ou plusieurs usines qui annuellement fabriquent des quantités de produits du tableau 3 au moins égales à des seuils fixés au B de l'annexe 4 du présent décret, est soumis aux déclarations suivantes, telles que prévues à la huitième partie de l'annexe à la convention sur la vérification :

- 1° Déclaration initiale ;
- 2° Déclaration annuelle d'activités passées ;
- 3° Déclaration annuelle d'activités prévues ;
- 4° Déclarations d'activités supplémentaires.

La forme, la périodicité, les délais et les conditions d'élaboration de ces déclarations sont fixés en application du décret du 16 janvier 1998 susvisé, selon le cas, par arrêté du ministre de la défense ou du ministre chargé de l'industrie.

Les produits du tableau 3 contenus dans des mélanges à un taux de concentration inférieur à un seuil fixé au B de l'annexe 5 du présent décret ne sont pas retenus pour la détermination des quantités mentionnées au premier alinéa.

TITRE IV

DISPOSITIONS PORTANT SUR LES PRODUITS CHIMIQUES ORGANIQUES DEFINIS ET SUR LES INSTALLATIONS QUI LEUR SONT LIEES

Art. 29.— Pour l'application de l'article 17 de la loi du 17 juin 1998 susvisée, l'exploitant de tout site d'usines qui a

fabriqué par synthèse, au cours de l'année civile précédente, des produits chimiques organiques définis non inscrits sur l'un des trois tableaux annexés à la convention est soumis aux formalités de déclaration initiale et de déclaration annuelle d'activités passées prévues à la neuvième partie de l'annexe à la convention sur la vérification.

Toutefois, ne sont pas soumis à ces déclarations :

- 1° Les usines qui fabriquent des quantités de produits chimiques organiques définis non inscrits à l'un des trois tableaux inférieures à des seuils fixés au C de l'annexe 4 du présent décret ;
- 2° Les usines qui fabriquent uniquement des mélanges contenant au moins un des produits chimiques organiques définis non inscrits à l'un des trois tableaux à une concentration inférieure à un seuil fixé au C de l'annexe 5 du présent décret ;
- 3° Les sites d'usines dans lesquels sont exclusivement fabriqués des hydrocarbures ou des substances explosives.

La forme, la périodicité, les délais et les conditions d'élaboration de ces déclarations sont fixés en application du décret du 16 janvier 1998 susvisé, selon le cas, par arrêté du ministre de la défense ou du ministre chargé de l'industrie.

TITRE V DISPOSITIONS COMMUNES

Art. 30.— Toute personne mettant à disposition à titre onéreux ou gratuit un mélange de produits dont l'un au moins est inscrit à l'un des trois tableaux de la convention doit informer l'acquéreur de la nature et de la quantité du ou des produits inscrits à l'un de ces tableaux afin de permettre à ce dernier de faire éventuellement une déclaration conformément aux dispositions du présent décret.

Toutefois, afin de protéger les secrets industriels et commerciaux, l'information que le fournisseur doit délivrer à l'acquéreur pourra être simplifiée dans des conditions fixées par arrêté du ministre chargé de l'industrie sous réserve que le fournisseur ait au préalable communiqué à ce ministre la composition du mélange concerné.

Pour un mélange ne contenant pas de produits du tableau 1, l'information de l'acquéreur n'est pas obligatoire lorsque la concentration de chacun des produits inscrits au tableau 2 ou au tableau 3 et contenus dans ce mélange reste inférieure au seuil prévu à l'annexe 5 du présent décret pour ce produit.

Art. 31.— Les dispositions du présent décret peuvent être modifiées par décret en Conseil d'Etat, à l'exception de celles figurant aux articles 2 et 3, au premier alinéa du I et au II de l'article 17, au premier alinéa de l'article 18, au premier alinéa de l'article 25 et au premier alinéa de l'article 26 et aux articles 32 et 33 qui seront modifiées dans les conditions prévues à l'article 2 du décret du 15 janvier 1997 susvisé.

Art. 32.— Au paragraphe 2 de l'annexe au décret n° 97-1184 du 19 décembre 1997 susvisé, la partie "Sécurité et défense nationale" est modifiée comme suit :

I. - Il est ajouté, à la suite du tableau relatif au décret n° 97-817 du 5 septembre 1997 érigeant l'Institut des hautes études de défense nationale en établissement public, les mots et le tableau suivants :

“Décret n° 2001-143 du 15 février 2001 concernant la mise en œuvre des dispositions du titre II de la loi n° 98-467 du 17 juin 1998 relative à l'application de la convention du 13 janvier 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction.

1	Décision désignant l'installation fabriquant à des fins médicales, pharmaceutiques, de recherche ou de protection des produits chimiques inscrits au tableau 1 annexé à la convention du 13 janvier 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction.	Article 2
2	Décisions portant désignation et autorisation d'une installation pouvant fabriquer, en quantité limitée, à des fins de protection, des produits chimiques inscrits au tableau 1 annexé à la convention.	Article 2
3	Décisions relatives aux agréments préalables à l'exportation pour la présentation, la négociation et la vente de produits chimiques inscrits au tableau 1 annexé à la convention.	Article 17, II
4	Décisions d'autorisation d'exportation de produits chimiques inscrits au tableau 1 annexé à la convention dans le cas où le dossier est examiné préalablement par la commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre.	Article 17, II

II. - Les mots : “Arrêté du 2 octobre 1992 relatif à la procédure d'importation et d'exportation des matériels de guerre, armes et munitions et des matériels assimilés” et le tableau qui les suit sont remplacés par les mots et le tableau suivants :

“Arrêté du 2 octobre 1992 modifié relatif à la procédure d'importation, d'exportation et de transfert des matériels de guerre, armes et munitions et des matériels assimilés.

1	Décisions relatives aux agréments préalables à l'exportation pour la présentation, la négociation et la vente de matériels de guerre.	Article 4
2	Décisions d'autorisation d'exportation de matériels de guerre dans le cas où le dossier est examiné préalablement par la commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre.	Article 9
3	Décisions d'autorisation de transit par la route dans le cas où le dossier est examiné préalablement par la commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre.	Article 24

Art. 33.— I. - A la partie “Décisions entrant dans le champ de compétences de la direction générale des douanes et droits indirects” du paragraphe 2 du titre II de l'annexe au décret n° 97-1194 du 19 décembre 1997 susvisé, les mots : “décret-loi du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions et arrêté du 2 octobre 1992 relatif à la procédure d'importation et d'exportation des matériels de guerre, armes et munitions et des matériels assimilés” et le tableau qui les suit sont remplacés par les mots et le tableau suivants :

“Décret-loi du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions et arrêté du 2 octobre 1992 modifié relatif à la procédure d'importation, d'exportation et de transfert des matériels de guerre, armes et munitions et des matériels assimilés.

1	Autorisation d'exportation ou de transit de matériels de guerre, armes et munitions et matériels assimilés.	Article 11 et 13 du décret-loi du 18 avril 1939 et articles 9 et 24 de l'arrêté du 2 octobre 1992 modifié
---	---	---

II. - Au paragraphe 2 du titre II de l'annexe au décret n° 97-1194 du 19 décembre 1997 susvisé, la partie “Décisions entrant dans le champ des compétences de la direction générale des douanes et droits indirects” est complétée comme suit :

“Décret n° 2001-143 du 15 février 2001 concernant la mise en œuvre des dispositions du titre II de la loi n° 98-467 du 17 juin 1998 relative à l'application de la convention du 13 janvier 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction.

1	Autorisation d'importation de produits chimiques inscrits au tableau 1 annexé à la convention du 13 janvier 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction.	Article 17, I, premier alinéa
2	Autorisation d'exportation de produits chimiques inscrits au tableau 1 annexé à la convention.	Article 17, II
3	Autorisation d'exportation des produits chimiques inscrits au tableau 3 annexé à la convention, à destination d'un Etat non partie à la convention.	Article 25, premier alinéa

III. - Au paragraphe 2 du titre II de l'annexe au décret n° 97-1194 du 19 décembre 1997 susvisé, la partie “Haut fonctionnaire de défense auprès du ministre chargé de l'industrie” est complétée comme suit :

“Décret n° 2001-143 du 15 février 2001 concernant la mise en œuvre des dispositions du titre II de la loi n° 98-467 du 17 juin 1998 relative à l'application de la convention du 13 janvier 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction.

1	Autorisation de mise au point, fabrication, acquisition, cession, utilisation, détention, conservation et stockage des produits chimiques inscrits au tableau 1 annexé à la convention du 13 janvier 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction.	Article 3
2	Autorisation d'installations pouvant fabriquer, en quantité limitée, à des fins médicales, pharmaceutiques ou de recherche, des produits chimiques inscrits au tableau 1 annexé à la convention.	Article 3
3	Autorisation d'exercer une activité de commerce et de courtage, en provenance et à destination d'un Etat partie à la convention, de produits chimiques inscrits au tableau 1 annexé à la convention.	Article 18, premier alinéa
4	Autorisation d'exercer une activité de commerce et de courtage à destination d'un Etat non partie à la convention, de produits chimiques inscrits au tableau 3 annexé à la convention.	Article 26, premier alinéa

Art. 34.— Le présent décret s'applique dans les territoires d'outre-mer, en Nouvelle-Calédonie et à Mayotte.

Art. 35.— Le Premier ministre, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'intérieur, le ministre des affaires étrangères, le ministre de la défense, le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, le secrétaire d'Etat à l'outre-mer, la secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 février 2001.

Jacques CHIRAC.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
Lionel JOSPIN.

*Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,*
Laurent FABIUS.

Le ministre de l'intérieur,
Daniel VAILLANT.

Le ministre des affaires étrangères,
Hubert VEDRINE.

Le ministre de la défense,
Alain RICHARD.

*Le ministre de la fonction publique
et de la réforme de l'Etat,*
Michel SAPIN.

Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,
Christian PAUL.

La secrétaire d'Etat au budget,
Florence PARLY.

Le secrétaire d'Etat à l'industrie,
Christian PIERRET.

ANNEXE 1

SEUILS DE CONCENTRATION DES MELANGES AU-DESSUS DESQUELS S'APPLIQUENT DES DISPOSITIONS RESTRICTIVES POUR L'IMPORTATION, L'EXPORTATION, LE COMMERCE ET LE COURTAGE EN PROVENANCE OU A DESTINATION D'UN ETAT NON PARTIE

A. - Mélanges contenant des produits du tableau 2 :

Pour tous les mélanges contenant :

- un produit chimique toxique inscrit au tableau 2 A, le seuil de concentration de ce produit au-dessus duquel est interdite toute opération d'importation, d'exportation, de commerce et de courtage en provenance ou à destination d'un Etat non partie est fixé à 1 % ;
- un précurseur inscrit au tableau 2 B, le seuil de concentration de ce produit au-dessus duquel est interdite toute opération d'importation, d'exportation, de commerce et de courtage en provenance ou à destination d'un Etat non partie est fixé à 10 %.

En outre, les dispositions restrictives ci-dessus ne s'appliquent pas aux produits définis comme biens de consommation conditionnés pour la vente au détail à usage personnel ou conditionnés pour usage individuel.

B. - Mélanges contenant des produits du tableau 3 :

Pour tous les mélanges contenant un produit du tableau 3, le seuil de concentration de ce produit au-dessus duquel sont soumises à autorisation toutes opérations d'exportation, de commerce et de courtage à destination d'un Etat non partie est fixé à 10 %.

ANNEXE 2

Seuils massiques au-dessus desquels sont obligatoires les déclarations annuelles concernant :

A. - Les importations et les exportations des produits du tableau 2 :

1° Produits chimiques toxiques inscrits au tableau 2 A :

Le seuil de déclaration annuelle, par produit, par établissement et par pays d'origine ou de destination est fixé à 100 kilogrammes pour tous les produits chimiques toxiques inscrits au tableau 2 A, à l'exception du BZ ou benzilate de 3-quinuclidinyle (n° CAS 6581-06-2) pour lequel ce seuil est fixé à 1 kilogramme ;

2° Précurseurs inscrits au tableau 2 B :

Le seuil de déclaration annuelle, par précurseur, par établissement et par pays d'origine ou de destination est fixé à 1 tonne pour tous les précurseurs inscrits au tableau 2 B.

B. - Les importations et les exportations des produits du tableau 3 :

Le seuil de déclaration annuelle, par produit, par établissement et par pays d'origine ou de destination est fixé à 30 tonnes pour tous les produits (produits chimiques toxiques et précurseurs) du tableau 3.

ANNEXE 3

SEUILS DE CONCENTRATION DES MELANGES EN DESSOUS DESQUELS NE SONT PAS SOUMISES A DECLARATION ANNUELLE LES IMPORTATIONS ET LES EXPORTATIONS

A. - Mélanges contenant des produits du tableau 2 :

Pour tous les mélanges contenant un produit du tableau 2, le seuil de concentration de ce produit en dessous duquel ne sont pas soumises à déclarations annuelles les importations et les exportations est fixé à 30 %.

B. - Mélanges contenant des produits du tableau 3 :

Pour tous les mélanges contenant un produit du tableau 3, le seuil de concentration de ce produit en dessous duquel ne sont pas soumises à déclarations annuelles les importations et les exportations est fixé à 30 %.

ANNEXE 4

Seuils massiques au-dessus desquels sont obligatoires les déclarations annuelles concernant :

A. - La fabrication, le traitement et la consommation des produits inscrits au tableau 2 et les installations qui leur sont liées :

1° Produits chimiques toxiques inscrits au tableau 2 A :

Le seuil de déclaration annuelle, par produit et par usine, est fixé à 100 kilogrammes pour tous les produits chimiques toxiques inscrits au tableau 2, à l'exception du BZ ou benziolate de 3-quinuclidinyle (n° CAS 6581-06-2) pour lequel ce seuil est fixé à 1 kilogramme.

2° Précurseurs inscrits au tableau 2 B :

Le seuil de déclaration annuelle, par précurseur et par usine, est fixé à 1 tonne pour tous les précurseurs inscrits au tableau 2 B.

B. - La fabrication des produits du tableau 3 et les installations qui leur sont liées :

Le seuil de déclaration annuelle, par produit et par usine, est fixé à 30 tonnes pour tous les produits (produits chimiques toxiques et précurseurs) inscrits au tableau 3.

C. - Les sites d'usines où sont fabriqués par synthèse des produits chimiques organiques définis non inscrits à l'un des trois tableaux :

Le seuil de déclaration par site d'usines est fixé à 200 tonnes de produits chimiques organiques définis fabriqués par synthèse et non inscrits à l'un des trois tableaux ;

Toutefois, pour les produits non inscrits à l'un des trois tableaux et contenant au moins un élément phosphore, soufre ou fluor, le seuil de déclaration annuelle par produit et par usine est fixé à 30 tonnes.

ANNEXE 5

SEUILS DE CONCENTRATION DES MELANGES EN DESSOUS DESQUELS NE SONT PAS SOUMIS A DECLARATION ANNUELLE LA FABRICATION, LE TRAITEMENT, LA CONSOMMATION ET LES INSTALLATIONS

A. - Mélanges contenant des produits du tableau 2 :

Pour tous les mélanges contenant un produit du tableau 2, ainsi que les installations dans lesquelles sont fabriqués, traités ou consommés uniquement ces mélanges, le seuil de concentration de ce produit en dessous duquel ne sont pas soumis à déclaration la fabrication, le traitement et la consommation est fixé à 30 %.

B. - Mélanges contenant des produits du tableau 3 :

Pour tous les mélanges contenant un produit du tableau 3, ainsi que les installations dans lesquelles sont fabriqués uniquement ces mélanges, le seuil de concentration de ce produit en dessous duquel n'est pas soumise à déclaration la fabrication est fixé à 30 %.

C. - Mélanges contenant des produits chimiques organiques définis :

Pour tous les mélanges contenant un produit chimique organique défini non inscrit sur l'un des trois tableaux, le seuil de concentration de ce produit en dessous duquel ne

sont pas soumises à déclaration les installations dans lesquelles les mélanges sont fabriqués par synthèse uniquement est fixé à 70 %.

DECRET n° 2001-144 du 15 février 2001 définissant les conditions du prélèvement d'échantillons de produits chimiques prévu par l'article 51 de la loi n° 98-467 du 17 juin 1998 relative à l'application de la convention du 13 janvier 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction.

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, du ministre de l'intérieur et du ministre de la défense,

Vu la loi n° 98-467 du 17 juin 1998 relative à l'application de la convention du 13 janvier 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, notamment son article 51 ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles, modifié par le décret n° 97-463 du 9 mai 1997 et par le décret n° 97-1205 du 19 décembre 1997 ;

Vu le décret n° 97-1194 du 19 décembre 1997 modifié pris pour l'application au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie du 1° de l'article 2 du décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 98-36 du 16 janvier 1998 relatif à la répartition des compétences administratives pour la mise en œuvre de la convention du 13 janvier 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction ;

Vu le décret n° 2001-145 du 15 février 2001 relatif aux investigations nationales et aux sanctions administratives prévues par la loi n° 98-467 du 17 juin 1998 relative à l'application de la convention du 13 janvier 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu ;

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Article 1er. — La possibilité, ouverte par l'article 51 de la loi du 17 juin 1998 susvisée aux agents assermentés habilités, de prélever ou faire prélever des échantillons s'exerce dans les conditions définies par le présent décret. Ces agents, habilités conformément à l'article 5 du décret du 15 février 2001 susvisé, sont dénommés ci-après les agents assermentés.

Art. 2. — Tout prélèvement comporte trois échantillons. Il doit être effectué de telle sorte que les trois échantillons soient, autant que possible, identiques. Les échantillons prélevés sont mis sous scellés dans le respect des conditions fixées à l'article 5 du présent décret.

Le premier échantillon est laissé en dépôt au directeur de l'établissement ou au détenteur du produit ou à leur représentant. Le détenteur de cet échantillon est tenu de le conserver dans l'état où il lui est remis par les agents assermentés. En cas de détérioration ou de rupture des scellés de l'échantillon, celui-ci est dépourvu de toute valeur probante.

Le deuxième échantillon est transmis pour analyse par les agents assermentés au laboratoire agréé conformément à l'article 7 du présent décret.

Le troisième échantillon est conservé par le service auquel appartiennent les agents assermentés ou par tout autre service désigné par arrêté du ministre chargé de l'industrie.

Art. 3.— Si le directeur de l'établissement ou le détenteur du produit ou leur représentant refusent de conserver l'échantillon en dépôt, mention en est faite sur le procès-verbal dressé en application de l'article 53 de la loi du 17 juin 1998 susvisée.

En ce cas, le service auquel appartiennent les agents assermentés conserve ledit échantillon en dépôt dans ses propres locaux ou dans tout autre local d'un service désigné comme indiqué au quatrième alinéa de l'article 2 du présent décret.

Art. 4.— Le prélèvement est effectué par le directeur de l'établissement ou le détenteur du produit ou leur représentant. En cas de refus de leur part, mention en est portée au procès-verbal dressé en application de l'article 53 de la loi du 17 juin 1998 susvisée.

Les agents assermentés peuvent alors procéder ou faire procéder au prélèvement. Si le directeur de l'établissement ou le détenteur du produit ou leur représentant refusent que soit effectué le prélèvement ou, refusant d'assister à l'opération, empêchent qu'il ait lieu, mention en est portée au procès-verbal dressé en application de l'article 53 de la loi du 17 juin 1998 susvisée.

Art. 5.— Le scellé de chaque échantillon doit retenir une étiquette d'identification portant les mentions suivantes :

- 1° Les nom, prénoms ou raison sociale et adresse de la personne chez laquelle le prélèvement a été effectué ainsi que, si elle est différente, l'adresse de l'établissement concerné ;
- 2° La dénomination sous laquelle le produit est détenu et sa composition, telle qu'elle est déclarée par le directeur de l'établissement ou par le détenteur du produit ou par leur représentant ;
- 3° La date, l'heure et le lieu du prélèvement ;
- 4° Le numéro d'ordre de chaque échantillon ;
- 5° Les noms, qualités et résidences administratives des agents assermentés ayant demandé ou effectué le prélèvement ainsi que leur signature.

Art. 6.— Lors d'une opération de prélèvement, les informations dont l'inscription est prévue au procès-verbal par l'article 5 du décret du 15 février 2001 susvisé sont complétées par les indications suivantes :

- 1° La mention de refus mentionnée aux articles 3 et 4 du présent décret, le cas échéant ;
- 2° La date, l'heure et le lieu du prélèvement ;
- 3° Les nom, prénoms, profession et adresse de la personne ayant effectué le prélèvement lorsque cette personne n'est pas un agent assermenté ;

- 4° Les nom, prénoms ou raison sociale et adresse de la personne chez laquelle le prélèvement a été effectué ainsi que, si elle est différente, l'adresse de l'établissement concerné ;
- 5° Un exposé succinct des circonstances dans lesquelles le prélèvement a été effectué ;
- 6° L'identification exacte des échantillons ainsi que toute autre indication jugée utile permettant d'établir l'authenticité des échantillons prélevés.

La personne présente au prélèvement peut faire insérer au procès-verbal toutes les déclarations qu'elle juge utiles.

Art. 7.— Un arrêté conjoint du ministre chargé de l'industrie et du ministre de la défense établit la liste des laboratoires qu'ils agréent pour procéder à l'analyse des échantillons.

Les laboratoires agréés contrôlent, avant toute analyse, l'intégrité des scellés apposés sur l'échantillon qu'ils ont reçu.

Les résultats de l'analyse sont adressés au ministre compétent, qui constate les manquements éventuels aux obligations découlant de la loi du 17 juin 1998 susvisée.

Ces résultats et, le cas échéant, les manquements sont notifiés au directeur de l'établissement.

Art. 8.— Les échantillons sont conservés jusqu'au règlement définitif de l'affaire.

Art. 9.— Les dispositions du présent décret peuvent être modifiées par décret en Conseil d'Etat, à l'exception de celles figurant au premier alinéa de l'article 7 et à l'article 10, qui seront modifiées dans les conditions prévues à l'article 2 du décret 15 janvier 1997 susvisé.

Art. 10.— Au paragraphe 1 du titre II de l'annexe au décret n° 97-1194 du 19 décembre 1997 susvisé, ajouter une partie libellée comme suit :

"Haut fonctionnaire de défense auprès du ministre chargé de l'industrie.

Décret n° 2001-144 du 15 février 2001 définissant les conditions du prélèvement d'échantillons de produits chimiques prévu par l'article 51 de la loi n° 98-467 du 17 juin 1998 relative à l'application de la convention du 13 janvier 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction.

1	Agrément de laboratoires chargés de l'analyse des échantillons de produits chimiques prélevés dans le cadre d'investigations nationales et listés dans la convention du 13 janvier 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction. Décision conjointe avec le ministre de la défense.	Article 7, premier alinéa
---	--	---------------------------

Art. 11.— Le présent décret est applicable dans les territoires d'outre-mer, en Nouvelle-Calédonie et à Mayotte.

Art. 12.— Le Premier ministre, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'intérieur, le

ministre de la défense, le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, le secrétaire d'Etat à l'outre-mer et le secrétaire d'Etat à l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 février 2001.

Jacques CHIRAC.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
Lionel JOSPIN.

*Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,*
Laurent FABIUS.

Le ministre de l'intérieur,
Daniel VAILLANT.

Le ministre de la défense,
Alain RICHARD.

*Le ministre de la fonction publique
et de la réforme de l'Etat,*
Michel SAPIN.

Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,
Christian PAUL.

Le secrétaire d'Etat à l'industrie,
Christian PIERRET.

DECRET n° 2001-145 du 15 février 2001 relatif aux investigations nationales et aux sanctions administratives prévues par la loi n° 98-467 du 17 juin 1998 relative à l'application de la convention du 13 janvier 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, du ministre de l'intérieur et du ministre de la défense,

Vu la convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, faite à Paris le 13 janvier 1993 ;

Vu la loi n° 98-467 du 17 juin 1998 relative à l'application de la convention du 13 janvier 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction ;

Vu le décret du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions ;

Vu le décret n° 98-36 du 16 janvier 1998 relatif à la répartition des compétences administratives pour la mise en œuvre de la convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction faite à Paris le 13 janvier 1993 ;

Vu le décret n° 98-608 du 17 juillet 1998 relatif à la protection des secrets de la défense nationale.

Décète :

TITRE Ier CHAMP D'APPLICATION

Article 1er. — Le présent décret définit les conditions dans lesquelles, d'une part, s'exercent les investigations nationales prévues par le titre IV de la loi du 17 juin 1998 susvisée et, d'autre part, sont prononcées les sanctions prévues aux articles 55 et 56 de ladite loi.

Ses dispositions s'appliquent aux installations qui relèvent de la compétence du ministre chargé de l'industrie telle que définie par l'article 7 du décret du 16 janvier 1998 susvisé.

Pour les installations placées sous l'autorité du ministre de l'intérieur et celles placées sous l'autorité du ministre de la défense conformément aux dispositions des articles 5 et 6 du décret du 16 janvier 1998 susvisé, les conditions dans lesquelles sont effectués les enquêtes, demandes de renseignements et contrôles prévus aux articles 50 et 51 de la loi du 17 juin 1998 susvisée sont définies et mises en œuvre par instructions ministérielles.

TITRE II INVESTIGATIONS NATIONALES

Chapitre Ier Demandes d'informations

Art. 2. — Lorsque, conformément au *a* de l'article 50 de la loi du 17 juin 1998 susvisée, le ministre chargé de l'industrie procède ou fait procéder par un établissement public habilité par lui à une enquête portant sur des produits chimiques inscrits à l'un des trois tableaux annexés à la convention du 13 janvier 1993 susvisée ou sur des produits chimiques organiques définis, ce ministre, ou l'établissement public habilité par lui, notifie aux personnes concernées, par lettre recommandée avec accusé de réception, la décision de procéder à une enquête.

Cette notification précise les renseignements que les personnes concernées sont tenues de communiquer et les délais de communication de ces renseignements au ministre compétent pour en connaître ou à l'établissement public habilité, ainsi que les moyens de transmission pouvant être utilisés.

Art. 3. — Lorsque, conformément au paragraphe 4 de l'article IX de la convention du 13 janvier 1993 susvisée, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques adresse une demande d'éclaircissements à la France, le ministre de la défense est seul compétent pour procéder à des demandes de renseignements selon les dispositions du *b* de l'article 50 de la loi du 17 juin 1998 susvisée si les éclaircissements demandés portent sur des activités concernant des matériels de guerre ou des matériels soumis à procédure spéciale d'exportation au sens du décret du 18 avril 1939 susvisé et sur des activités régies par un marché passé au nom du ministre de la défense ; le ministre chargé de l'industrie est compétent dans tous les autres cas.

Le ministre compétent notifie sa demande aux personnes concernées par les moyens les plus rapides, et leur en

adresse une copie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette notification précise les renseignements que les personnes concernées sont tenues de communiquer et les délais de communication de ces renseignements au ministre compétent pour en connaître ou à l'établissement public habilité par lui, ainsi que les moyens de transmission pouvant être utilisés.

Art. 4.— Lorsque les renseignements demandés par le ministre chargé de l'industrie, au titre des articles 2 et 3 du présent décret, portent sur des activités concernant des matériels de guerre ou des matériels soumis à procédure spéciale d'exportation au sens du décret du 18 avril 1939 susvisé et sur des activités régies par un marché passé au nom du ministre de la défense, la personne concernée en avise ledit ministre et transmet les renseignements demandés relatifs à ces activités de défense au ministre de la défense.

Chapitre II Contrôles

Art. 5.— Les contrôles prévus à l'article 51 de la loi du 17 juin 1998 susvisée sont exercés par des agents assermentés et :

- habilités par le ministre de la défense, dans les conditions qu'il fixe par arrêté, lorsque ces contrôles portent sur des activités concernant des matériels de guerre ou des matériels soumis à procédure spéciale d'exportation au sens du décret du 18 avril 1939 susvisé et sur des activités régies par un marché passé au nom du ministre de la défense ;
- habilités par le ministre chargé de l'industrie dans les autres cas.

Art. 6.— Les ministres compétents désignent par arrêté, parmi les agents de catégorie A ou B ou assimilée ou parmi les officiers ou sous-officiers des corps militaires, placés sous leur autorité, les personnes habilitées à procéder aux contrôles prévus par l'article 51 de la loi du 17 juin 1998 susvisée.

L'arrêté du ministre précise l'objet de l'habilitation, la résidence administrative et la compétence territoriale de l'agent habilité.

Sauf à être déjà assermentées, les personnes ainsi habilitées présentent au tribunal administratif de leur résidence administrative l'acte d'habilitation dont elles sont investies et prêtent devant lui le serment ci-après :

"Je jure de bien et loyalement remplir mes fonctions et d'observer en tout les devoirs qu'elles m'imposent. Je jure également de ne rien révéler ou utiliser, à des fins étrangères à mes fonctions, de ce qui sera porté à ma connaissance à l'occasion de l'exercice de celles-ci."

Mention de la prestation de serment est portée sur l'acte d'habilitation par les soins du secrétaire-greffier du tribunal administratif.

Art. 7.— Le procès-verbal établi en application de l'article 53 de la loi du 17 juin 1998 susvisée énonce la date, l'heure et le lieu du contrôle, la nature des constatations et des renseignements recueillis, les copies de documents auxquelles il a été procédé ainsi que les noms, qualités et résidences administratives du ou des agents verbalisateurs.

Le procès-verbal doit indiquer que la personne contrôlée a été invitée à assister à sa rédaction, que lecture lui en a été faite et qu'elle a été invitée à le signer.

En cas de refus de la personne contrôlée d'assister à la rédaction du procès-verbal, d'en écouter lecture ou de le signer, mention en est portée audit procès-verbal.

Une copie du procès-verbal est remise à la personne contrôlée.

Si celle-ci refuse de conserver la copie qui lui revient, mention en est portée au procès-verbal.

TITRE III SANCTIONS ADMINISTRATIVES

Art. 8.— Les sanctions prévues aux articles 55 et 56 de la loi du 17 juin 1998 susvisée sont prononcées, dans les conditions prévues par ces articles, par le ministre destinataire des renseignements demandés au titre de l'article 50 de ladite loi ou qui a habilité l'établissement public destinataire de ces renseignements, ou sous l'autorité duquel sont placés les agents ayant exercé un contrôle au titre de l'article 51 de ladite loi.

TITRE IV DISPOSITIONS COMMUNES

Art. 9.— Le présent décret est applicable dans les territoires d'outre-mer, en Nouvelle-Calédonie et dans la collectivité territoriale de Mayotte.

Art. 10.— Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'intérieur, le ministre de la défense, le secrétaire d'Etat à l'outre-mer et le secrétaire d'Etat à l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 février 2001.

Lionel JOSPIN.

Par le premier ministre :

*Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,*
Laurent FABIUS.

Le ministre de l'intérieur,
Daniel VAILLANT.

Le ministre de la défense,
Alain RICHARD.

Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,
Christian PAUL.

Le secrétaire d'Etat à l'industrie,
Christian PIERRET.

ARRETE INTERMINISTERIEL du 1er février 2001 portant extension aux territoires d'outre-mer, à la Nouvelle-Calédonie et à la collectivité territoriale de Mayotte de textes relatifs à l'aviation civile.

Le ministre de l'équipement, des transports et du logement et le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,

Vu le code de l'aviation civile ;

Vu la loi n° 72-1090 du 3 décembre 1972 modifiant le code de l'aviation civile (première partie), abrogeant les textes repris par ce code et portant extension dudit code aux territoires d'outre-mer ;

Vu les décrets n° 74-13 et n° 74-14 du 4 janvier 1974 étendant et adaptant aux territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de l'aviation civile (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) ;

Vu le décret n° 80-562 du 18 juillet 1980 modifiant le code de l'aviation civile (troisième partie : Décrets), étendant et adaptant certaines dispositions de ce code aux territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté du 6 janvier 1982 portant extension aux territoires d'outre-mer de la réglementation relative aux brevets, licences, qualifications et certificats des navigants de l'aéronautique civile, complété par les arrêtés des 27 novembre 1984, 20 mars 1985, 18 mars 1987, 21 avril 1989, 17 juillet 1990, 1er août 1991, 22 février 1993, 29 mars 1994 et 13 juillet 1995,

Arrêtent :

Article 1er. — Les dispositions des arrêtés ci-après sont applicables dans les territoires d'outre-mer, à la Nouvelle-Calédonie et à la collectivité territoriale de Mayotte :

- arrêté du 18 août 1997 modifiant l'arrêté du 5 novembre 1987 relatif aux conditions d'utilisation des avions exploités par une entreprise de transport aérien ;
- arrêté du 15 septembre 1997 modifiant l'arrêté du 28 octobre 1988 fixant le programme et le régime des examens pour l'obtention du brevet et de la licence de pilote de ligne avion ;
- arrêté du 16 septembre 1997 modifiant l'arrêté du 31 juillet 1981 relatif aux brevets, licences et qualifications des navigants professionnels de l'aéronautique civile (personnel de conduite des aéronefs, à l'exception du personnel des essais et réceptions) ;
- arrêté du 25 septembre 1997 modifiant l'arrêté du 31 juillet 1981 relatif aux brevets, licences et qualifications des navigants professionnels de l'aéronautique civile (personnel de conduite des aéronefs, à l'exception du personnel des essais et réceptions) ;
- arrêté du 15 décembre 1997 modifiant l'arrêté du 28 juin 1996 relatif aux procédures de certification des aéronefs, produits et pièces d'aéronefs ;
- arrêté du 26 février 1998 modifiant l'arrêté du 5 novembre 1984 modifié fixant les programmes et les régimes d'examens pour l'obtention de divers certificats aéronautiques ;
- arrêté du 24 mars 1998 modifiant l'arrêté du 25 février 1985 relatif aux conditions d'utilisation des hélicoptères exploités par une entreprise de transport aérien ;
- arrêté du 24 juin 1998 relatif au programme et au régime de l'examen pour l'obtention du brevet et de la licence de pilote de ballon libre ;
- arrêté du 13 juillet 1998 modifiant l'arrêté du 31 juillet 1981 relatif aux brevets, licences et qualifications des navigants non professionnels de l'aéronautique civile (personnel de conduite des aéronefs) ;
- arrêté du 16 juillet 1998 relatif aux qualifications des simulateurs de vol avion ;
- arrêté du 21 septembre 1998 relatif au certificat de navigabilité restreint d'aéronef de collection ;

- arrêté du 22 septembre 1998 relatif au certificat de navigabilité spécial d'aéronef en kit ;
- arrêté du 23 septembre 1998 relatif aux aéronefs ultralégers motorisés ;
- arrêté du 27 octobre 1998 modifiant l'arrêté du 5 novembre 1987 relatif aux conditions d'utilisation des avions exploités par une entreprise de transport aérien et l'arrêté du 24 juillet 1991 relatif aux conditions d'utilisation des aéronefs civils en aviation générale ;
- arrêté du 20 novembre 1998 modifiant l'arrêté du 31 juillet 1981 relatif aux brevets, licences et qualifications des navigants non professionnels de l'aéronautique civile (personnel de conduite des aéronefs) ;
- arrêté du 11 décembre 1998 modifiant l'arrêté du 25 février 1985 modifié relatif aux conditions d'utilisation des hélicoptères exploités par une entreprise de transport aérien et relatif aux conditions d'utilisation des hélicoptères Robinson R 22 (RH 22) et R 44 (RH 44) ;
- arrêté du 11 février 1999 modifiant l'arrêté du 31 juillet 1981 relatif aux brevets, licences et qualifications des navigants professionnels de l'aéronautique civile (personnel de conduite des aéronefs) et l'arrêté du 31 juillet 1981 relatif aux brevets, licences et qualifications des navigants professionnels de l'aéronautique civile (personnel de conduite des aéronefs, à l'exception du personnel des essais et réception) et relatif à la qualification de type des hélicoptères Robinson R 44 (RH 44) ;
- arrêté du 15 février 1999 modifiant l'arrêté du 5 novembre 1987 relatif aux conditions d'utilisation des avions exploités par une entreprise de transport aérien ;
- arrêté du 8 juin 1999 modifiant l'arrêté du 31 juillet 1981 relatif aux brevets, licences et qualifications des navigants professionnels de l'aéronautique civile (personnel de conduite des aéronefs, à l'exception du personnel des essais et réception) et portant modification des heures de vol effectuées dans le cadre d'une formation homologuée pour l'obtention du brevet de pilote professionnel hélicoptère ;
- arrêté du 16 juin 1999 relatif à l'approbation des programmes de formation aux qualifications d'instructeurs ;
- arrêté du 17 juin 1999 relatif à l'approbation des programmes de formation intégrée et modulaire en vue de la délivrance des licences de pilote de ligne, des licences de pilote professionnel et de la qualification de vol aux instruments ;
- arrêté du 18 juin 1999 relatif aux programmes de formation théorique pour les qualifications de classe ou de type avions monomoteurs et multimoteurs et aux programmes de formation au travail en équipage avion ;
- arrêté du 22 juin 1999 modifiant l'arrêté du 31 juillet 1981 relatif aux brevets, licences et qualifications des navigants non professionnels de l'aéronautique civile (personnel de conduite des aéronefs) ;
- arrêté du 29 juin 1999 modifiant l'arrêté du 31 juillet 1981 relatif aux brevets, licences et qualifications des navigants non professionnels de l'aéronautique civile (personnel de conduite des aéronefs) ;
- arrêté du 26 juillet 1999 fixant le programme des examens théoriques pour la délivrance de la licence de pilote professionnel avion (CPL/A), de la qualification de vol aux instruments avion (IR/A) et de la licence de pilote de ligne avion (ATPL/A) ;
- arrêté du 26 juillet 1999 modifiant l'arrêté du 10 septembre 1997 modifié relatif au programme et au régime des examens pour l'obtention du brevet et de la licence de pilote professionnel avion, l'arrêté du 12 septembre 1997 modifié relatif au programme et au régime des examens

pour l'obtention des qualifications de vol aux instruments avion et hélicoptère et l'arrêté du 12 avril 1999 fixant le programme et le régime des examens théoriques pour l'obtention du brevet et de la licence de pilote de ligne avion ;

- arrêté du 30 juillet 1999 relatif à la qualification FNPT des systèmes d'entraînement aux procédures de vol et de navigation sur avion ;
- arrêté du 13 août 1999 modifiant l'arrêté du 24 juillet 1991 relatif aux conditions d'utilisation des aéronefs civils en aviation générale ;
- arrêté du 28 septembre 1999 fixant le programme des connaissances et les modalités de formation des personnels navigants techniques professionnels et non professionnels de l'aéronautique civile permettant la délivrance d'une attestation de connaissance du JAR-OPS 1 et du JAR-FCL 1 ;
- arrêté du 15 novembre 1999 modifiant l'arrêté du 2 décembre 1988 modifié relatif à l'aptitude physique et mentale du personnel navigant technique de l'aviation civile ;
- arrêté du 20 décembre 1999 modifiant l'arrêté du 31 juillet 1981 modifié relatif aux brevets, licences et qualifications des navigants non professionnels de l'aéronautique civile (personnels de conduite des aéronefs), l'arrêté du 29 mars 1999 relatif aux licences et qualifications de membre d'équipage de conduite d'avions (FCL 1) et l'arrêté du 20 août 1999 fixant le programme des examens théoriques pour la délivrance de la licence de pilote privé avion (PPLA) ;
- arrêté du 27 janvier 2000 relatif au régime de l'examen d'aptitude à la langue anglaise pour les navigants de l'aéronautique civile candidats à la qualification de vol aux instruments ;
- arrêté du 27 janvier 2000 modifiant divers textes réglementaires relatifs aux brevets, licences et qualifications des navigants de l'aéronautique civile.

Art. 2.— Le directeur général de l'aviation civile et les représentants de l'Etat en Nouvelle-Calédonie, dans les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1er février 2001.

*Le ministre de l'équipement,
des transports et du logement,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de l'aviation civile,
P. GRAFF.*

*Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :
Le directeur des affaires économiques,
sociales et culturelles de l'outre-mer,
M. VIZY.*

ARRETE n° 123 DRCL du 9 mars 2001 portant promulgation de la loi n° 2001-153 du 19 février 2001 et des décrets n° 2001-155 du 16 février 2001, n° 2001-183 du 22 février 2001 et n° 2001-185 du 26 février 2001.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française, notamment son article premier ;

Le gouvernement de la Polynésie française informé,

Arrête :

Article 1er.— Sont promulgués en Polynésie française pour y être exécutés selon leur forme et teneur les textes suivants :

— Loi n° 2001-153 du 19 février 2001 tendant à conférer à la lutte contre l'effet de serre et à la prévention des risques liés au réchauffement climatique la qualité de priorité nationale et portant création d'un Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer, parue au J.O.R.F. du 20 février 2001 à la page 2783 ;

— Décret n° 2001-155 du 16 février 2001 modifiant le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 et le décret n° 82-279 du 19 novembre 1982 relatif à certaines dispositions applicables aux communes de la Polynésie française, paru au J.O.R.F. du 20 février 2001 à la page 2793 ;

— Décret n° 2001-183 du 22 février 2001 portant adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs (dispositions réglementaires issues de décrets en Conseil d'Etat : intérieur et outre-mer), paru au J.O.R.F. du 25 février 2001 à la page 3088 ;

— Décret n° 2001-185 du 26 février 2001 relatif aux conditions de délivrance et de renouvellement des passeports, paru au J.O.R.F. du 27 février 2001 à la page 3117.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 mars 2001.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :
*Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Christian MASSINON.*

LOI n° 2001-153 du 19 février 2001 tendant à conférer à la lutte contre l'effet de serre et à la prévention des risques liés au réchauffement climatique la qualité de priorité nationale et portant création d'un Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer.

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er.— La lutte contre l'intensification de l'effet de serre et la prévention des risques liés au réchauffement climatique sont reconnues priorité nationale.

Art. 2.— Il est créé un Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer.

Art. 3.— L'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique est chargé de collecter et de diffuser les informations, études et recherches sur les risques liés au réchauffement climatique et aux phénomènes climatiques extrêmes en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer, en liaison avec des établissements et instituts de recherche concernés et le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Il peut mener dans son domaine de compétence toute action d'information auprès du public et des collectivités territoriales.

Art. 4.— L'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique élabore chaque année, à l'intention du Premier ministre et du Parlement, un rapport d'information. Ce rapport peut comporter des recommandations sur les mesures de prévention et d'adaptation susceptibles de limiter les risques liés au réchauffement climatique. Il est rendu public.

Art. 5.— Le siège, la composition, les modes de désignation des membres et les règles de fonctionnement de l'observatoire sont fixés par décret.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 19 février 2001.

Jacques CHIRAC.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
Lionel JOSPIN.

*Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,*
Laurent FABIUS.

Le ministre de l'intérieur,
Daniel VAILLANT.

Le ministre des affaires étrangères,
Hubert VEDRINE.

*Le ministre de l'équipement,
des transports et du logement,*
Jean-Claude GAYSSOT.

*Le ministre de l'aménagement
du territoire et de l'environnement,*
Dominique VOYNET.

Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,
Christian PAUL.

Le secrétaire d'Etat à l'industrie,
Christian PIERRET.

DECRET n° 2001-155 du 16 février 2001 modifiant le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 et le décret n° 82-979 du 19 novembre 1982 et relatif à certaines dispositions applicables aux communes de la Polynésie française.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre de l'intérieur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 modifiée relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française, modifiée en dernier lieu par la loi n° 96-609 du 5 juillet 1996 portant dispositions diverses relatives à l'outre-mer ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment ses articles 92 et 97 ;

Vu la loi n° 96-142 du 21 février 1996 relative à la partie Législative du code général des collectivités territoriales, notamment ses articles 12 et 13 ;

Vu le code des communes ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 modifié portant application des lois n° 77-744 du 8 juillet 1977 et n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 82-979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat ou des établissements publics de l'Etat, modifié par le décret n° 91-794 du 16 août 1991 ;

Vu le décret n° 2000-318 du 7 avril 2000 relatif à la partie Réglementaire du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis émis le 2 février 2000 par le conseil des ministres de la Polynésie française ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

TITRE Ier **DISPOSITIONS MODIFIANT LE DECRET N° 80-918** **DU 13 NOVEMBRE 1980**

Article 1er.— Le décret du 13 novembre 1980 susvisé est modifié conformément aux dispositions des articles 2 et 3 du présent décret.

Art. 2.— Sont insérées, avant le premier alinéa de l'article 17-1, qui devient le III de cet article, les dispositions suivantes :

I. - Au livre II, titre Ier (Budget), chapitre Ier (Dispositions générales), est applicable l'article R. 211-2 du code des communes en vigueur avant la date du 7 avril 2000, dans la rédaction suivante :

“Art. R. 211-2.— Pour les communes de 3.500 habitants et plus, pour leurs établissements publics administratifs ainsi que, quand ils comprennent au moins une commune de 3.500 habitants et plus, pour les établissements publics de coopération intercommunale et les syndicats mixtes à caractère administratif composés exclusivement de communes, de

syndicats de communes ou de districts, la section d'investissement du budget peut comprendre des autorisations de programme et des crédits de paiement relatifs aux acquisitions de biens meubles et immeubles et aux travaux en cours à caractère pluriannuel.

"Constitue un programme à caractère pluriannuel une opération prévisionnelle ou un ensemble d'opérations de dépenses d'équipement se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la commune.

"Chaque autorisation de programme comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants et une évaluation des ressources envisagées pour y faire face.

"Après la clôture de l'exercice et jusqu'à l'adoption du budget suivant ou jusqu'au 31 mars en l'absence d'adoption du budget avant cette date, le maire ou le président peut, sur autorisation du conseil municipal ou de l'assemblée délibérante, liquider et mandater les dépenses d'investissement faisant l'objet de crédits de paiement, dans la limite prévue à l'article L. 212-11 du code des communes. Les crédits de paiement correspondants sont inscrits au budget lors de son adoption. L'autorisation mentionnée au présent alinéa précise le montant et l'affectation des crédits de paiement.

"Les autorisations de programme et leurs révisions éventuelles sont proposées par le maire ou le président. Elles sont individualisées par le conseil municipal ou l'assemblée délibérante.

"Les propositions du maire ou du président sont présentées aux membres du conseil municipal ou de l'assemblée délibérante lors du débat d'orientation prévu à l'article L. 212-1 du code des communes.

"Le projet de budget est en outre accompagné d'une situation, arrêtée au 1^{er} janvier de l'exercice budgétaire considéré, des autorisations de programme ouvertes antérieurement ainsi que des crédits de paiement afférents. Le compte administratif est accompagné d'une situation arrêtée au 31 décembre de cet exercice, des autorisations de programme ouvertes ainsi que des crédits de paiement."

II. - Au chapitre IV (Vote et règlement) sont applicables les articles R. 212-7 à R. 212-12 du code des communes en vigueur avant la date du 7 avril 2000, dans la rédaction suivante :

"Art. R. 212-7. — Dans les communes de 3.500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la commune, prévues au 1^o du troisième alinéa de l'article L. 212-14, comprennent les ratios suivants :

- "1. Dépenses réelles de fonctionnement/population ;
- "2. Recettes réelles de fonctionnement/population ;
- "3. Dépenses d'équipement brut/population ;
- "4. Encours réel de la dette/population, l'encours réel de la dette correspondant au cumul des remboursements en capital des emprunts non échus et des dettes à long et moyen terme, à l'exclusion des remboursements couverts par des recettes de transfert reçues sous forme de dotations ou de participations ;
- "5. Dotation globale de fonctionnement/population ;
- "6. Dotation du fonds intercommunal de péréquation (fonctionnement)/population.

"Dans les communes de 10.000 habitants et plus, ces données comprennent en outre les ratios suivants :

- "7. Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement ;
- "8. Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital/recettes réelles de fonctionnement ;
- "9. Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement ;
- "10. Encours réel de la dette/recettes réelles de fonctionnement.

"Art. R. 212-8. — I. - Pour l'application de l'article R. 212-7, la population à prendre en compte est la population totale, municipale et comptée à part, telle qu'elle résulte du dernier recensement connu à la date de production des documents budgétaires.

"Les dépenses réelles de fonctionnement s'entendent du total des dépenses de fonctionnement après déduction des dotations aux amortissements et aux provisions, du déficit de fonctionnement reporté, du prélèvement pour dépenses d'investissement, des travaux d'investissement en régie et des charges de services communs réparties entre services utilisateurs.

"Les recettes réelles de fonctionnement s'entendent du total des recettes de fonctionnement, après déduction des reprises sur amortissements et provisions, des réductions de charges, de l'excédent ordinaire reporté, du montant des travaux effectués en régie et de la contribution des services utilisateurs aux charges des services communs.

"Les dépenses d'équipement brut comprennent les acquisitions de biens meubles et immeubles et les travaux en cours.

"L'encours de la dette s'obtient par le cumul des emprunts et dettes à long et moyen terme.

"II. - Les données synthétiques figurent en annexe au budget primitif et au compte administratif auxquels elles se rapportent. En outre, les données résultant du dernier compte administratif voté à la date de la présentation du budget primitif sont reportées sur celui-ci.

"Art. R. 212-9. — Pour les établissements publics de coopération intercommunale ou les syndicats mixtes mentionnés à l'article L. 166-5 du code des communes, qui comprennent au moins une commune de 3.500 habitants et plus, les données synthétiques à produire sont les suivantes :

- "1. Dépenses d'exploitation/dépenses réelles de fonctionnement ;
- "2. Produits de l'exploitation et du domaine/recettes réelles de fonctionnement ;
- "3. Transferts reçus/recettes réelles de fonctionnement ;
- "4. Emprunts réalisés/dépenses d'équipement brut ;
- "5. Encours réel de la dette.

"Pour l'application du présent article, les définitions données à l'article R. 212-8 sont applicables.

"Les dépenses d'exploitation comprennent les dépenses réelles de fonctionnement, déduction faite des intérêts versés et des transferts versés. Les produits de l'exploitation s'entendent des recettes provenant de l'activité de l'organisme.

“Les transferts reçus comprennent les remboursements, subventions de fonctionnement et participations.

“Les ratios cités au présent article figurent en annexe au budget et au compte administratif de l'établissement public ou de l'organisme de coopération auxquels ils se rapportent.

“En outre, les données résultant du dernier compte administratif voté à la date de présentation du budget primitif sont reprises en annexe à celui-ci.

“Art. R. 212-10.— La liste des concours attribués par la commune aux associations sous forme de prestations en nature et de subventions indique le nom de l'association bénéficiaire, la nature de la prestation ou le montant de la subvention. Elle est jointe au budget primitif et au compte administratif.

“Si cette liste n'est pas connue lors de l'élaboration du budget primitif, ces concours font l'objet d'une inscription globale. La ventilation de ces crédits fait l'objet d'une délibération de régularisation du conseil municipal.

“Ces dispositions s'appliquent aux établissements publics de coopération intercommunale et aux syndicats mixtes mentionnés à l'article L. 166-5 du code des communes, qui comprennent au moins une commune de 3.500 habitants et plus.

“Art. R. 212-11.— Les tableaux de synthèse mentionnés au 4° du troisième alinéa de l'article L. 212-14 du code des communes sont établis conformément aux instructions et joints au compte administratif de la commune. Ils comportent notamment les informations suivantes :

- “1. La liste des organismes de coopération intercommunale dont la commune est membre, avec indication des compétences déléguées à chacun d'eux ;
- “2. Le mode et éventuellement le pourcentage de participation de la commune au financement de chaque organisme de coopération ;
- “3. La copie de la balance générale du compte administratif de l'organisme de coopération afférent au même exercice ou, à défaut, à l'exercice précédent ;
- “4. Les données synthétiques annexées au compte administratif du dernier exercice connu de l'organisme de coopération, telles qu'elles sont définies à l'article R. 212-9 du code des communes.

“Art. R. 212-12.— Pour l'application du 5° du troisième alinéa de l'article L. 212-14 du code des communes, le bilan est certifié par un commissaire aux comptes pour les organismes soumis à l'obligation de certification des comptes. Pour les organismes non soumis à l'obligation de certification des comptes, le bilan est certifié par le président de l'organisme concerné. Ces documents sont joints au compte administratif de la commune.”

Art. 3.— Il est inséré un article 17-2 ainsi rédigé :

“Art. 17-2.— Au livre II (Finances communales), titre IV (Comptabilité), chapitre Ier (Comptabilité du maire et du comptable), sont applicables les articles ci-après du code des communes en vigueur avant le 7 avril 2000 :

A la section I (Dispositions générales), l'article R. 241-1 dans la rédaction suivante :

“Art. R. 241-1.— Conformément aux dispositions de l'article 2 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, sont applicables aux communes et à leurs établissements publics les principes fondamentaux contenus dans la première partie dudit décret dont les règles générales d'application à ces collectivités ainsi que, le cas échéant, les dérogations à ces principes sont fixées par décret en Conseil d'Etat, contresigné par le ministre de l'économie et des finances, par le ministre chargé de l'outre-mer et par les ministres compétents.”

A la section III (Comptabilité du comptable) :

1° L'article R. 241-16 dans la rédaction suivante :

“Art. R. 241-16.— Les fonctions de comptable de la commune sont exercées par un comptable direct du Trésor.”

2° Les articles R. 241-28 et R. 241-29 dans la rédaction suivante :

“Art. R. 241-28.— Les écritures du receveur municipal sont tenues en partie double.

“Elles nécessitent l'emploi des documents ci-après :

- “1° Des journaux divisionnaires sur lesquels les opérations sont inscrites en détail par ordre chronologique, au fur et à mesure où elles sont constatées ;
- “2° Un journal et un grand livre général ou un journal centralisateur tenant lieu de journal général, de grand livre général et de livre de balances où sont reportées périodiquement les opérations consignées sur les journaux divisionnaires ;
- “3° Des livres auxiliaires et autres documents de développement.

“Des dispositions particulières peuvent être appliquées avec l'accord du ministre de l'économie et des finances par les postes dotés de moyens mécanographiques ou informatiques.

“Art. R. 241-29.— Les comptes à ouvrir dans les écritures du receveur municipal sont fixés par arrêtés du haut-commissaire qui établissent les divisions du budget communal en chapitres et articles.”

TITRE II

DISPOSITIONS MODIFIANT LE DECRET N° 82-979

DU 19 NOVEMBRE 1982

Art. 4.— Il est inséré dans le décret du 19 novembre 1982 susvisé un article 2 *bis* ainsi rédigé :

“Art. 2 *bis*.— Les dispositions du présent décret sont applicables en Polynésie française, sous réserve des adaptations suivantes :

- “ au deuxième alinéa de l'article 1er, les mots : “pris sur la proposition du chef de service de l'intéressé par le préfet du département s'il s'agit d'indemnités accordées par les communes ou les départements, ou du préfet de région s'il s'agit d'indemnités accordées par les régions” sont remplacés par les mots : “pris sur la proposition du chef de service de l'intéressé par le haut-commissaire de la République” ;
- “ au 4° de l'article 2, les mots : “et des services fiscaux” sont supprimés.”

Art. 5.— Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'intérieur, le secrétaire d'Etat à l'outre-mer et la secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 février 2001.

Lionel JOSPIN.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'intérieur,
Daniel VAILLANT.

*Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,*
Laurent FABIUS.

Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,
Christian PAUL.

La secrétaire d'Etat au budget,
Florence PARLY.

DECRET n° 2001-183 du 22 février 2001 portant adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs (dispositions réglementaires issues de décrets en Conseil d'Etat : intérieur et outre-mer).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu le règlement n° 1103-97 CE du 17 juin 1997 fixant certaines dispositions relatives à l'introduction de l'euro ;

Vu le règlement n° 974-98 CE du 3 mai 1998 concernant l'introduction de l'euro ;

Vu le règlement n° 2866-98 CE du 31 décembre 1998 concernant les taux de conversion entre l'euro et les monnaies des Etats membres adoptant l'euro ;

Vu le code électoral ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par le décret du 18 mars 1992 et par le décret n° 97-503 du 21 mai 1997 ;

Vu le décret n° 90-606 du 9 juillet 1990 pris pour l'application de la loi n° 90-55 du 15 janvier 1990 relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques, modifié par le décret n° 92-1300 du 14 décembre 1992 et le décret n° 93-149 du 3 février 1993 ;

Vu le décret n° 2000-376 du 28 avril 2000 relatif à la protection des transports de fonds, modifié par le décret n° 2000-1330 du 26 décembre 2000 ;

Vu l'avis du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie en date du 9 novembre 2000 ;

Vu l'avis du conseil des ministres de la Polynésie française en date du 22 novembre 2000 ;

Vu l'avis du comité des finances locales en date du 19 septembre 2000 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Chapitre Ier

Modifications apportées à certains codes

Article 1er.— I. - A l'article R. 39-I du code électoral, le montant de 20.000 F est remplacé par le montant de 3.000 euros.

II. - Les montants exprimés en francs dans les articles mentionnés ci-après du code général des collectivités territoriales et qui figurent dans la deuxième colonne du tableau qui suit sont remplacés par les montants en euros qui figurent dans la troisième colonne de ce tableau :

ARTICLE	Montant (en francs)	Montant (en euros)
R. 2221-70	500.000	75.000
R. 2222-3	500.000	75.000
R. 2241-5	50.000	7.700
R. 2333-45	2 5 6	0,31 0,77 0,92
R. 2333-60	2 5 6	0,31 0,77 0,92
R. 2333-114	200 20 10 5	31 3 2 1
R. 2333-16	100 20 10 5	16 3 2 1
R. 3213-8	50.000	7.700
R. 3241-3	500.000	75.000
R. 3333-12	200 20 10 5	31 3 2 1
R. 3333-14	100 20 10 5	16 3 2 1
R. 4221-1	50.000	7.700
R. 4433-20	1.000.000	152.500

Chapitre II

Modifications apportées à certaines dispositions non codifiées

Art. 2.— I. - Cultes : à l'article 42 du décret du 30 décembre 1809 susvisé, le montant de 200.000 F est remplacé par le montant de 30.500 euros.

II. - Financement de la vie politique : à l'article 11 du décret du 9 juillet 1990 susvisé, le montant de 20.000 F est remplacé par le montant de 3.000 euros.

III. - Transport de fonds : à l'article 1er du décret du 28 avril 2000 susvisé, le montant de 200.000 F est remplacé par le montant de 30.000 euros.

Chapitre III

Dispositions relatives à l'outre-mer

Art. 3. — Les montants exprimés en francs figurant dans les dispositions réglementaires spécifiques à la Nouvelle-Calédonie, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte sont remplacés, le 1er janvier 2002, par des montants en euros, au taux de 1 euro pour 6,559 57 F ; les sommes obtenues sont arrondies au centième supérieur ou inférieur le plus proche, une fraction d'euro exactement égale à 0,005 étant comptée pour 0,01 euro.

Art. 4. — Dans les textes réglementaires comportant un montant exprimé à la fois en francs et en francs CFP, le montant en francs CFP est remplacé par la contre-valeur, dans cette monnaie, du résultat de la conversion en euros du montant exprimé en francs.

Art. 5. — Les dispositions des chapitres Ier et II sont applicables en Nouvelle-Calédonie, dans les territoires d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte lorsque les textes auxquels elles font référence sont applicables dans ces mêmes territoires et collectivités.

Chapitre IV

Dispositions finales

Art. 6. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur le 1er janvier 2002.

Art. 7. — Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'intérieur, le secrétaire d'Etat à l'outre-mer et la secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 février 2001.

Lionel JOSPIN.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'intérieur,
Daniel VAILLANT.

*Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,*
Laurent FABIUS.

Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,
Christian PAUL.

La secrétaire d'Etat au budget,
Florence PARLY.

DECRET n° 2001-185 du 26 février 2001 relatif aux conditions de délivrance et de renouvellement des passeports.

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur et du ministre des affaires étrangères,

Vu le code civil ;

Vu le code général des impôts, notamment les articles 953 et 955 ;

Vu le décret de la Convention nationale du 7 décembre 1792 relatif aux passeports à accorder à ceux qui seraient dans le cas de sortir du territoire français pour leurs affaires ;

Vu la loi du 14 ventôse an IV qui détermine le mode de délivrance des passeports à l'étranger ;

Vu la loi n° 69-3 du 3 janvier 1969 modifiée relative à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe ;

Vu l'arrêté des consuls de la République du 12 messidor an VIII qui détermine les fonctions du préfet de police à Paris, notamment son article 3 ;

Vu le décret impérial du 13 avril 1861 qui modifie celui du 25 mars 1852 sur la décentralisation, notamment son article 6 ;

Vu le décret n° 47-77 du 13 janvier 1947 modifié relatif aux attributions des chefs de poste consulaire et des chefs de mission diplomatique en matière de passeports et de visas, notamment son article 1er ;

Vu le décret n° 70-708 du 31 décembre 1970 modifié portant application du titre Ier et de certaines dispositions du titre II de la loi n° 69-3 du 3 janvier 1969 relative à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe ;

Vu le décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993 relatif aux déclarations de nationalité, aux décisions de naturalisation, de réintégration, de perte, de déchéance et de retrait de la nationalité française, modifié par le décret n° 98-720 du 20 août 1998 ;

Vu le décret n° 2000-1277 du 26 décembre 2000 portant simplification de formalités administratives et suppression de la fiche d'état civil, notamment son article 4 ;

Vu l'avis du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie en date du 13 avril 2000 ;

Vu l'avis du conseil des ministres de la Polynésie française en date du 20 décembre 2000 ;

Après avis du Conseil d'Etat (section de l'intérieur),

Décète :

Article 1er. — Le passeport est délivré, sans condition d'âge, à tout Français qui en fait la demande, par le préfet du département ou, lorsque ce pouvoir a été délégué, par le sous-préfet de l'arrondissement dans lequel le demandeur a son domicile ou sa résidence ou, le cas échéant, sa commune de rattachement. Il est renouvelé dans les mêmes conditions après restitution du passeport précédent.

A Paris, il est délivré ou renouvelé par le préfet de police.

A l'étranger, il est délivré ou renouvelé par les agents diplomatiques et consulaires.

Art. 2.— Le passeport mentionne :

- 1° Le nom patronymique, les prénoms dans l'ordre de l'état civil, la date et le lieu de naissance, le sexe, la couleur des yeux, la taille, le domicile ou la résidence ou, le cas échéant, la commune de rattachement de l'intéressé, et, si celui-ci le demande, le nom dont l'usage est autorisé par la loi ;
- 2° L'autorité de délivrance du document, sa date de délivrance, sa durée ainsi que sa date limite de validité, le nom du représentant de l'autorité qui l'a délivré ;
- 3° Le numéro du document.

Il comporte également la photographie et la signature du titulaire ainsi que la signature du représentant de l'autorité qui a délivré le document.

Art. 3.— Le demandeur justifie de son domicile ou de sa résidence par tous moyens, notamment par la production d'un titre de propriété, d'un certificat d'imposition ou de non-imposition, d'une quittance de loyer, de gaz ou d'électricité ou d'une attestation d'assurance du logement.

Les personnes auxquelles la loi a fixé une commune de rattachement produisent un livret spécial de circulation, un livret de circulation ou un carnet de circulation en cours de validité.

Les personnes qui n'ont pas la possibilité d'apporter la preuve d'un domicile ou d'une résidence, ou auxquelles la loi n'a pas fixé de commune de rattachement, fournissent une attestation établissant leur lien avec un organisme d'accueil figurant sur une liste établie par le préfet et, à Paris, par le préfet de police. La demande est alors présentée au préfet, si l'organisme d'accueil est situé dans l'arrondissement chef-lieu, au sous-préfet s'il est situé dans un autre arrondissement ; à Paris, elle est présentée au préfet de police. Il est fait mention sur le passeport de l'adresse de l'organisme d'accueil, à l'exclusion de sa dénomination. Cette mention n'emporte pas les effets juridiques attachés à la résidence ou au domicile.

Art. 4.— Le demandeur justifie de son identité et de sa nationalité par la présentation d'une carte nationale d'identité ou d'un passeport en cours de validité, ou d'un passeport périmé depuis moins de deux ans.

A défaut, il fournit les extraits d'actes de l'état civil déterminés par arrêté du ministre de l'intérieur.

Lorsque les documents mentionnés à l'alinéa précédent ne suffisent pas, par eux-mêmes, à justifier la nationalité française du demandeur, celle-ci pourra être établie par la production de l'une des pièces justificatives de la nationalité mentionnées aux articles 34 et 52 du décret du 30 décembre 1993 susvisé ou d'un certificat de nationalité française.

Art. 5.— Les demandes sont accompagnées de deux photos d'identité, de face, tête nue, de format 35 x 45 mm, récentes et parfaitement ressemblantes, ainsi que des timbres fiscaux correspondant au montant du droit de timbre exigé pour les passeports.

Art. 6.— Lorsque le passeport est demandé pour remplacer un document perdu ou volé, le demandeur produit, en outre, la déclaration de perte ou de vol effectuée, selon le cas, auprès d'un commissariat de police, d'une gendarmerie ou des autorités diplomatiques et consulaires.

Art. 7.— Les demandes sont déposées auprès des maires ou, en cas d'impossibilité ou si l'urgence le justifie, auprès des préfets ou des sous-préfets ayant reçu délégation à cet effet. Les demandes déposées auprès des maires sont transmises, selon le cas, aux préfets ou aux sous-préfets, qui établissent les passeports et les adressent aux maires pour remise aux intéressés.

A Paris, les demandes sont déposées auprès du préfet de police.

A l'étranger, les demandes sont déposées auprès des agents diplomatiques et consulaires.

Art. 8.— La demande de passeport faite au nom d'un mineur est présentée par la ou l'une des personnes exerçant l'autorité parentale et est accompagnée des pièces justifiant cette qualité.

La demande de passeport faite au nom d'un majeur placé sous tutelle est présentée par le tuteur et accompagnée des pièces justifiant cette qualité.

Art. 9.— Le passeport est remis au demandeur au lieu du dépôt de la demande. Le demandeur appose sa signature sur le passeport en présence de l'agent qui le lui remet.

Le passeport d'un mineur lui est remis en présence de la ou de l'une des personnes exerçant l'autorité parentale. S'il est âgé de plus de treize ans, le mineur appose sa signature sur le passeport.

Le passeport d'un majeur placé sous tutelle lui est remis en présence du tuteur. Il est signé par l'intéressé.

Art. 10.— Le demandeur ou le titulaire d'un passeport peut demander l'inscription sur ce passeport de tout mineur de quinze ans sur lequel il exerce l'autorité parentale ou, s'il n'exerce pas cette autorité, dont il est l'ascendant, le frère ou la soeur, et à condition d'y avoir été autorisé par la ou les personnes qui exercent l'autorité parentale.

Le passeport mentionne alors le nom, les prénoms, la date de naissance et le sexe du mineur, et comporte sa photographie.

L'inscription a le même effet que la détention du passeport pour le mineur lorsque ce dernier est accompagné du titulaire du passeport. Elle cesse de produire effet lorsque le mineur atteint l'âge de quinze ans.

Art. 11.— Le présent décret est applicable à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna, sous réserve des dispositions suivantes :

Sont substitués :

- au mot : "préfet" les mots : "délégué du gouvernement, haut-commissaire de la République" en Nouvelle-Calédonie, "haut-commissaire de la République" en Polynésie française, "administrateur supérieur" aux îles Wallis et Futuna, "préfet, représentant du gouvernement" à Mayotte ;
- au mot : "sous-préfet" les mots : "commissaire délégué de la République" en Nouvelle-Calédonie, "chef de subdivision administrative" en Polynésie française, "délégué de l'administrateur supérieur" aux îles Wallis et Futuna ;

- aux mots : "commune" et "maire" les mots : "circonscription territoriale" et "chef de circonscription territoriale" aux îles Wallis et Futuna ;
- aux mots : "l'arrondissement" les mots : "la subdivision administrative" en Nouvelle-Calédonie, "la circonscription administrative" en Polynésie française, "la circonscription territoriale" aux îles Wallis et Futuna ;
- aux mots : "l'arrondissement" et "l'arrondissement chef-lieu" les mots : "la collectivité territoriale" à Mayotte.

Art. 12.— La garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, le ministre des affaires étrangères et le secrétaire d'Etat à l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 février 2001.

Lionel JOSPIN.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'intérieur,
Daniel VAILLANT.

La garde des sceaux,
ministre de la justice,
Marylise LEBRANCHU.

Le ministre des affaires étrangères,
Hubert VEDRINE.

Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,
Christian PAUL.

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° 100 MAFIC/MAE du 26 février 2001 portant création du jury du troisième concours national d'aide à la création d'entreprises de technologies innovantes.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le règlement du concours national du ministère de la recherche relatif à la création d'entreprises technologiques innovantes ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Dans le cadre du concours national du ministère de la recherche relatif à la création d'entreprises technologiques innovantes, il est créé un jury territorial dont les membres sont :

- M. Yvon Janicaud, directeur de la société I.T.E.M., *président* ;
- M. Jean-Pierre Fourcade, président-directeur général de La brasserie de Tahiti, *vice-président* ;
- M. Joël Allain, président-directeur général de l'Electricité de Tahiti, *membre* ;
- M. Bernard Costa, directeur du Cairap, *membre* ;
- M. Charles Egretaud, codirecteur de la société Pae Tai - Pae Uta, *membre* ;
- Mme Jeannine Laine, gérante de la société Polytol, *membre* ;
- M. Michel Miclo, président-directeur général des Jus de fruits de Moorea, *membre* ;
- M. Gilles Redon, président-directeur général de Fidupac, *membre* ;
- M. Christian Perez, directeur des Chantiers navals du Pacifique Sud, *membre*.

Le secrétariat technique du jury est assuré par M. Robert Maurin, délégué régional à la recherche et à la technologie.

Art. 2.— Conformément à l'article 6 du règlement visé, le jury arrête les modalités d'instruction des dossiers. Il peut confier à des experts non membres du jury la charge d'expertises techniques ou économiques. Il peut demander des pièces complémentaires aux candidats ou de venir présenter leur projet.

Après avoir examiné l'ensemble des projets, il propose une liste des meilleurs projets au jury national et se prononce sur le soutien nécessaire à chacun.

Le jury national arrête la liste définitive des lauréats. Le jury territorial informe chaque candidat des décisions qui le concerne, veille à leur bonne mise en œuvre et en assure le suivi.

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 février 2001.
Jean ARIBAUD.

ARRETE n° 60 DAF/PERS du 9 mars 2001 portant délégation de signature à M. Daniel Brot, directeur de l'assistance technique.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 62-1587 modifié du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 70-544 du 19 juin 1970 portant délégation de pouvoirs et autorisant les délégués du gouvernement, dans certains territoires d'outre-mer, à déléguer leur signature ;

Vu le décret du 9 octobre 1997 portant nomination de M. Jean Aribaud, haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 236 DAF/PERS du 23 juillet 1997 portant affectation de M. Jean-Philippe Covin, chef de section des travaux publics de l'Etat, en qualité de chef du bureau voirie, réseaux divers et patrimoine ;

Vu l'arrêté n° 408 DAF/PERS du 5 novembre 1997 constatant l'arrivée en Polynésie française de M. Jean Aribaud, préfet, nommé haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 189 DAF/PERS du 2 août 1999 portant affectation de M. Philippe Desmaretz, ingénieur des travaux publics de l'Etat, en qualité de chef du bureau eau potable et assainissement ;

Vu l'arrêté n° 347 DAF/PERS modifié du 2 décembre 1999 portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 16 DAT du 21 janvier 2000 fixant les taux de rémunération des interventions de la direction de l'assistance technique du haut-commissariat au profit du territoire de la Polynésie française, des communes de Polynésie française et de leurs groupements ;

Vu l'arrêté n° 273 DAF/PERS du 6 octobre 2000 portant affectation de M. Daniel Brot, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, chef d'arrondissement, et nomination en qualité de directeur de l'assistance technique, à compter du 11 octobre 2000 ;

Vu l'arrêté n° 6 DAF/PERS du 8 janvier 2001 portant affectation de M. Didier Bertin, ingénieur des travaux publics de l'Etat, en qualité de directeur adjoint de l'assistance technique ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Délégation permanente de signature est donnée à M. Daniel Brot, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, chef d'arrondissement, directeur de l'assistance technique, dans la limite de ses attributions, pour les matières suivantes :

- tous actes à caractère interne ou relatifs aux affaires courantes, à l'exclusion des arrêtés et des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances territoriales ;
- les conventions de prestations intellectuelles ou topographiques réalisées par la direction au bénéfice de l'Etat, du territoire, des communes et de leurs groupements ;
- les opérations d'engagement et de liquidation de dépenses imputées sur le budget de l'Etat pour ce qui concerne la gestion des crédits de fonctionnement et d'investissement confiés à la direction de l'assistance technique ;
- les opérations d'engagement et de liquidation du fonds de concours pour l'entretien des logements administratifs (chapitre 57-91, budget du ministère de l'outre-mer) ;
- les ampliations des actes administratifs du haut-commissaire de la République française en Polynésie française relevant des attributions de la direction de l'assistance technique ;

- les opérations d'engagement et de liquidation des dépenses pour les marchés de l'Etat dont la direction de l'assistance technique assure la maîtrise d'œuvre, ainsi que la gestion administrative ;
- tous actes administratifs, techniques et financiers relatifs aux marchés publics de l'Etat, à maîtrise d'ouvrage haut-commissariat, dont le montant est inférieur à 3.000.000 FF hors taxe.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel Brot, la délégation de signature qui lui est consentie à l'article 1er sera exercée dans les mêmes conditions par M. Didier Bertin, ingénieur des travaux publics de l'Etat, directeur adjoint de l'assistance technique.

En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Daniel Brot et Didier Bertin, la délégation de signature sera exercée dans les mêmes conditions par M. Philippe Desmaretz, ingénieur des travaux publics de l'Etat, chef du bureau eau potable et assainissement.

Art. 3.— Délégation permanente est donnée à M. Didier Bertin, directeur adjoint de l'assistance technique, à l'effet de signer les documents suivants :

- tous actes à caractère interne ou relatifs aux affaires courantes, à l'exclusion des arrêtés et des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances territoriales ;
- les conventions de prestations intellectuelles ou topographiques réalisées par la direction au bénéfice de l'Etat, du territoire, des communes et de leurs groupements ;
- les opérations d'engagement et de liquidation du fonds de concours pour l'entretien des logements administratifs (chapitre 57-91, budget du ministère de l'outre-mer) ;
- les ampliations des actes administratifs du haut-commissaire de la République française en Polynésie française relevant des attributions de la direction de l'assistance technique.

Art. 4.— Délégation permanente est donnée à M. Jean-Philippe Covin, chef de section des travaux publics de l'Etat, chef du bureau voirie, réseaux divers et patrimoine, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité de M. Daniel Brot, les engagements des dépenses relatives à l'entretien courant des bâtiments et logements administratifs.

Art. 5.— L'arrêté n° 280 DAF/PERS du 13 octobre 2000 portant délégation de signature à M. Daniel Brot, directeur de l'assistance technique, est abrogé.

Art. 6.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le directeur de l'assistance technique, le directeur adjoint, les chefs de bureau sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 mars 2001.
Jean ARIBAUD.

ARRETE n° 125 DRCL du 12 mars 2001 complétant les conditions de dépôt des listes de candidature et fixant les facilités de propagande électorale accordées aux listes enregistrées pour l'élection des conseillers à l'assemblée de la Polynésie française du 6 mai 2001.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code électoral ;

Vu la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 modifiée relative à la composition et à la formation de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 85-1489 du 31 décembre 1985 pris pour l'application de la loi précitée ;

Vu le décret n° 2001-160 du 20 février 2001 fixant la date des élections pour le renouvellement de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 95 DRCL du 21 février 2001 portant convocation des collèges électoraux pour le renouvellement de l'assemblée de la Polynésie française ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Les déclarations de candidature pour l'élection des conseillers à l'assemblée de la Polynésie française sont déposées sous forme de liste comprenant un nombre de noms égal au nombre de sièges à pourvoir augmenté de deux, soit :

Iles du Vent	32 + 2
Iles Sous-le-Vent	7 + 2
Iles Australes	3 + 2
Iles Tuamotu-Gambier	4 + 2
Iles Marquises	3 + 2

Sur chacune des listes, l'écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être supérieur à un. Chaque liste est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.

Art. 2.— Le délai de dépôt des déclarations de candidature est ouvert, les jours ouvrés, de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures du jeudi 15 mars à 8 heures au jeudi 29 mars à midi.

Art. 3.— Les déclarations de candidature sont faites sous forme collective, auprès du haut-commissariat, direction de la réglementation et du contrôle de la légalité, rue Jeanne-d'Arc à Papeete.

Toute liste est revêtue de la signature de tous les candidats, et déposée par le candidat tête de liste ou par un mandataire porteur d'un mandat écrit établi par ce candidat.

A défaut de signature, une procuration du candidat doit être produite.

La déclaration mentionne :

- 1° La circonscription électorale dans laquelle se présente la liste ;
- 2° Les noms, prénoms, sexe, date et lieu de naissance, domicile et profession de chaque candidat, ainsi que leur numéro et lieu d'inscription sur une liste électorale du territoire et leur situation au regard du service militaire ;

3° Le titre de la liste ;

4° La couleur et l'emblème choisis par la liste pour l'impression de ses bulletins en application de l'article L 390 du code électoral.

Après le dépôt de la liste, aucun retrait individuel de candidature n'est admis.

Toutefois, les listes complètes peuvent être retirées au plus tard le samedi 14 avril, à midi. La déclaration de retrait est signée par la majorité des candidats de la liste.

Art. 4.— La déclaration de candidature est enregistrée immédiatement.

Le récépissé définitif est délivré dans les trois jours du dépôt de la déclaration.

Art. 5.— Les listes de candidats souhaitant bénéficier du concours de la commission de propagande devront en formuler la demande par écrit, auprès de son président, et la déposer au haut-commissariat (D.R.C.L.) au plus tard le samedi 14 avril à midi.

La demande devra préciser le nom de l'imprimeur choisi.

Art. 6.— Le dépôt des circulaires et bulletins de vote devra être effectué le vendredi 20 avril entre 17 heures et 21 heures. Au-delà de ce délai, la commission de propagande ne sera pas tenue d'assurer l'envoi des imprimés.

La livraison des documents sera effectuée au lycée Paul-Gauguin (entrée des fournisseurs) dans ce délai.

Art. 7.— Les frais d'impression et d'affichage de la propagande électorale seront remboursés aux listes ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés, conformément au barème et aux modalités fixées par arrêté séparé.

Art. 8.— Le secrétaire général de la Polynésie française, les chefs de subdivision administrative, les maires et maires délégués sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans toutes les mairies et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 mars 2001.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Christian MASSINON.

ARRETE n° 135 DRCL du 13 mars 2001 modifiant l'heure d'ouverture des bureaux de vote des communes de Mahina, Moorea-Maiao et Teva I Uta, commune associée de Mataiea, à l'occasion du second tour des élections municipales.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code électoral et notamment son article R 41 ;

Vu les dispositions du code des communes applicables dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2000-973 du 5 octobre 2000 fixant la date du renouvellement des conseils municipaux ;

Vu l'arrêté n° 402 DRCL du 21 août 2000 relatif aux bureaux de vote du territoire de la Polynésie française ;

Vu les demandes en date du 13 mars 2001 de MM. les maires des communes concernées ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Le scrutin est ouvert à 7 heures le 18 mars 2001 pour le second tour des élections municipales, dans les communes suivantes :

- Mahina, Moorea-Maiao, Teva I Uta (Mataiea).

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le chef de la subdivision administrative des îles du Vent, les maires des communes de Mahina, Moorea-Maiao, Teva I Uta sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 mars 2001.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :
*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Christian MASSINON.

ARRETE n° 136 DRCL du 13 mars 2001 modifiant l'arrêté n° 402 DRCL du 21 août 2000 instituant les bureaux de vote des communes de Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code électoral ;

Vu les dispositions du code des communes applicables dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2000-973 du 5 octobre 2000 fixant la date du renouvellement des conseils municipaux ;

Vu l'arrêté n° 402 DRCL du 21 août 2000 relatif aux bureaux de vote du territoire de la Polynésie française ;

Vu la demande n° 36-00 TIU du 13 mars 2001 de M. le maire de la commune de Teva I Uta ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Le tableau de l'article 1er de l'arrêté n° 402 DRCL du 21 août 2000 est ainsi modifié, s'agissant de la localisation du bureau de vote de Mataiea :

Au lieu de : "mairie de Mataiea" ;

Lire : "salle omnisports de Nuutafaratea".

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le chef de la subdivision administrative des îles du Vent, le maire de la commune de Teva I Uta sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 mars 2001.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :
*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Christian MASSINON.

Par arrêté n° 7-2000 TG du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 23 février 2001.— La liste des délégués de l'administration siégeant au sein des commissions administratives chargées, pour chaque bureau de vote de la subdivision des îles Tuamotu-Gambier, de dresser la liste électorale pour l'année 2001 est modifiée comme suit :

Bureau de vote de Fakahina :

Au lieu de : Mlle Ah-Lo Solange ;

Lire : M. Teriihoania Jimmy.

Par arrêté n° 8-2001 TG du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 27 février 2001.— La liste des délégués de l'administration siégeant au sein des commissions administratives chargées, pour chaque bureau de vote de la subdivision des îles Tuamotu-Gambier, de dresser la liste électorale pour l'année 2001 est modifiée comme suit :

Commune des Gambier

Bureau de vote de Rikitea :

Au lieu de : Mme Gooding Brigitte épouse Levy ;

Lire : Mme Anihia Marie Alexandrine épouse Teakarotu.

Par arrêté n° 9-2001 TG du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 1er mars 2001.— La liste des délégués de l'administration siégeant au sein des commissions administratives chargées, pour chaque bureau de vote de la subdivision des îles Tuamotu-Gambier, de dresser la liste électorale pour l'année 2001 est modifiée comme suit :

Commune de Makemo

Bureau de vote de Raroia :

Au lieu de : M. Moevai Jean-Jacques ;

Lire : Mme Manaore Katy Tetuarii.

Par arrêté n° 110 MASC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 1er mars 2001.— Le brevet d'Etat d'éducateur sportif du premier degré, option Voile, est attribué à M. Jean-Yves Delanne, né le 14 mars 1948 à 87.800-Nexon.

Par arrêté n° 111 MASC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 2 mars 2001.— La composition du jury du B.E.E.S. 1, option Taekwondo, qui se déroulera les 6, 7 et 8 mars 2001 à Pirae, Tahiti, est fixée comme suit :

Président :

- M. Bruno Genard, inspecteur de la jeunesse, des sports et des loisirs ;

Représentant la F.F.T.D.A. :

- M. Mickaël Aloiso, professeur des sports, B.E.E.S. 2e degré ;

Personnalités qualifiées :

- Mme Catherine Theves, inspectrice coordinatrice des B.E.E.S. option Taekwondo ;

- M. Sylvain Defaix, B.E.E.S. 2e degré de taekwondo ;
- M. Alfred Lai Koun Sin, B.E.E.S. 1er degré de taekwondo ;

Cadres techniques et pédagogiques :

- M. Steeve Raoulx, C.E.P.J. ;
- M. Vergnaud Gilles, professeur de sport ;
- M. Reiatua Didier, B.E.E.S. 1er degré "judo" ;
- M. Saint-Val Philippe, B.E.E.S. 2e degré "karaté".

Par décision n° 116 SATP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 7 mars 2001.— Est constatée l'arrivée à Papeete, le 27 février 2001, de M. Jean-Philippe Roger, lieutenant de police de la police nationale, matricule 277.695, 5e échelon, muté à la direction de la sécurité publique à Papeete, à compter du 27 février 2001.

Dépense imputable au budget de l'Etat : chapitre 31.41, article 10, paragraphe 11.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 292 CM du 7 mars 2001 portant nomination des représentants du territoire aux fonctions d'administrateurs de la S.E.M. Laboratoire des travaux publics de Polynésie.

NOR : SE00100302AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement et des autres circonscriptions portuaires,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2000-39 APF du 30 mars 2000 fixant les statuts types des sociétés d'économie mixte locales associant la Polynésie française ou ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2001-14 APF du 1er février 2001 portant création de la S.E.M. Laboratoire des travaux publics de Polynésie ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 28 février 2001,

Arrête :

Article 1er.— Sont nommés aux postes d'administrateurs de la S.E.M. Laboratoire des travaux publics de Polynésie au titre de représentants du territoire :

- M. Jonas Tahuaitu, ministre de l'équipement et des autres circonscriptions portuaires ;
- M. Patrick Peaucellier, ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès ;
- M. Gaston Tong Sang, ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, chargé de la prévention des risques naturels ;
- M. François Durgeat, directeur de cabinet du ministre de l'équipement et des autres circonscriptions portuaires.

Art. 2.— Le mandat des administrateurs, membres du gouvernement, prend fin avec leur qualité de membres du gouvernement.

Art. 3.— Le ministre de l'équipement et des autres circonscriptions portuaires est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 mars 2001.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :
*Le ministre de l'équipement
et des autres circonscriptions portuaires,*
Jonas TAHUAITU.

ARRETE n° 318 CM du 9 mars 2001 déterminant la liste des organisations syndicales, syndicats ou unions de salariés reconnus représentatifs sur le plan territorial.

NOR : EMP0100434AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé du dialogue social et de la condition féminine,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998, ensemble l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 relative aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des tribunaux du travail en Polynésie française, et particulièrement son article 48 ;

Vu la délibération n° 91-29 AT du 24 janvier 1991 portant application des dispositions du chapitre Ier du titre III du livre Ier de la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 et relative au placement et à l'emploi ;

Vu le tableau des résultats en voix des élections des délégués du personnel, titulaires et suppléants, des années 1998 et 1999 communiqué par le service de l'inspection du travail ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 7 mars 2001,

Arrête :

Article 1er.— Le seuil fixé à l'article 25 de la délibération n° 91-22 AT du 18 janvier 1991 modifiée s'élève, compte tenu des résultats des élections des délégués du personnel titulaires et suppléants des années 1999 et 2000, à 900.

Art. 2.— Sont reconnues représentatives au plan territorial les organisations syndicales de salariés ci-après, classées en fonction de la moyenne de voix obtenues aux élections de délégués du personnel, titulaires et suppléants, des années 1999 et 2000 :

1 - Confédération des syndicats des travailleurs de Polynésie/Force ouvrière (13.857 voix, soit 42,30 % de la moyenne des suffrages 1999 et 2000) ;

2 - Confédération A Tia I Mua (8.986 voix, soit 27,43 % de la moyenne des suffrages 1999 et 2000) ;

3 - Conseil fédéral des syndicats libres de Polynésie (5.108 voix, soit 15,59 % de la moyenne des suffrages 1999 et 2000) ;

4 - Confédération des syndicats indépendants de Polynésie (4.931 voix, soit 15,05 % de la moyenne des suffrages 1999 et 2000) ;

5 - Confédération Otahi (2.159 voix, soit 6,59 % de la moyenne des suffrages 1999 et 2000).

Art. 3.— L'arrêté n° 258 CM du 25 février 1999 déterminant la liste des organisations syndicales, syndicats ou unions de salariés reconnus représentatifs sur le plan territorial est abrogé.

Art. 4.— Le ministre de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé du dialogue social et de la condition féminine, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 mars 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de l'emploi
et de la formation professionnelle,*
Lucette Taero.

ARRETE n° 330 CM du 12 mars 2001 portant nomination de M. Eric Deat en qualité de directeur du cabinet de Mme le ministre du tourisme et de l'artisanat.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du tourisme et de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998, ensemble l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres ayant délibéré dans sa séance du 7 mars 2001,

Arrête :

Article 1er.— M. Eric Deat est nommé directeur du cabinet du ministre du tourisme et de l'artisanat à compter du 8 mars 2001.

Art. 2.— Le ministre du tourisme et de l'artisanat est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 mars 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre du tourisme
et de l'artisanat,*
Nicole BOUTEAU.

ARRETE n° 331 CM du 12 mars 2001 modifiant le livre Ier de la deuxième partie du code de l'aménagement de la Polynésie française en matière de plans de prévention des risques naturels prévisibles.

NOR : SAU0100357AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, chargé de la prévention des risques naturels,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998, ensemble l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'avis du comité d'aménagement du territoire en sa séance du 7 novembre 2000 ;

Vu la délibération n° 2001-10 APF du 1er février 2001 complétant le livre Ier de la première partie du code de l'aménagement de la Polynésie française en matière de plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 7 mars 2001,

Arrête :

Article 1er.— Un titre 8 nouveau est inséré dans le livre Ier de la deuxième partie du code de l'aménagement.

"Titre 8 - Plans de prévention des risques naturels prévisibles

"Chapitre 2 - Etablissement et révision des plans de prévention des risques naturels prévisibles

"Article A. 182-1.— La commission des plans de prévention des risques naturels prévisibles est composée comme suit :

- le ministre chargé de l'aménagement du territoire ou son représentant, *président* ;
- le maire de chaque commune concernée ou son représentant ;
- le chef du service de l'urbanisme ou son représentant ;
- le directeur de l'équipement ou son représentant ;
- le délégué à l'environnement ou son représentant ;
- le chef de service du développement rural ou son représentant ;
- le chef de la circonscription administrative concernée ou son représentant ;
- le chef de la subdivision administrative concernée ou son représentant.

"Article A. 182-2.— Le président de la commission peut inviter à ces séances toutes personnes qu'il estime utile d'entendre."

Art. 2.— Le ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, chargé de la prévention des risques naturels, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 mars 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,

Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre des affaires foncières,
de l'aménagement du territoire
et de l'urbanisme,*

Gaston TONG SANG.

ARRETE n° 333 CM du 14 mars 2001 instituant des servitudes aéronautiques de dégagement pour la protection de l'aérodrome de Mataiva.

NOR : SEQ0100386AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement et des autres circonscriptions portuaires,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998, ensemble l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2000-34 APF du 17 mars 2000 instituant l'établissement de plans des servitudes aéronautiques applicables aux aérodromes territoriaux ouverts à la circulation aérienne publique et fixant leurs conditions d'approbation ;

Vu l'arrêté n° 1616 CM du 24 novembre 2000 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique sur les servitudes aéronautiques de l'aérodrome de Mataiva ;

Vu le rapport favorable du commissaire enquêteur en date du 19 février 2001 relatif à l'utilité publique des servitudes aéronautiques de l'aérodrome de Mataiva ;

Vu les pièces du dossier ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 7 mars 2001,

Arrête :

Article 1er.— En application des dispositions de la délibération n° 2000-34 APF du 17 mars 2000 instituant l'établissement de plans des servitudes aéronautiques applicables aux aérodromes territoriaux ouverts à la circulation aérienne publique, des servitudes aéronautiques de dégagement sont instituées au bénéfice de l'aérodrome de Mataiva.

Art. 2.— Sont approuvés :

- Le plan des servitudes aéronautiques de dégagement n° 99/GV/01-octobre 1999, échelle 1/2.500, établi par la subdivision des aérodromes territoriaux de la direction de l'équipement ;
- La note annexe intitulée "Aérodrome de Mataiva - Servitudes aéronautiques de dégagement" contenant :
 - la notice explicative ;
 - la liste des obstacles ;
 - l'état des bornes de repérage de l'axe de la bande.

Art. 3.— Le plan et la note annexe mentionnés à l'article 2 ci-dessus sont déposés :

- à la subdivision des aéroports territoriaux de la direction de l'équipement ;
- à la mairie de la commune associée de Mataiva ;
- à la mairie de la commune de Rangiroa.

Art. 4.— Le ministre de l'équipement et des autres circonscriptions portuaires est chargé de l'exécution du présent arrêté qui est publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 mars 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

Le ministre de l'équipement
et des autres circonscriptions portuaires,
Jonas TAHUAITU.

ARRETE n° 334 CM du 14 mars 2001 déclarant d'utilité publique la réalisation de l'aérodrome de Arutua dans l'archipel des Tuamotu et déclarant cessibles immédiatement les parcelles de terre nécessaires à cette opération.

NOR : SE00100385AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement et des autres circonscriptions portuaires,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998, ensemble l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu le code de l'expropriation étendu et adapté dans le territoire de la Polynésie française par la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 et le décret n° 95-323 du 23 mars 1995 et la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 ;

Vu l'arrêté n° 1582 CM du 17 novembre 2000 ordonnant l'ouverture des enquêtes publiques conjointes, l'une préalable à la déclaration d'utilité publique et l'autre parcellaire concernant la réalisation de l'aérodrome de Arutua dans l'archipel des Tuamotu ;

Vu les rapports favorables du commissaire enquêteur en date du 19 février 2001 relatifs à l'utilité publique de la réalisation de l'aérodrome de Arutua dans l'archipel des Tuamotu et à la cessibilité des parcelles de terre nécessaires à cette opération ;

Vu les pièces du dossier ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 7 mars 2001,

Arrête :

Article 1er.— Est déclarée d'utilité publique la réalisation de l'aérodrome de Arutua dans l'archipel des Tuamotu.

Art. 2.— La présente déclaration est prise pour une durée de cinq années à compter de ce jour.

Art. 3.— Sont déclarées cessibles immédiatement les parcelles de terre indiquées au tableau ci-après, nécessaires à la réalisation de l'aérodrome de Arutua dans l'archipel des Tuamotu.

N° de plan - Nom de la terre	Nom des propriétaires relevés à la matrice des rôles	Surface totale de la terre en m2	Emprise en m2
5 - Turateavere	Non revendiquée, présumée domaniale, occupants : Parker Jacques, Parker Pierrot Aris, Bellais Raita, Mai Aroma	381.700	108.300
6 - Farepara	Ayants droit de : - 1/3 Tutana Neri, Viriamu Neri, Taumata Neri, Tepuaava Ganahoa - 1/3 Kaogo a Tagihia - 1/3 Faatapu a Tehikumaro sauf 1/6 Ihi Moe qui a vendu à Parker Pierrot Aris	144.100	81.800
7 - Otimu	Ayants droit de : Tutana Neri, Viriamu Neri, Taumata Neri, Tepuaava Ganahoa	103.300	103.300
8 - Tutahee	Société "Branelec et Compagnie"	59.400	40.700
9 - Vaieri 1	Ayants droit de Uraua Maui et Gapiiki a Roi	78.400	56.000
10 - Motufano	Ayants droit de Terea a Houkini Ioane et Hoala	109.000	79.300
11 - Tenihinihi 1	Non revendiquée, présumée domaniale, occupants : Neri Gilles, Neri Octave Puava	240.800	38.800
19 - Tepuaie ou Aiepoia ou Rimahua	Non revendiquée, présumée domaniale	132.700	87.200
20 - Tiragaraga	Non revendiquée, présumée domaniale, occupants : Roi Temana épouse Nauta, Roi Pupure	155.700	97.900

Art. 4.— Est autorisée l'acquisition, soit par voie amiable, soit par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique en vertu du code de l'expropriation applicable en Polynésie française, des parcelles de terre indiquées au tableau de l'article 3 du présent arrêté.

Art. 5.— Le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, le ministre de l'équipement et des autres circonscriptions portuaires, et le ministre du logement, de la redistribution et de la valorisation des terres domaniales, chargé de la politique de la ville, porte-parole du gouvernement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 mars 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

Le ministre des finances
et des réformes administratives,
Patrick PEAUCELLIER.

Le ministre de l'équipement
et des autres circonscriptions portuaires,
Jonas TAHUAITU.

Le ministre du logement,
de la redistribution
et de la valorisation des terres domaniales,
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 336 CM du 14 mars 2001 ordonnant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes, l'une préalable à la déclaration d'utilité publique et l'autre parcellaire relatives au projet de réalisation de l'aérodrome de Aratika dans l'archipel des Tuamotu.

NOR : SEQ01003454C

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement et des autres circonscriptions portuaires,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998, ensemble l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu le code de l'expropriation étendu et adapté dans le territoire de la Polynésie française par la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 et le décret n° 95-323 du 23 mars 1995 et la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 ;

Vu les pièces du dossier ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 28 février 2001,

Arrête :

Article 1er.— En vue de la construction de l'aérodrome de Aratika dans la commune de Fakarava, il sera procédé :

1° A une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique de la construction visée ci-dessus ;

2° A une enquête parcellaire en vue de délimiter exactement les parcelles de terre à acquérir pour la réalisation de cette opération.

Art. 2.— Sont désignés en qualité de :

- *commissaire enquêteur* : M. Alvane Ellacott ;
- *commissaire enquêteur suppléant* : M. Siu Ken Khi dit Bernard.

Le commissaire enquêteur a son siège au bureau foncier de la direction de l'équipement, B.P. 85 Papeete.

Art. 3.— Lesdites enquêtes seront simultanément ouvertes à compter du 14 mai 2001 dans les bureaux des mairies de Aratika et de Fakarava et dans les locaux du bureau foncier de la direction de l'équipement de Papeete situés dans la vallée de Tipaerui, bâtiment de l'arrondissement infrastructure.

Le présent arrêté ainsi qu'un avis faisant connaître au public l'ouverture des enquêtes seront affichés aux portes des mairies. Ces formalités devront être justifiées par un certificat d'affichage de l'arrêté et par l'exemplaire joint au dossier de l'avis affiché.

Cet avis sera, en outre, inséré en caractères apparents dans au moins un journal diffusé dans tout le territoire et diffusé sur un support radiophonique permettant de couvrir l'ensemble du territoire, une première fois, huit jours au moins avant le début de l'enquête et une seconde fois, durant les huit premiers jours de l'enquête, par les soins de la direction de l'équipement.

Art. 4.— Trois dossiers de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique comprenant le plan du projet, la notice explicative, le coût de l'opération et l'étude d'impact seront déposés :

- deux, respectivement dans les bureaux des mairies de Aratika et de Fakarava ;
- le troisième dans les locaux du bureau foncier de la direction de l'équipement du 14 au 29 mai 2001 inclus.

Toute personne pourra chaque jour de huit heures à quatorze heures, les samedis, dimanches et jours fériés exceptés, prendre connaissance sur place des pièces déposées et consigner éventuellement ses observations sur le registre ou les adresser, par écrit, au commissaire enquêteur dont le siège est indiqué à l'article 2.

Art. 5.— A l'expiration du délai d'enquête ci-dessus fixé, le maire de la commune associée de Aratika, le maire de la commune de Fakarava et le directeur de l'équipement procéderont, chacun en ce qui le concerne sous sa signature, à la clôture du registre et le fera parvenir avec le dossier d'enquête, dans les vingt-quatre heures au commissaire enquêteur. Celui-ci, après avoir entendu toutes les personnes susceptibles de l'éclairer sur le projet, fera parvenir l'ensemble des pièces avec son avis sur le projet au Président du gouvernement de la Polynésie française (direction de l'équipement).

Ces opérations devront être terminées dans un délai de trente jours à compter de l'expiration du délai d'enquête fixé à l'article 4 du présent arrêté, c'est-à-dire le 29 juin 2001.

Une copie du rapport dans lequel le commissaire enquêteur aura énoncé ses conclusions sera déposée aux mairies de Aratika et de Fakarava ainsi qu'à la direction de l'équipement.

Art. 6.— Trois dossiers destinés à l'enquête parcellaire resteront déposés :

- deux, respectivement dans les bureaux des mairies de Aratika et de Fakarava ;
- le troisième dans les locaux du bureau foncier de la direction de l'équipement pendant le même délai que celui prévu à l'article 4 du présent arrêté, c'est-à-dire du 14 au 29 mai 2001 inclus.

Toute personne pourra en prendre connaissance dans les mêmes conditions fixées à l'article 3 et consigner éventuellement ses observations concernant les limites des biens à exproprier sur le registre prévu pour la circonstance.

Notification individuelle et collective du dépôt du dossier d'enquête parcellaire à la mairie de Aratika et à la mairie de Fakarava sera faite, sous pli recommandé, avec demande d'avis de réception, aux propriétaires intéressés et respectivement au maire de la commune associée de Aratika et au maire de la commune de Fakarava par la direction de l'équipement.

Art. 7.— Conformément à l'article R 11-23 du code de l'expropriation, les propriétaires auxquels notification sera faite du dépôt du dossier d'enquête parcellaire en mairie, seront tenus de fournir les indications relatives à leur identité, ou à défaut, de donner tout renseignement en leur possession sur l'identité du ou des propriétaires actuels.

Art. 8.— A l'expiration du délai d'enquête ci-dessus fixé, le maire de la commune associée de Aratika, le maire de la commune de Fakarava et le directeur de l'équipement procéderont, chacun en ce qui le concerne sous sa signature, à la clôture du registre et le fera parvenir avec le dossier d'enquête, dans les vingt-quatre heures au commissaire enquêteur. Celui-ci, après avoir entendu toutes les personnes susceptibles de l'éclairer sur le projet, fera parvenir l'ensemble des pièces avec son avis sur le projet au Président du gouvernement de la Polynésie française (direction de l'équipement).

Ces opérations devront être terminées dans un délai de trente jours à compter de l'expiration du délai d'enquête fixé à l'article 4 du présent arrêté, c'est-à-dire le 29 juin 2001.

Art. 9.— Si le commissaire enquêteur propose en accord avec l'expropriant un changement et si le changement rend nécessaire l'expropriation de nouvelles surfaces, avertissement en sera donné dans les mêmes conditions fixées à l'article 6 du présent arrêté. Les propriétaires ou intéressés seront tenus de se conformer aux dispositions de l'article 7 du présent arrêté.

Pendant un délai de huit jours à dater de l'avertissement sus-cité, le procès-verbal et les dossiers resteront déposés :

- aux mairies de Aratika et de Fakarava ;
- au bureau foncier de la direction de l'équipement de Papeete situé dans la vallée de Tipaerui, bâtiment de l'arrondissement infrastructure, les intéressés pourront fournir leurs observations.

A l'expiration de ce délai, le commissaire enquêteur fera connaître dans un délai maximum de huit jours ses conclusions et transmettra le dossier au Président du gouvernement de la Polynésie française (direction de l'équipement).

Art. 10.— Le ministre de l'équipement et des autres circonscriptions portuaires est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 mars 2001.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :
Le ministre de l'équipement,
et des autres circonscriptions portuaires,
Jonas TAHUAITU.

ARRETE n° 345 CM du 14 mars 2001 fixant les prix de journée d'hospitalisation du Centre hospitalier territorial de Mamao pour l'année 2001 applicables à compter du 1er janvier 2001 pour les assurés sociaux ne relevant pas des régimes R.G.S., R.N.S. et R.S.T. de la Caisse de prévoyance sociale.

NDR : CHT0100327AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé et de la recherche,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998, ensemble l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 83-181 AT du 4 novembre 1983 relative à la création d'un établissement public dénommé "Centre hospitalier territorial de la Polynésie française" (hôpital de Mamao) ;

Vu l'arrêté n° 999 CM du 12 septembre 1988 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables du Centre hospitalier territorial de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;

Vu la délibération n° 3-2001 CHT relative au prix de journée d'hospitalisation du C.H.T. pour l'année 2001 pour les assurés sociaux ne relevant pas de régimes gérés par la C.P.S. ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 7 mars 2001,

Arrête :

Article 1er.— Sont fixés pour l'année 2001 et ce à compter du 1er janvier 2001 les prix de journée du C.H.T. suivants (en F CFP) :

1° Hospitalisation par spécialité

Spécialités	Montants
Médecine.....	42.300
Cardiologie.....	78.600
Chirurgie.....	65.500
Gynécologie.....	65.500
Obstétrique.....	47.500
O.R.L./O.P.H.....	66.100
- Réanimation	217.900
- Réanimation néonatale	
- Soins intensifs cardio (U.S.I.C.)	
Pédiatrie.....	48.000
Néphrologie.....	73.300

Un supplément de 4.300 F CFP est perçu pour le séjour en chambre hors classe.

2° Hémodialyses

La séance d'hémodialyse est fixée à 52.400 F CFP.

3° Hospitalisations de jour

La tarification de l'hospitalisation d'une durée de moins de 12 heures est de 11.000 F CFP.

S'y rajoutent les actes et soins effectués ainsi que le K.S.O. (forfait salle d'opération).

Le tarif du K.S.O. est fixé à 406 F CFP.

Art. 2.— Le prix de journée intègre tous actes et consultations aux hospitalisés, à l'exception :

- des actes de scanographie qui sont facturés conformément à la nomenclature générale des actes professionnels des médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et auxiliaires médicaux rendue applicable par l'arrêté n° 3347 AA/S du 18 octobre 1972 ;
- des séances de dialyses qui sont facturées conformément au tarif prévu à l'article 1er du présent arrêté ;
- des fournitures de prothèses qui sont facturées à leur prix de revient ;
- des séances de caisson hyperbare qui sont facturées conformément à la nomenclature générale des actes professionnels des médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et auxiliaires médicaux rendu applicable par l'arrêté n° 3347 AA/S du 18 octobre 1972 ;
- de l'hospitalisation de jour facturée conformément au tarif prévu à l'article 1er du présent arrêté.

Art. 3.— La dialyse péritonéale continue ambulatoire (D.P.C.A.) est fixée à 12.600 F CFP par jour.

Art. 4.— Le prix de journée des suites de couches à domicile est fixé à 12.100 F CFP.

Art. 5.— Le prix de journée d'hébergement des accompagnants est fixé à 3.280 F CFP.

Art. 6.— La mise à disposition des locaux d'autopsie est facturée à 27.300 F CFP.

Art. 7.— Le tarif de l'intervention S.M.U.R. est fixé à 103.950 F CFP.

Le tarif de l'évasan aérienne médicalisée est de 250.950 F CFP, hors coût d'affrètement de l'aéronef.

Art. 8.— Est abrogé l'arrêté n° 865 CM du 21 juin 2000.

Art. 9.— Le ministre de la santé et de la recherche est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 mars 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

Le ministre de la santé
et de la recherche,
Patrick HOWELL.

ARRETE n° 350 CM du 14 mars 2001 portant organisation du concours artistique "Design Cyberbus Metu@".

NOR : OPH0100370AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement, de la redistribution et de la valorisation des terres domaniales, chargé de la politique de la ville, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998, ensemble l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 7 mars 2001,

Arrête :

Article 1er.— Il est institué un concours artistique dénommé "Design Cyberbus Metu@", ouvert à toutes personnes physiques ou morales, artistes ou professionnels, dans le but de définir la décoration picturale de l'ensemble extérieur du bus informatique itinérant, prévu dans le cadre des actions de lutte contre l'exclusion.

Art. 2.— Les caractéristiques de la décoration doivent symboliser tradition et modernité et intégrer le logo Metu@.

Art. 3.— La propriété intellectuelle de l'œuvre primée est exclusive du territoire de la Polynésie française.

Art. 4.— Il est institué un jury composé de six représentants du territoire de la Polynésie française, d'un professionnel du graphisme ou art plastique et d'un artiste, désignés par le ministre en charge de la politique de la ville.

Art. 5.— Le ministère en charge de la politique de la ville assure l'organisation du concours et la présidence du jury.

Art. 6.— Un prix de deux cent mille francs pacifiques (200.000 F CFP) récompense le lauréat du concours.

Art. 7.— La dépense est imputée sur le budget du territoire, chapitre 952, sous-chapitre 952-10, article 655-16.

Art. 8.— Le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, et le ministre du logement, de la redistribution et de la valorisation des terres domaniales, chargé de la politique de la ville, porte-parole du gouvernement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 mars 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

Le ministre des finances
et des réformes administratives,
Patrick PEAUCELLIER.

Le ministre du logement,
de la redistribution
et de la valorisation des terres domaniales,
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 351 CM du 14 mars 2001 portant organisation administrative, financière et de contrôle de l'Etablissement public territorial d'enseignement et de formation professionnelle agricoles (E.P.T.E.F.P.A.) de la Polynésie française.

NOR : SDR0100392AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de l'élevage,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998, ensemble l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la convention n° 92-12 du 7 décembre 1992 relative à l'enseignement et à la formation agricole en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 94-77 AT du 23 juin 1994 modifiée portant création de l'Etablissement public territorial d'enseignement et de formation professionnelle agricoles de la Polynésie française, des structures et des instances nécessaires à ses missions ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;

Vu la réglementation comptable des établissements publics locaux d'enseignement et de formation profes-

sionnelle agricoles applicable en métropole, contenue dans l'instruction codificatrice n° 94-100 M99 du 22 septembre 1994 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 7 mars 2001,

Arrête :

Article 1er.— *Dispositions générales*

L'organisation administrative et financière, ainsi que les modalités de contrôle de l'Etablissement public territorial d'enseignement et de formation professionnelle agricoles (E.P.T.E.F.P.A.), ci-après dénommé "l'établissement", sont régis par le présent arrêté.

L'E.P.T.E.F.P.A. est placé sous l'autorité du ministre chargé de l'agriculture qui en assure, sous réserve des compétences dévolues au conseil des ministres, la tutelle administrative et financière.

Les ressources et les dépenses de l'établissement sont celles nécessitées par l'exécution de ses missions.

TITRE Ier

Organisation administrative

Section I - *L'Etablissement public territorial d'enseignement et de formation professionnelle agricoles (E.P.T.E.F.P.A.)*

Chapitre Ier

Le conseil d'établissement

Art. 2.— *Composition*

L'E.P.T.E.F.P.A. est administré par un conseil d'établissement qui règle par ses délibérations les affaires de l'établissement. Le conseil d'établissement est présidé par le ministre chargé de l'agriculture. Le haut-commissaire est membre de droit dudit conseil.

Le conseil d'établissement est composé de 16 membres titulaires ayant voix délibérative :

- le haut-commissaire de la République ou son représentant ;
- le ministre de l'agriculture de la Polynésie française ou son représentant ;
- le ministre de l'éducation de la Polynésie française ou son représentant ;
- un conseiller territorial désigné par l'assemblée de la Polynésie française ou son suppléant ;
- le maire de la commune du siège de l'établissement ou son représentant ;
- le président de la Chambre d'agriculture et de la pêche lagonaire ou son représentant ;
- le chef du service du développement rural ou son représentant ;
- le chef du service de l'administration et du développement des archipels ou son représentant ;
- deux représentants du personnel enseignant, d'éducation et de surveillance ;
- deux représentants du personnel administratif, de service et d'exploitation ;
- deux représentants des élèves ;
- deux représentants des parents d'élèves.

Outre les personnes prévues par les réglementations particulières, le directeur de l'E.P.T.E.F.P.A., le proviseur du lycée agricole, le directeur du C.F.P.P.A., le directeur de l'exploitation agricole et l'agent comptable de l'établissement assistent de droit, avec voix consultative, aux séances du conseil d'établissement.

Art. 3.— Attributions du président

Le président établit l'ordre du jour des réunions, sur proposition du chef d'établissement, convoque et préside les séances du conseil d'établissement.

Il garantit et fait respecter la légalité des débats, signe les actes de séances et contrôle l'exécution des décisions.

Le président peut inviter à assister aux séances toute personne dont l'avis est susceptible d'éclaircir les débats.

Art. 4.— Election des représentants

Les représentants du personnel au conseil d'établissement sont élus tous les ans au sein de deux collèges regroupant, pour le premier le personnel enseignant, d'éducation et de surveillance, pour le second le personnel administratif, de service et d'exploitation.

Les représentants des élèves sont élus tous les ans par les élèves.

Les représentants des parents d'élèves sont élus tous les ans par les parents d'élèves.

Les représentants du personnel, des élèves et des parents d'élèves sont élus au scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste. Les modalités d'élections sont déterminées par le directeur de l'établissement.

Un membre élu ne peut siéger qu'au titre d'une seule catégorie.

Art. 5.— Attributions du conseil d'établissement

Le conseil d'établissement fixe, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur et des objectifs définis par les autorités compétentes, les principes de mise en œuvre des missions assignées à l'établissement et ses règles d'organisation interne.

A ce titre, il règle par ses délibérations les affaires de l'établissement, après avis des conseils compétents et après avoir entendu le rapport du directeur de l'E.P.T.E.F.P.A.

Ses délibérations portent notamment sur :

- 1 Les orientations générales de l'établissement ;
- 2 Les adaptations pédagogiques liées à la situation locale et les programmes particuliers qui en découlent ;
- 3 L'organisation des formations initiale et continue ;
- 4 Le bilan des activités pédagogiques et le rapport annuel ;
- 5 Les règlements intérieurs du conseil d'établissement et des centres ;
- 6 Le budget de l'établissement et les décisions modificatives ;
- 7 Les comptes financiers et l'affectation des résultats ;
- 8 Les admissions en non-valeur et les remises gracieuses ;
- 9 Les emprunts ;
- 10 La souscription et la vente de parts en capital social dans les groupements agricoles ;

- 11 Les conditions générales de passation des contrats, conventions ou marchés ;
- 12 Les conditions dans lesquelles les dépenses peuvent être financées avant exécution ;
- 13 Les concessions de logements et l'utilisation des locaux ;
- 14 L'acceptation ou le refus de dons et legs ;
- 15 La nécessité d'intenter des actions ou de défendre devant les juridictions ;
- 16 La cessation ou la réforme des biens mobiliers ;
- 17 Les conditions générales de recrutement, de gestion, de rémunération et d'emploi des personnels pour autant qu'elles ne résultent pas de la réglementation territoriale et le cas échéant approbation des projets de convention collective et d'accord d'établissement ;
- 19 Les tarifs de cession des produits de l'exploitation ;
- 20 La détermination de l'effectif maximal autorisé des agents de l'établissement, autres que mis à disposition, par niveau d'emploi et par filière ;
- 21 Toutes questions pouvant avoir un impact sur les actes de gestion et l'administration générale de l'établissement.

Art. 6.— Fonctionnement

Le conseil d'établissement se réunit en séance ordinaire sur convocation de son président, au moins deux fois par an. Les convocations, l'ordre du jour et les documents préparatoires sont envoyés aux membres au moins dix jours avant la séance. Le conseil se réunit en séance extraordinaire sur un ordre du jour déterminé à la demande du président ou du tiers de ses membres.

Le conseil d'établissement ne peut siéger valablement que si le nombre de membres présents ou représentés ayant voix délibérative est au moins égal à la moitié des membres qui le composent.

Si ce quorum n'est pas atteint, le conseil d'établissement est convoqué en vue d'une nouvelle réunion qui doit se tenir dans un délai minimal de huit jours et maximal de quinze jours. Il délibère alors valablement, quel que soit le nombre des membres présents. En cas d'urgence, ce délai peut être réduit à trois jours.

Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées. Les abstentions, les votes blancs ou nuls ne sont pas comptés. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante. Le vote à bulletin secret est requis de droit s'il a été demandé par un tiers au moins des membres présents au conseil.

Les fonctions de membre du conseil d'établissement sont gratuites. Cependant, pour les réunions du conseil d'établissement ou lorsqu'une mission est confiée par le conseil d'établissement à un ou plusieurs de ses membres à voix délibérative ou consultative, les frais exposés à cette occasion peuvent être remboursés par l'établissement et éventuellement en accord avec les autorités de tutelle du ou des agents.

Un membre du conseil d'établissement ne peut prendre part aux délibérations dans lesquelles ses intérêts personnels, professionnels ou financiers sont engagés.

Le mandat des membres du conseil d'établissement expire de plein droit lorsqu'ils perdent la qualité ayant conduit à leur désignation.

Chapitre II Le chef d'établissement

Art. 7.— Attributions

Le chef d'établissement de l'E.P.T.E.F.P.A. est l'organe exécutif de l'établissement. Il porte le titre de directeur. En cette qualité :

1° Il est ordonnateur des recettes et des dépenses de l'établissement ;

2° Il prépare les travaux du conseil d'établissement et, notamment, le projet du budget de l'établissement. Ce projet prend en compte les états prévisionnels de recettes et de dépenses proposés par les centres ;

3° Il soumet au conseil d'établissement les projets pédagogiques des centres et le projet d'établissement de l'E.P.T.E.F.P.A. ;

4° Il rend compte au conseil d'établissement de sa gestion ;

5° Il a autorité sur l'ensemble des personnels statutaires ou contractuels, permanents ou temporaires, détachés, affectés ou mis à disposition de l'établissement. Il exerce à leur égard le pouvoir disciplinaire dans le respect des dispositions de la convention n° 92-12 du 7 décembre 1992 ;

6° Il veille au bon déroulement des enseignements ainsi qu'à celui du contrôle continu des aptitudes et des connaissances ;

7° Il peut recevoir délégation pour organiser les examens et concours relevant de l'enseignement agricole d'Etat et de Polynésie française ;

8° Il prend toutes dispositions, en liaison avec les autorités administratives compétentes, pour assurer la sécurité des personnels et des biens, l'hygiène, la salubrité et le bon fonctionnement de l'établissement en cas de difficulté grave ;

9° Il est responsable de l'ordre dans l'établissement. Il veille au respect des droits et des devoirs de tous les membres de la communauté scolaire et assure l'application du règlement intérieur ;

10° S'il y a urgence, notamment en cas d'actions menaçant l'ordre dans les enceintes et les locaux de l'établissement, sans préjudice des dispositions générales réglementant l'accès à l'établissement, il en interdit l'accès à toute personne et le cas échéant, il suspend les enseignements ou autres activités au sein de l'établissement ;

En outre et par délégation du conseil d'établissement,

11° Il peut représenter l'établissement en justice et dans tous les actes de la vie civile et, en cas de nécessité, il peut décider d'intenter des actions ou de défendre devant les juridictions. Il en informe sans délai le président du conseil d'établissement ;

12° Il peut recruter et gérer le personnel d'exploitation ayant un statut de droit privé ;

13° Il peut conclure tout contrat, convention ou marché au nom de l'établissement.

En cas d'urgence ou d'indisponibilité du directeur, le ministre chargé de l'agriculture peut nommer un directeur par intérim.

Section II - Le lycée agricole (L.A.)

Art. 8. — Direction

Le lycée agricole est dirigé par un proviseur nommé par le ministre chargé de l'agriculture. Le proviseur préside le

conseil intérieur du lycée agricole. A ce titre, il présente toutes propositions de ce conseil au conseil d'établissement.

Art. 9. — Le conseil intérieur

Le lycée agricole est doté d'un conseil intérieur qui comprend :

- le proviseur ;
- le directeur de l'E.P.T.E.F.P.A., s'il n'est pas proviseur ;
- le conseiller principal d'éducation en charge de la vie scolaire ;
- deux représentants élus du personnel enseignant, d'éducation et de surveillance ;
- deux représentants élus du personnel administratif et de service ;
- deux représentants élus des élèves et deux suppléants ;
- deux représentants élus des parents d'élèves et deux suppléants.

Les personnes exerçant les fonctions d'adjoint au directeur ou de gestionnaire, lorsqu'elles ne sont pas elles-mêmes élues, participent à titre consultatif aux séances.

Art. 10. — Attributions du conseil intérieur

Le conseil intérieur, organe consultatif, propose le règlement intérieur du lycée agricole au conseil d'établissement, donne son avis et formule des propositions sur les questions relatives à la vie et au travail scolaire.

Les règles de fonctionnement du conseil intérieur ainsi que les modalités d'élection des représentants sont fixées par le règlement intérieur.

Art. 11. — Le conseil de discipline

Le conseil intérieur est le conseil de discipline du lycée agricole. Il est présidé par le proviseur et se réunit à l'initiative de celui-ci.

Le conseil de discipline s'adjoint avec voix consultative et sans participation au délibéré :

- le professeur principal de la classe de l'élève en cause ;
- les deux délégués de la classe de l'élève en cause.

Le conseil de discipline prend ses décisions dans les conditions prévues pour les délibérations du conseil d'établissement. Le vote a lieu à bulletin secret.

Les membres du conseil de discipline sont soumis à l'obligation du secret en ce qui concerne tous les faits et documents dont ils ont eu connaissance en cette qualité.

Lorsqu'un représentant élu des élèves, membre du conseil de discipline, est traduit devant cette assemblée, il est remplacé par son suppléant. Ce remplacement devient définitif pour l'année scolaire en cours si l'élève a fait l'objet d'une sanction du conseil de discipline.

Au cas où l'élève traduit devant le conseil de discipline est un délégué de classe, membre à titre consultatif de ce conseil, il est procédé à une nouvelle élection au sein de la classe pour lui désigner un suppléant.

Le représentant des parents d'élèves est remplacé par son suppléant pour toute séance où le cas d'un de ses enfants serait examiné.

Le conseil de discipline peut prononcer selon la gravité des faits :

- l'avertissement avec inscription au dossier ;
- l'exclusion temporaire de l'établissement ;
- l'exclusion définitive de l'établissement.

Art. 12.— *Le conseil de classe*

Un conseil de classe est institué auprès de chaque classe sous la présidence du proviseur ou de son représentant.

Sont membres du conseil de classe :

- le personnel enseignant, d'éducation et de surveillance de la classe ;
- deux parents d'élèves de la classe désignés par les parents des élèves de la classe ;
- deux délégués des élèves de la classe, désignés par les autres élèves.

Dans le cas où, pour une classe, il s'avérera impossible de désigner des parents d'élèves de la classe, les parents d'élèves d'autres classes pourront se porter candidats.

Le conseil de classe se réunit au moins trois fois par an et chaque fois que le proviseur le juge utile.

Le conseil de classe examine les questions pédagogiques intéressant la vie de la classe, notamment les modalités d'organisation du travail personnel des élèves.

Sur la base de l'évaluation des résultats scolaires établie par le conseil des professeurs de la classe dans le cadre du suivi pédagogique des élèves, le conseil de classe examine le comportement scolaire de chaque élève, afin de mieux le guider dans son travail et ses choix d'études.

Le conseil de classe examine dans les mêmes conditions les propositions d'orientation et de redoublement décidées par le conseil des professeurs. Prenant en compte toute information complémentaire émanant de la famille ou de l'élève, il arrête les propositions d'orientation qui sont ensuite notifiées par le directeur à la famille ou à l'élève majeur.

Section III - *Le Centre de formation professionnelle et de promotion agricole (C.F.P.P.A.)*

Art. 13.— *Direction*

Le Centre de formation professionnelle et de promotion agricole (C.F.P.P.A.) est dirigé par un directeur nommé par le ministre chargé de l'agriculture.

Le directeur assure la présidence du conseil de centre du C.F.P.P.A. ; à ce titre, il présente toutes propositions de ce conseil au conseil d'établissement. En outre, il exécute les décisions pédagogiques du conseil d'établissement, il gère les crédits votés au budget général affectés au C.F.P.P.A., il prépare le projet de budget et de décisions modificatives du C.F.P.P.A.

Art. 14.— *Le conseil de centre*

Le C.F.P.P.A. est doté d'un conseil de centre composé :

- du directeur du C.F.P.P.A. ;
- du directeur de l'E.P.T.E.F.P.A. ou son représentant ;

- du chef du service du développement rural ou son représentant ;
- du président de la Chambre d'agriculture et de la pêche lagonaire ou son représentant ;
- du chef du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelle ou son représentant ;
- du président du groupement des établissements pour la formation continue ou son représentant ;
- d'un intervenant-formateur désigné par le directeur du centre.

Le conseil de centre, organe consultatif, a pour mission d'examiner les programmes annuels, les projets de budget primitif et de décisions modificatives proposés par le directeur, conformément aux directives de politique générale définies par le conseil d'établissement. Il propose le règlement intérieur du C.F.P.P.A. au conseil d'établissement.

Section IV - *L'exploitation agricole (E.A.)*

Art. 15.— *Direction*

L'exploitation agricole est dirigée par un directeur nommé par le ministre chargé de l'agriculture.

Le directeur assure la présidence de la commission d'exploitation ; à ce titre, il présente toutes propositions de ladite commission et rend compte des activités techniques et économiques de l'exploitation au conseil d'établissement. En outre, il exécute les décisions pédagogiques du conseil d'établissement, il gère les crédits votés au budget général affectés à l'exploitation, il prépare le projet de budget et de décisions modificatives de l'exploitation.

Art. 16.— *La commission d'exploitation*

L'exploitation agricole est dotée d'une commission d'exploitation composée :

- du directeur de l'exploitation ;
- du directeur de l'E.P.T.E.F.P.A. ou son représentant ;
- d'un représentant du service du développement rural ;
- d'un représentant de la Chambre d'agriculture et de la pêche lagonaire ;
- de deux enseignants techniques du lycée agricole ;
- d'un représentant d'élèves ou de stagiaires désigné par le directeur.

La commission d'exploitation, organe consultatif, a pour mission d'examiner les projets, le budget primitif et les décisions modificatives proposés par le directeur de l'exploitation, conformément aux directives de politique générale définies par le conseil d'établissement. Elle propose les conditions et les tarifs de cession des produits de l'exploitation et le règlement intérieur de l'exploitation agricole au conseil d'établissement.

TITRE II

Organisation budgétaire et financière

Art. 17.— *Constitution du budget*

Le budget de l'E.P.T.E.F.P.A. est unique. Il comprend deux divisions : services de l'enseignement (L.A., C.F.P.P.A.) : division A, et exploitation agricole : division B.

Chacune de ces divisions comporte une section de fonctionnement et une section des opérations en capital.

La comptabilité de l'exploitation agricole est tenue selon les règles de la comptabilité publique applicable en Polynésie française.

Le budget est établi conformément à la nomenclature budgétaire applicable aux établissements publics d'enseignement agricole (M99).

Art. 18.— *Ressources et dépenses budgétaires*

Les ressources budgétaires comprennent notamment :

- la participation de la Polynésie française ;
- la participation de l'Etat ;
- les produits de l'exploitation agricole et des autres activités ;
- les produits de son patrimoine ;
- les produits financiers ;
- les produits des dons et des legs ;
- les emprunts ;
- les subventions des collectivités publiques et des organismes privés ;
- les produits du service d'hébergement et de restauration.

Les dépenses budgétaires concernent notamment :

- les activités pédagogiques éducatives ;
- l'entretien des matériels et des locaux ;
- les charges générales diverses ;
- les charges propres à l'exploitation agricole ;
- les dépenses d'investissement ;
- les charges financières et exceptionnelles ;
- les charges de personnels.

Art. 19.— *Engagement des dépenses*

L'ordonnateur engage les dépenses de l'établissement conformément à la réglementation en vigueur.

L'engagement comptable qui consiste dans l'affectation d'une partie des crédits budgétaires à la réalisation de la dépense est effectué préalablement à l'engagement juridique qui se présente sous la forme d'une décision, d'un contrat, d'un marché, d'un avenant, d'une commande, d'une mesure de principe ou d'espèce qui directement ou indirectement doit se traduire par une dépense immédiate ou future.

L'ordonnateur s'assure avant tout engagement juridique de la disponibilité suffisante des crédits budgétaires. A cet effet, l'ordonnateur tient la comptabilité des engagements.

Art. 20.— *Disposition finale*

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 mars 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de l'agriculture
et de l'élevage,*
Patrick BORDET.

ARRETE n° 358 CM du 16 mars 2001 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique sur l'aménagement de la route traversière de l'île de Tahiti reliant Papeete à Mataiea.

NOR : SEQ9100391AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement et des autres circonscriptions portuaires,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998, ensemble l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu le code de l'expropriation étendu et adapté dans le territoire de la Polynésie française par la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 et le décret n° 95-323 du 23 mars 1995 et la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 ;

Vu les pièces du dossier ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 7 mars 2001,

Arrête :

Article 1er.— En vue de l'aménagement de la route traversière de l'île de Tahiti reliant Papeete à Mataiea, il sera procédé à une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique.

Art. 2.— Sont désignés en qualité de :

- *commissaire enquêteur* : M. Alvane Ellacott ;
- *commissaire enquêteur suppléant* : M. Siu Ken Khi dit Bernard.

Le commissaire enquêteur a son siège au bureau foncier de la direction de l'équipement, B.P. 85 Papeete.

Art. 3.— Ladite enquête sera ouverte à compter du 2 avril 2001 dans les bureaux des mairies de Papeete et de Mataiea.

Le présent arrêté ainsi qu'un avis faisant connaître au public l'ouverture de l'enquête seront affichés aux portes des mairies. Ces formalités devront être justifiées par un certificat d'affichage de l'arrêté et par l'exemplaire joint au dossier de l'avis affiché.

Cet avis sera, en outre, inséré en caractères apparents dans au moins un journal diffusé dans tout le territoire et diffusé sur un support radiophonique permettant de couvrir l'ensemble du territoire, une première fois, huit jours au moins avant le début de l'enquête et une seconde fois, durant les huit premiers jours de l'enquête, par les soins de la direction de l'équipement.

Art. 4.— Deux dossiers de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique comprenant le plan du projet, la notice explicative, le coût de l'opération et l'étude d'impact seront déposés :

- un dans les bureaux de la mairie de Papeete ;
- un dans les bureaux de la mairie de Mataiea du 2 au 27 avril 2001 inclus.

Toute personne pourra chaque jour de huit heures à quatorze heures, les samedis, dimanches et jours fériés exceptés, prendre connaissance sur place des pièces déposées et consigner éventuellement ses observations sur le registre ou les adresser, par écrit, au commissaire enquêteur dont le siège est indiqué à l'article 2.

Art. 5.— Indépendamment de ces dispositions, les observations faites sur l'utilité publique de l'opération seront reçues par le commissaire enquêteur de chacune des mairies durant trois jours soit les 20, 23 et 24 avril 2001 à la mairie de Papeete et les 25, 26 et 27 avril 2001 à la mairie de Mataiea.

Art. 6.— A l'expiration du délai d'enquête ci-dessus fixé, les maires des communes de Hitiaa O Te Ra et de Teva I Uta et le directeur de l'équipement procéderont, chacun en ce qui le concerne sous sa signature, à la clôture du registre et le fera parvenir avec le dossier d'enquête, dans les vingt-quatre heures au commissaire enquêteur. Celui-ci après avoir entendu toutes les personnes susceptibles de l'éclairer sur le projet, fera parvenir l'ensemble des pièces avec son avis sur le projet au Président du gouvernement de la Polynésie française (direction de l'équipement).

Ces opérations devront être terminées dans un délai de trente jours à compter de l'expiration du délai d'enquête fixé à l'article 4 du présent arrêté, c'est-à-dire le 27 mai 2001.

Une copie du rapport dans lequel le commissaire enquêteur aura énoncé ses conclusions sera déposée aux mairies de Papeete et de Mataiea ainsi qu'à la direction de l'équipement.

Art. 7.— Le ministre de l'équipement et des autres circonscriptions portuaires est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 mars 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,

Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

Le ministre de l'équipement

et des autres circonscriptions portuaires,

Jonas TAHUAITU.

NOR : CPS0100214AC

Par arrêté n° 316 CM du 8 mars 2001.— Les dispositions relatives aux évènements urgents au profit des habitants de Rapa de la convention n° 27-2000, entre le ministère de la défense et le gouvernement de la Polynésie française, sont approuvées.

NOR : ITS0100421AC

Par arrêté n° 319 CM du 12 mars 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 1-2001 ISPF du 23 février 2001 du conseil d'administration de l'Institut de la statistique de la Polynésie française portant proposition du programme de travail de l'Institut de la statistique de la Polynésie française.

NOR : ITS0100422AC

Par arrêté n° 320 CM du 12 mars 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 2-2001 ISPF du 23 février 2001 du conseil d'administration de l'Institut de la statistique de la Polynésie française portant adoption de la création d'un poste d'informaticien de catégorie A et d'un poste d'enquêteur "index B.T.P." de catégorie C de la nouvelle fonction publique territoriale au sein de l'Institut de la statistique de la Polynésie française.

NOR : ITS0100423AC

Par arrêté n° 321 CM du 12 mars 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 3-2001 ISPF du 23 février 2001 du conseil d'administration de l'Institut de la statistique de la Polynésie française portant adoption de l'organigramme fonctionnel au 1er février 2001 de l'Institut de la statistique de la Polynésie française.

NOR : ITS0100425AC

Par arrêté n° 323 CM du 12 mars 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 5-2001 ISPF du 23 février 2001 du conseil d'administration de l'Institut de la statistique de la Polynésie française annulant un titre de recettes.

NOR : ITS0100426AC

Par arrêté n° 324 CM du 12 mars 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 6-2001 ISPF du 23 février 2001 du conseil d'administration de l'Institut de la statistique de la Polynésie française portant admission en non-valeur de deux titres de recettes.

NOR : ITS0100427AC

Par arrêté n° 325 CM du 12 mars 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 7-2001 ISPF du 23 février 2001 du conseil d'administration de l'Institut de la statistique de la Polynésie française portant mise à disposition d'un agent auprès du Conseil fédéral des syndicats libres en Polynésie (C.F.S.L.P.).

NOR : ITS0100428AC

Par arrêté n° 326 CM du 12 mars 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 8-2001 ISPF du 23 février 2001 du conseil d'administration de l'Institut de la statistique de la Polynésie française autorisant la directrice de l'Institut de la statistique de la Polynésie française à signer un bail avec la société T.B. promotion concernant de nouveaux bureaux.

NOR : TFT0100379AC

Par arrêté n° 328 CM du 12 mars 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 3-2001 TFTN du 24 janvier 2001 fixant le montant des indemnités de sujétions financières allouées au chef du bureau de la comptabilité de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture.

NOR : AFD0100340AC

Par arrêté n° 335 CM du 14 mars 2001.— Pour la détermination des plus-values immobilières réalisées au cours de l'année 2001, les coefficients d'érosion monétaire applicables au prix d'acquisition de l'immeuble cédé et de ses majorations sont fixés comme suit :

Année de l'acquisition du bien ou de la dépense	Coefficient à appliquer au prix d'acquisition et aux dépenses effectuées
1996	1,06
1997	1,05
1998	1,03
1999	1,03
2000	1,02

NOR : AFD0100350AC

Par arrêté n° 337 CM du 14 mars 2001.— La Polynésie française (service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles) est autorisée à prendre à bail, des locaux à usage de bureaux sis à Uturoa-Raiatea, d'une superficie de 90 mètres carrés, appartenant à M. Jean-Marc Moo Fat.

La prise à bail est consentie à compter du 1er janvier 2001, pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction, moyennant un loyer mensuel de 112.500 F CFP. La dépense est imputable au budget de la Polynésie française au sous-chapitre 953-03, article 630.

NOR : AFD0100349AC

Par arrêté n° 338 CM du 14 mars 2001.— La prolongation de la durée de prise à bail et la prise à bail par la Polynésie française sont respectivement autorisées, pour le compte du ministère de la mer et de l'artisanat, service des ressources marines, de locaux à usage de bureaux sis à :

- Faa'a, d'une superficie de 16,80 mètres carrés, pour l'installation du bureau d'aide à l'exportation de perles, appartenant à l'Etat et géré par la Sétit ;
- Maharepa-Moorea, d'une superficie de 17,9 mètres carrés, pour l'installation de l'antenne du service dont il s'agit et appartenant à M. Hapai Roometua.

Les présentes locations sont respectivement consenties :

- à compter du 15 octobre 2000 jusqu'au 31 décembre 2000, pour prolongation de la durée du bail, moyennant le loyer mensuel de *trente-cinq mille cinq cent onze francs CFP* (35.511) ;
- à compter du 1er janvier 2001, pour une durée d'un an renouvelable, moyennant le loyer mensuel de *soixante mille francs CFP* (60.000).

Les dépenses sont imputables au budget de la Polynésie française :

- chapitre 960-03, article 826, code service 734, pour la prolongation du bail au profit du bureau d'aide à l'exportation de perles sur Faa'a ;
- chapitre 960-03, article 630-10, code service 734, pour le bail au profit de l'antenne du service des ressources marines à Moorea.

NOR : AFD0100351AC

Par arrêté n° 339 CM du 14 mars 2001.— Le renouvellement de la location de la parcelle de la terre domaniale Orau 2, section B1 n° 6, sise à Ahe Manihi, d'une superficie de 5.000 mètres carrés, est autorisé au profit de Mme Mareikura Mariteragi épouse Sue, pour son exploitation perlière.

La présente location est consentie à compter du 9 novembre 2001 pour une durée de 9 années, moyennant un loyer annuel de *quatre-vingt-onze mille cinq cent quatre-vingt-dix francs CFP* (91.590).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris chaque année par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

NOR : AFS0100367AC

Par arrêté n° 341 CM du 14 mars 2001.— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations suivantes adoptées par le comité de gestion du régime de solidarité territorial en sa séance des 5 et 6 décembre 2000 :

- n° 40-2000 CG.RST relative au budget de l'exercice 2001 du régime de solidarité territorial ;
- n° 41-2000 CG.RST relative au programme du fonds d'action sociale du régime de solidarité territorial pour l'exercice 2001.

NOR : CPS0100394AC

Par arrêté n° 342 CM du 14 mars 2001.— L'article 1er I 1° de l'arrêté n° 567 CM du 18 avril 2000 portant désignation, pour deux ans, des membres du conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française est modifié comme suit :

I) Représentants des employeurs

1° Représentants des organisations professionnelles d'employeurs les plus représentatives :

Au lieu de : suppléant : Eric Pommier ;

Lire : suppléant : Roger Munoz.

A.F.B. - C.P.F.

NOR : AFS0100400AC

Par arrêté n° 343 CM du 14 mars 2001.— Est renvoyée en seconde lecture la délibération n° 47-2000 CG.RST adoptée par le comité de gestion du régime de solidarité territorial en sa séance des 5 et 6 décembre 2000 habilitant la directrice de la Caisse de prévoyance sociale à signer l'avenant n° 2 à la convention entre la Caisse de prévoyance sociale et le Centre hospitalier territorial relative aux dotations globales pour la prise en charge des soins dispensés dans les établissements publics hospitaliers.

NOR : CHT0100325AC

Par arrêté n° 344 CM du 14 mars 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 1-2001 CHT du 15 février 2001 du conseil d'administration du Centre hospitalier territorial de Mamao arrêtant le budget primitif du Centre hospitalier territorial pour l'exercice 2001 à la somme de 11.272.762.662 F CFP et se décomposant tant en recettes qu'en dépenses comme suit :

- section d'investissement 543.000.000 F CFP
- section de fonctionnement 10.729.762.662 F CFP

NOR : AFD0100405AC

Par arrêté n° 346 CM du 14 mars 2001.— La Polynésie française est autorisée à acquérir la parcelle de terre d'une superficie de 2.700 mètres carrés cadastrée section A n° 44 sise à Punaauia et appartenant à M. Jean Lai Woa.

Cette parcelle de terre, qui comporte une construction, est nécessaire à la construction du lycée hôtelier de Punaauia.

Le montant de l'acquisition est fixé à *quarante-cinq millions huit cent mille francs CFP* (45.800.000 F CFP).

Le versement du montant de l'acquisition se fera au compte de M. ou Mme Lai Woa Jean et Gilbert à la banque de Polynésie.

La dépense est imputée au budget de la Polynésie française chapitre 900, A.P. 17.1999, A.A.P. 221.2000.

Article 210-0 correspondant à la parcelle de terre :	27.000.000 F CFP
Article 212-0 correspondant à la construction :	18.800.000 F CFP
Total :	45.800.000 F CFP

L'acte administratif sera exonéré des droits d'enregistrement et de transcription.

NOR : AFD0100406AC

Par arrêté n° 347 CM du 14 mars 2001.— Le renouvellement de l'occupation temporaire du domaine public maritime remblayé, d'une superficie totale de 565 mètres carrés au droit de la terre Opeha, lot n° 2, plan cadastral n° 97 sis à Avera, commune de Taputapuata, est accordé au profit de M. Vastille Rereao Teihotaata, pour une période de neuf (9) années consécutives, à compter du 8 janvier 2001.

Et tel qu'il figure sur le plan enregistré le 12 mars 1992, folio 74, bordereau 2072-1.

La présente autorisation est consentie sous les clauses et conditions stipulées au cahier des charges type d'occupation temporaire à charge de remblai.

En outre, le concessionnaire est tenu :

- d'établir et d'entretenir sur le remblai une servitude de passage public de 3 mètres de largeur, en front de mer, le long des ouvrages de protection ;
- d'édifier une clôture à la limite séparative du passage public décrit ci-dessus et du surplus de l'emplacement réservé à son usage privatif ;
- de faire son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard de tout recours contre la Polynésie française.

La redevance annuelle, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation à Papeete, est fixée à *cinquante-six mille cinq cents francs CFP* (56.500).

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté du 28 février 1980.

En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions ci-dessus, et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, le conseil des ministres pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages-intérêts.

NOR : AFD0100407AC

Par arrêté n° 348 CM du 14 mars 2001.— La Polynésie française est autorisée à acquérir la parcelle cadastrée section P1 n° 5 d'une superficie de 1.200 mètres carrés située dans le quartier Piafau, commune de Faa'a, et appartenant à M. Lewis Gabriel Laughlin dit "Gabilou".

Cette parcelle est destinée à l'implantation d'une station de décantation d'eaux pluviales se jetant dans la rivière Piafau.

Le montant de l'acquisition est fixé à *vingt-trois millions de francs CFP* (23.000.000 F CFP).

La dépense comprenant le prix principal et les frais de l'acte notarié, est imputée au budget de la Polynésie française, chapitre 900, article 210-0, A.P. 17-1999, A.A.P. 211-2000.

L'acte est exonéré des droits d'enregistrement et de transcription.

NOR : AFD0100411AC

Par arrêté n° 349 CM du 14 mars 2001.— Le transfert de la concession temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé, d'une superficie de 610 mètres carrés, au droit du lot n° 1 dépendant du lot de ville n° 93 (sur Mererau) sis à Nunue, commune de Bora Bora, consentie précédemment à M. Warren Ellacott, est autorisé au profit de la société civile Bora - Mererau.

Et tel que le tout figure sur l'extrait du plan annexé à la minute de l'acte administratif en date du 30 octobre 1992 enregistré à Papeete le 6 novembre 1992, folio 108, bordereau 3006-1, joint à la demande de l'intéressée.

La présente autorisation est consentie, pour une durée de neuf (9) années consécutives à compter du 21 octobre 2000, aux clauses et conditions du cahier des charges type de concession temporaire à charge de remblai.

Le concessionnaire est tenu de maintenir sur le remblai le passage public d'une largeur de six (6) mètres le long des ouvrages de protection en bordure du front de mer.

Il devra matérialiser par une haie vive la limite séparative du passage public, du surplus de l'emplacement réservé à son usage privatif.

La redevance annuelle due pour l'occupation temporaire du domaine public maritime, payable d'avance à la recette-conservation à Papeete, est fixée à *soixante et un mille francs CFP* (61.000).

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980.

En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions ci-dessus, et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, le conseil des ministres pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages-intérêts.

L'arrêté n° 1180 CM du 21 octobre 1992 est abrogé.

NOR : TMA0100371AC

Par arrêté n° 352 CM du 14 mars 2001.— M. Herman Klima est autorisé à occuper pour une durée de 15 ans, renou-

velable, le domaine public aéroportuaire de Nuku A Taha (Nuku Hiva, Marquises) dans le cadre de l'édification et l'exploitation d'unités d'hébergement hôtelier.

La présente autorisation est particulière à M. Herman Klima et n'est transmissible à aucune autre personne physique ou morale. Toute cession ou location sera nulle de plein droit.

Les conditions d'occupation du domaine public aéroportuaire de Nuku A Taha (Nuku Hiva, Marquises) par M. Herman Klima font l'objet d'un cahier des charges, auquel sont annexés les surfaces et les plans d'occupation agréés correspondants.

La validité de l'autorisation d'occupation du domaine public aéroportuaire de Nuku Hiva est assujettie à la réalisation effective du projet hôtelier dans un délai de 2 ans à la date de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La présente occupation du domaine public aéroportuaire territorial donne lieu au versement de la redevance annuelle comme fixée par arrêté n° 709 CM du 8 juillet 1996, laquelle s'élève à 25.500 F CFP.

L'arrêté n° 1742 MTR du 6 avril 2000 autorisant M. Herman Klima à occuper le domaine public aéroportuaire de Nuku A Taha (Nuku Hiva, Marquises) à des fins d'habitation et d'exploitation commerciale est abrogé.

NOR : TMA01003744C

Par arrêté n° 353 CM du 14 mars 2001.— Est ajouté à la desserte du navire Taporo VI, exploité par la Compagnie française maritime de Tahiti, l'atoll de Takaroa, des Tuamotu de l'Ouest. L'escale de Takaroa se fera uniquement lors du voyage retour du navire Taporo VI sur Papeete, pour le débarquement de fruits et légumes en provenance des îles Marquises.

Toutes autres opérations commerciales (achat et/ou transport de coprah, de marchandises, vente à l'aventure de marchandises autre que les fruits et légumes des îles Marquises) pendant cette escale sont interdites.

Cette extension de desserte est soumise aux conditions prévues par l'arrêté n° 1241 CM du 31 août 2000 et notamment à son article 4.

NOR : TMA0100376AC

Par arrêté n° 354 CM du 14 mars 2001.— Une licence d'armateur est accordée à la S.N.C. Aremiti pour l'exploitation du navire Aremiti 3 sur la desserte maritime régulière des îles Sous-le-Vent, en particulier des îles de Huahine, Raiatea et Bora Bora (à la demande).

Les caractéristiques du navire Aremiti 3 sont les suivantes :

Nom actuel du navire : Aremiti 3
Date et lieu de construction : 1994 à Singapour
Type : catamaran
Port en lourd : 35 tonnes
Jauge brute : 478 tonneaux
Longueur : 40 mètres
Largeur : 11 mètres
Tirant d'eau : 0,90 mètres

Motorisation : 2 x 2.800 CV

Vitesse : 28 nœuds

Consommation : 1.000 litres/heure

Capacité de transport : 356 passagers en catégorie 2

Franc-bord délivré par : Bureau Véritas.

Et tel que le tout figure dans le dossier détenu par le service des transports maritimes et aériens.

Le navire Aremiti 3 est basé à Papeete. Il effectue au minimum quatre-vingt-dix (90) rotations annuelles sur la ligne Papeete-Huahine-Raiatea-Huahine-Papeete. L'île de Bora Bora sera desservie à la demande.

L'activité de transport s'effectue aux risques et périls de l'armateur, la Polynésie française déclinant toute responsabilité en cas de déficit d'exploitation.

La validité de la présente licence est subordonnée aux réserves suivantes :

- L'armement Aremiti se rapprochera du port autonome de Papeete pour l'attribution d'un poste à quai, à Papeete pour la desserte citée ci-dessus ;

- La mise en service du navire Aremiti 3 sur la desserte précitée avant le 31 août 2001.

NOR : TMA0100377AC

Par arrêté n° 355 CM du 14 mars 2001.— L'allocation totale est basée sur quatre-vingt-dix (90) rotations minimum annuelles sur la desserte maritime régulière des îles Sous-le-Vent, en particulier des îles de Huahine et Raiatea.

a) L'annexe 2 de l'arrêté n° 1065 CM du 5 octobre 1990 est complétée comme suit :

"Colonne

- | | |
|---|-------------------------------------|
| 1 | S.N.C. Aremiti |
| 2 | Aremiti 3 |
| 3 | arrêté n° CM du |
| 4 | néant (fioul) |
| 5 | 120.000 litres de gazole par mois |
| 6 | néant (fioul) |
| 7 | 1.440.000 litres de gazole par an." |

b) L'annexe 2 de l'arrêté n° 672 CM du 4 août 1993 est complétée comme suit :

"Colonne

- | | |
|---|--|
| 1 | S.N.C. Aremiti |
| 2 | Aremiti 3 |
| 3 | arrêté n° CM du |
| 4 | 950 litres d'huiles lubrifiantes par mois |
| 5 | 11.400 litres d'huiles lubrifiantes par an." |

NOR : AFD0100468AC

Par arrêté n° 356 CM du 16 mars 2001.— La Polynésie française (direction de la santé) est autorisée à prendre à bail :

a) Une parcelle de la terre Tuakitakipo, cadastrée 47, sise à Hao, et les bâtiments y afférents, appartenant aux personnes suivantes : Mmes Tetuahagairua Mapuhia épouse Rosenblatt, Chantal Tinaia Menemene épouse Taie, Tauariki a Teveu épouse Temake, Mlle Elisabeth Kapikura, Mmes Temaruata a Teveu veuve Tefanau et Mere Tokoroa ;

b) Une parcelle de la terre Tuapuku, cadastrée 48, sise à Hao, appartenant aux personnes suivantes : MM. Tearikimoeaga Tefau, Raphaël Tefau, Rogotama Foster et Mme Tuhiaia Ihi Celina Puraga épouse Pahuiri.

Les prises à bail des parcelles précitées sont consenties pour une durée de 30 ans à compter du 1er mars 2001 :

- a) Le montant mensuel de la prise à bail de la parcelle 47 de la terre Tuakitakipo est de 90.000 F CFP ;
- b) Le montant mensuel de la prise à bail de la parcelle 48 de la terre Tuapuku est de 70.000 F CFP.

La dépense est imputable au budget de la Polynésie française au sous-chapitre 950-09, article 630.

NOR : AFD0100448AC

Par arrêté n° 357 CM du 16 mars 2001.— Est autorisée l'affectation des terres domaniales de l'atoll de Tupai d'une superficie totale de 987 hectares 67 ares 5 centiares au profit de la présidence du gouvernement.

Le gardiennage et l'entretien de l'atoll sont assurés par le service dénommé Groupement d'interventions de la Polynésie.

Cet ensemble immobilier a été acquis par la Polynésie française par acte du 23 mars 1998 transcrit à la conservation des hypothèques au volume 2261 n° 21.

Cette affectation est destinée à permettre, sous une compétence unique, la mise en œuvre du plan d'aménagement de l'atoll par les services administratifs concernés.

Le plan d'aménagement détermine les zones destinées à l'industrie touristique, celles réservées à la vente, celles classées en réserve naturelle, ainsi que les installations immobilières réservées à l'accueil et à la réception d'hôtes du gouvernement ou à l'organisation de séminaires et réunions.

Les arrêtés n° 1268 CM du 16 septembre 1999 portant affectation des terres domaniales de l'atoll de Tupai au profit du service du tourisme et n° 144 CM du 5 février 2001 complétant l'arrêté n° 1268 CM du 16 septembre 1999 sont abrogés.

NOR : CPS0100418AC

Par arrêté n° 359 CM du 16 mars 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 5-2000 CA.RNS adoptée par le conseil d'administration du régime des non-salariés dans sa séance du 18 août 2000 relative à l'avenant n° 2 à la convention entre le syndicat des sages-femmes de la Polynésie française et la Caisse de prévoyance sociale.

NOR : CPS0100419AC

Par arrêté n° 360 CM du 16 mars 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 14-2000 CA adoptée par le conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale du 25 août 2000 relative à l'avenant n° 2 à la convention entre le syndicat des sages-femmes de la Polynésie française et la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française.

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 444 PR du 14 mars 2001 relatif aux attributions du ministre du logement, de la redistribution et de la valorisation des terres domaniales, chargé de la politique de la ville et porte-parole du gouvernement.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 454 PR du 11 juin 1998 modifié relatif aux attributions du ministre du logement, de la redistribution et de la valorisation des terres domaniales, chargé de la politique de la ville et porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 2001-23 APF du 8 février 2001 instituant une aide à la construction de logements individuels à usage d'habitation principale,

Arrête :

Article 1er.— L'article 3 de l'arrêté n° 454 PR du 11 juin 1998 susvisé est complété par un second alinéa ainsi rédigé :

"Il reçoit délégation de pouvoir pour l'attribution des aides à la construction de logements individuels à usage d'habitation principale prévues par la délibération n° 2001-23 APF du 8 février 2001. Il signe les actes individuels y afférents."

Art. 2.— Le ministre du logement, de la redistribution et de la valorisation des terres domaniales, chargé de la politique de la ville et porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 mars 2001.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre du logement,
de la redistribution et de la valorisation
des terres domaniales,*
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 446 PR du 15 mars 2001 relatif à l'exercice des attributions du ministre des transports.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 et l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 445 PR du 9 juin 1998 fixant les attributions des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 459 PR du 11 juin 1998 relatif aux attributions du ministre des transports ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Jean-Christophe Bouissou, ministre du logement, de la redistribution et de la valorisation des terres domaniales, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère des transports, pendant l'absence de M. Temauri Foster du 13 au 19 mars 2001 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 mars 2001.

Gaston FLOSSE.

Par arrêté n° 449 PR du 16 mars 2001.— Est déconsignée au profit des marins de la société dénommée M. Albert Tang (navire Rairoa Nui), dont la liste nominative est ci-annexée, la somme de quatre millions neuf cent quarante-trois mille quatre cents francs CFP (4.943.004 F CFP), assortie de ses intérêts, à la Caisse des dépôts et des consignations.

Cette somme sera versée aux marins du navire Rairoa Nui de M. Albert Tang selon la répartition figurant sur la liste ci-annexée, assortie des intérêts individuels, calculés au prorata du principal.

Liste nominative des marins du navire Rairoa Nui
(M. Albert Tang)

N° - Nom et prénoms	PY	Date de naissance	Montant à déconsigner C.D.C. en F CFP
1 Haoa Eddy.....	6301	24/05/63	170.165
2 Houariki Georges.....	5736	18/04/57	1.349.565
3 le Yves.....	5055	19/11/50	80.335
4 Nauta Marama.....	6152	20/07/61	151.178
5 Paheroo Gianni.....	7009	02/04/70	33.595
6 Taerea Marotea.....	6243	03/05/62	335.219
7 Tang Albert.....	3727	25/05/37	947.944
8 Teiho Puarai.....	6451	23/11/64	100.784
9 Teiho Tavita.....	5647	22/09/56	573.304
10 Williams Damas, Tamati.....	3619	14/12/36	499.073
11 Yon Francis.....	5686	26/06/56	701.842
Total.....			4.943.004

Par arrêté n° 450 PR du 16 mars 2001.— M. Taiarui Théodore, né le 5 avril 1955 à Papeete (île de Tahiti), titulaire du brevet de capitaine de la marine marchande, est commissionné pour exercer le pilotage dans les zones relevant de la station de pilotage des îles de la Société.

Il reçoit à cet effet le brevet de pilote pour la station de pilotage des îles de la Société enregistré sous le n° 18-00 PL au service de la navigation et des affaires maritimes.

MINISTRE DES FINANCES ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES

ARRETE n° 792 MFR du 8 mars 2001 suspendant provisoirement la régie d'avances à l'antenne de promotion économique à Los Angeles (U.S.A.).

Le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française,

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements territoriaux ;

Vu l'arrêté n° 291 CM du 16 mars 1992 fixant les modalités d'attribution et les taux de l'indemnité de responsabilité pouvant être allouée aux agents intermédiaires, aux régisseurs de recettes et aux régisseurs d'avances relevant des services territoriaux ou des budgets des établissements publics territoriaux ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 199 PR du 31 mai 1996 modifié relatif aux attributions du ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès ;

Vu l'instruction de janvier 1975 de la direction de la comptabilité publique sur les régies d'avances et de recettes ;

Vu l'arrêté n° 1107 PR du 22 novembre 1991 portant agrément de l'Association française de cautionnement mutuel ;

Vu la délibération n° 96-142 APF du 21 novembre 1996 portant création de la délégation pour la promotion des investissements en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 17 mars 1997 portant organisation et attributions de la délégation pour la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 525 CM du 17 avril 1998 complétant l'arrêté n° 253 CM du 17 mars 1998 ;

Vu l'arrêté n° 2946 MFR du 15 juin 1999 portant institution d'une régie d'avances à l'antenne de la promotion économique de Los Angeles ;

Vu l'arrêté n° 2947 MFR du 15 juin 1999 nommant les régisseurs ;

Vu la lettre n° 13 DDI en date du 19 janvier 2001 du chef de la délégation de la promotion des investissements ;

Vu l'avis conforme de M. le payeur du territoire en date du 16 février 2001,

Arrête :

Article 1er.— Les dispositions des arrêtés n° 2946 MFR et n° 2947 MFR du 15 juin 1999 sont suspendues.

Art. 2.— Le présent arrêté prend effet à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française et sera notifié aux intéressés.

Art. 3.— Le chef du service des finances et de la comptabilité et le payeur du territoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 mars 2001.
Patrick PEAUCELLIER.

ARRETE n° 894 MFR/MSR du 15 mars 2001 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un concours externe sur titres avec épreuves, pour le recrutement d'auxiliaires de soins de catégorie C pour les fonctions d'aide-soignant(e), relevant de la fonction publique de la Polynésie française.

Le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, et le ministre de la santé et de la recherche,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 ;

Vu l'arrêté n° 199 PR du 31 mai 1996 modifié relatif aux attributions du ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique du territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par l'arrêté n° 492 CM du 16 mai 1997 ;

Vu la délibération n° 95-249 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des auxiliaires de soins de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 292 CM du 17 mars 1997 relatif au concours de recrutement des fonctionnaires du cadre d'emplois des auxiliaires de soins de la fonction publique du territoire de la Polynésie française, modifié par l'arrêté n° 975 CM du 15 juillet 1998 ;

Vu l'arrêté n° 683 CM du 16 mai 2000 portant ouverture de concours externes et internes de recrutement de fonctionnaires de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2000,

Arrêtent :

Article 1er.— Est organisé un concours externe sur titres avec épreuves, pour le recrutement de 10 auxiliaires de soins de catégorie C pour les fonctions d'aide-soignant(e) relevant de la fonction publique de la Polynésie française.

Art. 2.— Les conditions d'accès au concours, la nature et le programme des épreuves d'admissibilité et d'admission et la composition du jury sont fixés en application des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 95-249 AT du 14 décembre 1995 modifiée et des articles 1er à 6 de l'arrêté n° 292 CM du 17 mars 1997, modifié par l'arrêté n° 975 CM du 15 juillet 1998.

Art. 3.— Les candidats adressent une demande au service du personnel et de la fonction publique (bâtiment A1, 2e étage, rue du Commandant-Destreumeau à Papeete) qui leur fournira un formulaire d'inscription.

A l'appui du formulaire d'inscription, les candidats doivent fournir les pièces suivantes :

- une photo d'identité ;
- le diplôme requis, à savoir :
 - soit un certificat d'aptitude aux fonctions d'aide-soignant ;
 - soit le certificat d'aptitude à la fonction d'aide-soignant territorial ;
 - ou à défaut une attestation d'examen de passage de 1re en 2e année du diplôme d'Etat d'infirmier ou du diplôme d'infirmier de secteur psychiatrique ;
- trois enveloppes autocollantes timbrées et libellées à l'adresse du candidat.

La date d'ouverture des inscriptions est fixée au mardi 27 mars 2001 et la date de clôture au vendredi 27 avril 2001 à 12 heures.

Tout dossier parvenu au service du personnel et de la fonction publique incomplet ou ultérieurement à cette date ne sera pas pris en considération.

La liste des candidats admis à concourir sera affichée au service du personnel et de la fonction publique.

Art. 4.— Un centre d'examen est ouvert à Papeete. Les candidats sont convoqués individuellement.

Art. 5.— Les épreuves d'admission, dont les dates seront communiquées ultérieurement dans les convocations adressées aux candidats, consistent en :

1° Un entretien avec le jury chargé d'apprécier l'expérience professionnelle des candidats et leur aptitude à exercer la profession dans des missions remplies par les services, suivi de questions portant sur la connaissance de la

Polynésie française, de ses institutions, de sa société, de son histoire, de sa culture et de son environnement. Au cours de cet entretien seront également jugées : la présentation, l'expression orale, la motivation du candidat (durée : 20 minutes, coefficient 3) ;

2° Un entretien facultatif en langue tahitienne portant sur un sujet d'ordre général (durée : 20 minutes, coefficient 2).

La note obtenue à l'épreuve facultative ne peut entrer en ligne de compte que pour sa part excédant la note de 10 sur 20.

Art. 6.— Le ministre des finances et des réformes administratives et le ministre de la santé et de la recherche sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 mars 2001.
Le ministre des finances
et des réformes administratives,
Patrick PEAUCELLIER.

Le ministre de la santé
et de la recherche,
Patrick HOWELL.

Par arrêté n° 801 MFR du 8 mars 2001.— Sont déclarés admis au concours externe de recrutement de 22 praticiens hospitaliers territoriaux de catégorie A, et répartis par spécialité, les candidats suivants :

- 1° *O.R.L.* : M. Amadeo Fabrice ;
- 2° *Chirurgie orthopédique* : M. Muller Guy-Paul ;
- 3° *Cardiologie* : M. Maheu Benoît ;
- 4° *Biologie médicale* : Mlle Hirschauer Claire ;
- 5° *Radiologie* : M. Montaigut Jean-Yves ; Mme Wong Cun Tham épouse Feidt Caroline ;
- 6° *Gastro-entérologie* : M. Balian Axel ;
- 7° *Gynécologie obstétrique* : MM. Cerf Patrick ; Proud'Hon Jean-François ;
- 8° *Endocrinologie* : M. Shan Larrys ;
- 9° *Rhumatologie* : M. Shan Sei Fan Charles ;
- 10° *Ophthalmologie* : MM. Masella Jean-Jacques ; Saint-Blancat Pierre ;
- 11° *Pharmacie* : Mme Cotard épouse Lefort Rebecca ;
- 12° *Pneumologie et réanimation médicale* : M. Quenee Vincent ;
- 13° *Anesthésie-réanimation* : MM. Bonnieux Eric ; Carrere-Debat Denis ; Mme Facon épouse Villata Karine ; Mlle Fussy Agnès ; M. Pichot Yves.

Par arrêté n° 901 MFR du 16 mars 2001.— La société "Tesa S.A.", Fare Ute, zone industriel, B.P. 1675 - 98713 Papeete (Tahiti), représentée par son directeur général

M. Philip W.Y. Siu, est autorisée à ouvrir un entrepôt privé particulier réservé exclusivement au stockage des matériels ménagers et électro-ménagers.

Cet entrepôt est situé derrière le centre des messageries postales, à côté de la société Cotada et rattaché administrativement au bureau de Maere.

L'exploitation de cet entrepôt privé particulier est conditionnée par la signature préalable d'une convention définissant la procédure réglementaire applicable, passée entre la société bénéficiaire et le chef du service des douanes de Polynésie française.

Par arrêté n° 902 MFR du 16 mars 2001.— La société "Alma Vénus S.A.R.L.", Papeete, centre Vaima, B.P. 1634 - 98713 Papeete (Tahiti), représentée par son gérant M. Didier Sibani, est autorisée à ouvrir un entrepôt industriel réservé exclusivement au stockage de marchandises destinées à être ouvrées.

Cet entrepôt est situé dans les bureaux n° 94 et n° 96, centre Vaima à Papeete et rattaché administrativement au bureau de Maere.

L'exploitation de cet entrepôt industriel est conditionnée par la signature préalable d'une convention définissant la procédure réglementaire applicable, passée entre la société bénéficiaire et le chef du service des douanes de Polynésie française.

Par arrêté n° 903 MFR du 16 mars 2001.— La société "S.N.C. M.G. Import", immeuble Artémise, rue des Poilus-Tahitiens, B.P. 4645 - 98713 Papeete (Tahiti), représentée par ses gérants MM. Gaet Laurent et Malasse Alain, est autorisée à ouvrir un entrepôt privé particulier réservé exclusivement au stockage de marchandises.

Cet entrepôt est situé au 1er étage de l'immeuble face à Conforama, rue des Poilus-Tahitiens, et rattaché administrativement au bureau de Maere.

L'exploitation de cet entrepôt privé particulier est conditionnée par la signature préalable d'une convention définissant la procédure réglementaire applicable, passée entre la société bénéficiaire et le chef du service des douanes de Polynésie française.

Par arrêté n° 904 MFR du 16 mars 2001.— La société "South Pacific Representation S.A.R.L.", centre Vaima, B.P. 718 - 98713 Papeete (Tahiti), représentée par ses gérants MM. Renaud Grollemund et Laurent Bessou, est autorisée à ouvrir un entrepôt privé particulier réservé exclusivement au stockage des pièces détachées et des articles de bord.

Cet entrepôt est situé dans le bâtiment KH de l'aéroport de Tahiti-Faaa géré par la société Air Tahiti et rattaché administrativement au bureau de Faa'a Fret.

L'exploitation de cet entrepôt privé particulier est conditionnée par la signature préalable d'une convention définissant la procédure réglementaire applicable, passée entre la société bénéficiaire et le chef du service des douanes de Polynésie française.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES FONCIÈRES,
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
ET DE L'URBANISME**

ARRETE n° 918 MAA.AU du 16 mars 2001 autorisant M. Thierry Barbion à réaliser pour le compte de la S.C.I. Amoe les travaux de viabilisation du lotissement "Zone d'activité de Amoe" sur une parcelle de terre dépendant du domaine Noho Ahu, à Mahina.

Le ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998, ensemble l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 448 PR du 11 juin 1998 modifié relatif aux attributions du ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 relatif aux lotissements ;

Vu les arrêtés n° 4257 MAA du 20 août 1999 et n° 5249 MAA du 1er septembre 2000 portant délégation de signature au chef du service de l'urbanisme ;

Vu la délibération n° 79-50 du 5 avril 1979 et l'arrêté n° 1763 OPT du 16 septembre 1980 modifié relatifs à la mise en place d'installations de télécommunications dans les immeubles et lotissements ;

Vu la demande d'autorisation présentée par M. Barbion Thierry en date du 28 avril 2000 pour le compte de la S.C.I. Amoe ;

Vu l'agrément de l'Office des postes et télécommunications en date du 17 avril 2000 ;

Vu l'avis du directeur de l'équipement en date du 28 août 2000 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Mahina ;

Vu l'avis du préventionniste en date du 4 septembre 2000 ;

Vu l'autorisation d'abattage d'arbres n° 398 FOGER/DR en date du 2 octobre 2000 ;

Vu l'avis de la déléguée à l'environnement en date du 22 novembre 2000 ;

Vu l'avis du chef du service d'hygiène et de salubrité publique en date du 11 décembre 2000 ;

Vu les résultats de la consultation effectuée en application des dispositions du dernier alinéa de l'article 5 de l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 ;

Vu l'avis du chef du service de l'urbanisme en date du 7 mars 2001,

Arrête :

Article 1er.— M. Thierry Barbion est autorisé à réaliser pour le compte de la S.C.I. Amoe les travaux de viabilisation du lotissement "Zone d'activité de Amoe" sur une parcelle de terre dépendant du domaine Noho Ahu, sise à Mahina, cadastrée section T1, n° 176, 177 partie, 293 partie, 290 partie et 374 partie.

Le lotissement sera composé de 22 lots à vocation artisanale et de petite industrie.

Art. 2.— Le dossier du lotissement pris en considération comprend les documents suivants enregistrés au service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction) les 3 mai, 9 juin et 7 août 2000, sous le n° L/2000-07 :

- mémoire descriptif, avant-projet détaillé ;
- plan de situation ;
- plan parcellaire ;
- plan topographique, état des lieux ;
- plan des terrassements généraux ;
- cahier des profils de terrassement ;
- plan du réseau d'eaux pluviales et d'adduction d'eau ;
- plan des réseaux téléphonique et électrique ;
- plan de revêtements, plantations et aménagements divers ;
- profil en long des voies A et B ;
- cahier des profils en travers type et détails ;
- plan du principe de raccordement à la route de ceinture établi par la direction de l'équipement ;
- P.-V. d'essais n° 20-599 en date du 6 juin 2000 ;
- P.-V. d'essais n° 20-668 en date du 23 juin 2000 ;
- règlement de construction ;
- projet de cahier des charges du lotissement ;
- engagement du lotisseur concernant la constitution de l'association syndicale ;
- étude d'impact sur l'environnement.

Art. 3.— Les travaux d'aménagement et de viabilisation seront réalisés conformément au dossier pris en considération, en tenant compte des dispositions suivantes :

1° Terrassement

Les terrassements devront être réalisés en période sèche pour éviter les pollutions telluriques du lagon.

Les prescriptions émises par le laboratoire des travaux publics de Polynésie dans son P.-V. de visite n° 20-668 du 20 juin 2000 devront être respectées, notamment en ce qui concerne la réalisation des remblais et des talus de déblai ainsi que les dispositions spécifiques.

Avant toute demande de certificat de conformité, le promoteur devra fournir une attestation établie par un organisme de contrôle constatant la stabilité générale des talus.

2° Assainissement des eaux pluviales

Pendant toute la durée des travaux, un décanteur devra être mis en place et purgé autant de fois que nécessaire.

Avant le démarrage des travaux, un plan de gestion des eaux de pluie en période de travaux, agréé par la direction de l'équipement, devra être fourni au service de l'urbanisme. Ce plan de gestion devra prévoir la mise en place de fossés drainant les eaux de ruissellement vers les décanteurs/déboueurs et d'un emplacement de dépôts de matériaux en phase de chantier.

3° Assainissement des eaux usées

Des essais de percolation complémentaires devront être réalisés une fois les terrassements réalisés.

En cas d'essais complémentaires défavorables ne confirmant pas l'aptitude des sols en place aux techniques de l'assainissement individuel, une solution collective d'assainissement des eaux usées domestiques par station d'épuration devra être étudiée et présentée au service d'hygiène et de salubrité publique. Dans le présent lotissement, tout projet conduisant à la production d'eaux usées industrielles devra être soumis à l'avis de la délégation à l'environnement, service compétent en matière d'assainissement des eaux industrielles.

4° Sécurité incendie

Les poteaux d'incendie normalisés au nombre de 2 au moins devront avoir les caractéristiques suivantes :

- une sortie de diamètre 100 mm ;
- deux sorties symétriques de diamètre 65 mm ;
- un débit de 17 l/s ;
- une pression dynamique de 1 bar.

5° Réseaux électrique et téléphonique

Les réseaux électrique et téléphonique seront réalisés conformément aux normes techniques de distribution publique.

Avant le début des travaux d'adduction téléphonique, un projet détaillé d'infrastructure téléphonique établi par une entreprise admise par l'O.P.T. devra être présenté au C.C.L./ENSIM (centre de construction des lignes - ensemble immobilier à Arue, téléphone 41.43.62, fax 45.06.38).

6° Voirie

Les travaux de raccordement à la route de ceinture devront être réalisés en tenant compte du plan de principe établi en date du 1er juin 2000 par la direction de l'équipement, joint au dossier.

Sur toute la longueur de la voie A, la largeur de la chaussée devra être portée à 7 mètres et le reste de l'emprise sera aménagé en cheminement piétonnier.

Art. 4.— A l'appui de toute demande de certificat de conformité pour les lots du lotissement, les pièces suivantes complétant le dossier devront être déposées :

- 4 exemplaires du plan de bornage et de récolement des travaux ;
- 4 exemplaires du cahier des charges définitif ;
- 4 exemplaires du règlement de construction précisant l'interdiction de tous travaux dans la zone de recul de 5 mètres en limite ouest du lot n° 22 ;

- une attestation de réception du réseau téléphonique ;
- une attestation de contrôle du réseau incendie ;
- un rapport établi par un organisme agréé ou par le laboratoire des travaux publics sur le contrôle général des terrassements ;
- une attestation de réception des travaux de raccordement à la route de ceinture délivrée par la direction de l'équipement ;
- 4 exemplaires des tests de percolations complémentaires.

Art. 5.— Le présent arrêté devient caduc si les travaux d'aménagement ne sont pas commencés dans un délai de dix-huit (18) mois ou achevés dans un délai de trente-six (36) mois à compter de la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'autorisation.

Art. 6.— Le présent arrêté et le dossier correspondant sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D. 141-22 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats de la mairie de Mahina et du service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction).

Art. 7.— Le chef du service de l'urbanisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 16 mars 2001.

Gaston TONG SANG.

Par arrêté n° 809 MAA.AU du 8 mars 2001.— L'article 5 de l'arrêté n° 2091 MLA du 10 avril 1997 relatif au délai de fin des travaux de la première du lotissement "Vaiope 2" à Punaauia est modifié comme suit :

Au lieu de : "Les travaux d'aménagement ne sont pas terminés dans un délai de 36 mois à compter de la parution au *Journal officiel* de la Polynésie française" ;

Lire : "Les travaux d'aménagement ne sont pas terminés dans un délai de 72 mois à compter de la parution au *Journal officiel* de la Polynésie française".

Le présent arrêté et le dossier correspondant sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D. 141-22 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats de la mairie de Punaauia et du service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction).

**MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DU PLAN ET DE LA PREVISION ECONOMIQUE,
DE L'ENERGIE ET DE LA CIRCONSCRIPTION
PORTUAIRE DES ILES DU VENT**

Par arrêté n° 838 MEC du 13 mars 2001.— Dans le cadre du dispositif d'aide à la création ou au développement d'entreprises, les entreprises désignées ci-après sont attributaires des aides suivantes :

Dénomination de l'entreprise	N° R.C.	N° Tahiti	Montant de l'aide accordée (en F CFP)
Ah Yun Ahiti	36.335 A	535.369	500.000
Ent. Amaru Hiro	35.997 A	527.572	400.000
Ent. La boulangerie traditionnelle/Godet Alain	34.520 A	499.202	500.000
Grosrenaud Jean-Marcel/Tip Nautic	22.609 A	288.811	680.000
Hokahumano Tamahiu Joseph	36.835 A	545.566	150.000
Llorca Paule Andrée	36.263 A	533.737	300.000
Lopez-Diot Henri	37.178 A	553.164	500.000
Maiarii Clément Pascal	37.525 A	559.492	100.000
Tekori Nui Zorovic	37.232 A	554.600	120.000
Teng Roland	37.505 A	558.833	300.000
Tetohu Victorin	37.237 A	552.745	150.000

Ces aides dont le montant s'élève à *trois millions sept cent mille francs CFP* (3.700.000 F CFP) sont à imputer sur les crédits de paiement Op. 211-95, article 130, aides financières à la création ou au développement d'entreprises - C.D. 04.03.

L'entreprise doit, sans les douze mois qui suivent le versement de la subvention, produire les justificatifs auprès du service du développement de l'industrie et des métiers de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

A défaut de production de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette subvention.

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Par arrêté n° 853 MEF du 13 mars 2001.— Les personnes suivantes, accueillies par le service conducteur d'opération en regard ayant à réaliser un ou plusieurs chantiers de réhabilitation ou de reconstruction de biens immobiliers privés ou publics ou de reconstitution de l'outil économique, peuvent bénéficier de l'allocation d'aide "chantier de reconstruction" suite aux sinistres occasionnés par des précipitations exceptionnelles sur la commune associée de Tautira :

Bénéficiaires : 1 - Hira Tetu ; 2 - Marere Ititimaiteraï ; 3 - Marere Daniel, Thomasi ; 4 - Marere Daniel, Tevhitua ; 5 - Marere Amonaria ; 6 - Maruaitu née Hoatua Noella, Ephe ; 7 - Nanuaiteraï née Maueau Miriama, Céline ; 8 - Paheo née Taaana Viola ; 9 - Pifao Heïmanu, Roland ; 10 - Romea Arutahi ; 11 - Taitoa Raipoia ; 12 - Teiva Taumihau ; 13 - Temariiauma née Faarua Karine ; 14 - Teniarahi née Pifao Denise, Vahineura ; 15 - Teriinohorai Adrien, Heipua ; 16 - Ti-Paon Raimana, Gisèle.

Service conducteur d'opération : Direction de l'équipement.

Par arrêté n° 854 MEF du 13 mars 2001.— L'identité du bénéficiaire mentionnée au n° 8 de la liste des bénéficiaires du dispositif "C.D.R." établie à l'article 1er de l'arrêté n° 7270 MEF du 29 novembre 2000 concernant la commune associée de Hitiaa est modifiée comme suit :

Bénéficiaire : 8 - Rohi Anne-Marie, Heïoumi.

Service conducteur d'opération : Direction de l'équipement.

Le reste demeure sans changement.

Par arrêté n° 855 MEF du 13 mars 2001.— Les personnes suivantes, accueillies par le service conducteur d'opération en regard ayant à réaliser un ou plusieurs chantiers de réhabilitation ou de reconstruction de biens immobiliers privés ou publics ou de reconstitution de l'outil économique, peuvent bénéficier de l'allocation d'aide "chantier de reconstruction" suite aux sinistres occasionnés par des précipitations exceptionnelles sur la commune de Mahina :

Bénéficiaires : 1 - Heuea Patrick, Mareto ; 2 - Mahagafanau Herenui, Alfred ; 3 - Maihuri Gabriel, Teriimana ; 4 - Make Noël, Aliendez ; 5 - Vaitahe Dezina, Maïate.

Service conducteur d'opération : Direction de l'équipement.

Par arrêté n° 856 MEF du 13 mars 2001.— Les personnes suivantes, accueillies par le service conducteur d'opération en regard ayant à réaliser un ou plusieurs chantiers de réhabilitation ou de reconstruction de biens immobiliers privés ou publics ou de reconstitution de l'outil économique, peuvent bénéficier de l'allocation d'aide "chantier de reconstruction" suite aux sinistres occasionnés par des précipitations exceptionnelles sur la commune de Papara :

Bénéficiaires : 1 - Aai Tumataarere, Pascal ; 2 - Airima Hélène, Nona ; 3 - Ateo Pascal, Raihei ; 4 - Faara Tetuanui, James ; 5 - Faura Viviane, Temake ; 6 - Hioe née Taae Aloma, Hina ; 7 - Lau Chung Way Tchiou Kong ; 8 - Mauritera Timiona, Curtis ; 9 - Moearo née Pihahuna Elise ; 10 - Naehu Teafafa ; 11 - Royer Joeany, Manava ; 12 - Teahu Lydie, Tahia ; 13 - Teipoarii-Mahai Enoha, Enoch ; 14 - Tepa Ariihoro Félix ; 15 - Terei Tefa, Robert ; 16 - Teriivahine Orlando, Tainui ; 17 - Teriivahine Roméo ; 18 - Tetuarearo née Teiho Maire ; 19 - Tetuarearo née Tupai Jacinthe, Rauana.

Service conducteur d'opération : Direction de l'équipement.

Par arrêté n° 857 MEF du 13 mars 2001.— L'identité des bénéficiaires mentionnée aux n° 1, n° 2, n° 10, n° 12, n° 23 et n° 27 de la liste des bénéficiaires du dispositif "C.D.R." établie à l'article 1er de l'arrêté n° 7642 MEF du 12 décembre 2000 concernant la commune de Pirae est modifiée comme suit :

Bénéficiaires : 1 - Paaeho Guillaume, Heifara ; 2 - Teahio Evarito, Teahio ; 10 - Tehahe Alexis, Rony ; 12 - Temaititahio Tom, Paere ; 23 - Tepa Tematuanui Jean-Marc ; 27 - Teriirere Mike, Tetuaveroa.

Service conducteur d'opération : Direction de l'équipement.

Le reste demeure sans changement.

Par arrêté n° 858 MEF du 13 mars 2001.— Les personnes suivantes, accueillies par le service conducteur d'opération en regard ayant à réaliser un ou plusieurs chantiers de réhabilitation ou de reconstruction de biens immobiliers privés ou publics ou de reconstitution de l'outil économique, peuvent bénéficier de l'allocation d'aide "chantier de reconstruction" suite aux sinistres occasionnés par des précipitations exceptionnelles sur la commune associée de Pueu :

Bénéficiaires : 1 - Barff Tavahia, Jimmy ; 2 - Tamu Miriarii, Alfred ; 3 - Taurua Yves, Tefaumarama ; 4 - Teihoarii Géraldo, Uranunua ; 5 - Temariauma Mike, Teiva ; 6 - Teotahi Patrice, Arai ; 7 - Tuahu James, Maraetefau ; 8 - Vaianani Claudino, Témauri ; 9 - Arai Marcel, Désiré ; 10 - Tetuarii Jean, Mataarere ; 11 - Teihoarii Julio, Tehei.

Service conducteur d'opération : Direction de l'équipement.

Par arrêté n° 859 MEF du 13 mars 2001.— L'identité du bénéficiaire mentionnée au n° 8 de la liste des bénéficiaires du dispositif "C.D.R." établie à l'article 1er de l'arrêté n° 7263 MEF du 29 novembre 2000 concernant la commune associée de Taravao est modifiée comme suit :

Bénéficiaire : 8 - Maraiauria Moïse, Mote.

Service conducteur d'opération : Direction de l'équipement.

Le reste demeure sans changement.

Par arrêté n° 860 MEF du 13 mars 2001.— Les personnes suivantes, accueillies par le service conducteur d'opération en regard ayant à réaliser un ou plusieurs chantiers de réhabilitation ou de reconstruction de biens immobiliers privés ou publics ou de reconstitution de l'outil économique, peuvent bénéficier de l'allocation d'aide "chantier de reconstruction" suite aux sinistres occasionnés par des précipitations exceptionnelles sur les communes de Moorea :

Bénéficiaires : 1 - Fareura Teriiteamo, Lorenzo ; 2 - Rere Popaul.

Commune de Pirae		Commune de Pirae	Nature de l'indemnité fixée par le juge de l'expropriation	Indemnités consignées en F CFP	Indemnités à déconsigner en F CFP
Cadastre	Surf. en m2				
M583	151	Mme Tiare Puaita veuve Peua	Indemnité principale : Indemnité pour arbres et plantes : Total :	800.300 250.000 1.050.300	800.300 250.000 1.050.300

Par arrêté n° 897 MEQ du 15 mars 2001.— Une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Hauverovero lot 1 nécessaire aux travaux d'aménagement de la route d'accès aux abattoirs territoriaux dans la commune de Papara est déconsignée et versée sur le compte bancaire des bénéficiaires, conformément au tableau ci-après :

N° de plan	Nom de la terre et superficie	Nom des propriétaires	Indemnités consignées en F CFP	Indemnités à déconsigner en F CFP
6	Hauverovero lot 1 : 1.581 m2	Succession de Mme Catherine Hareuta : - Mme Tehaihai Tehiva veuve Hamblin - Mme Avelina Hamblin épouse Roopinia - M. Tapurai Hamblin	2.371.500	19.762 9.882 9.881

Service conducteur d'opération : Direction de l'équipement, subdivision de Moorea.

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES AUTRES CIRCONSCRIPTIONS PORTUAIRES

Par arrêté n° 895 MEQ du 15 mars 2001.— Une partie des indemnités relatives aux parcelles de terre sises respectivement dans la commune de Papeete (DX7 de 3.049 mètres carrés) et la commune de Pirae (R2 n° 334 partie plane de 1.810 mètres carrés et partie pentue de 5.491 mètres carrés) nécessaires au projet de résorption de l'habitat insalubre du quartier Timiona à Titiro est déconsignée et versée au compte bancaire des bénéficiaires désignés au tableau ci-après :

Indemnités consignées en F CFP	Bénéficiaires	Indemnités à déconsigner en F CFP
43.120.935	Succession de Matautau Timiona : 1 - Ayants droit de M. Teriitatau Timiona : 1 - Ayant droit de M. Frédéric Timiona - M. Pierre Timiona 2 - Mme Claudine Timiona épouse Tinorua 3 - Mme Mélanie Timiona épouse Garnier	159.708 1.437.365 1.437.365

Par arrêté n° 896 MEQ du 15 mars 2001.— Une partie de l'indemnité relative à la parcelle de terre cadastrée sous la référence M583 est déconsignée et versée au compte bancaire de Mme Tiare Puaita veuve Peua suivant le tableau ci-après :

MINISTERE DU LOGEMENT, DE LA REDISTRIBUTION ET DE LA VALORISATION DES TERRES DOMANIALES

Par arrêté n° 837 MLD du 12 mars 2001.— Sont accordées, aux clauses et conditions du cahier des charges type approuvé par l'arrêté n° 306 CM du 20 mars 1992, les autorisations d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime sis aux îles Sous-le-Vent et figurant sur le tableau ci-après :

N° d'ordre - Bénéficiaires	Désignation	Situation	Destination	Redevances annuelles
		<i>Ile de Raiatea Commune de Taputapuatea</i>		
1 - Mme Elisabeth Barsinas épouse Tavaearii (n° exploitant 236)	1 emplacement maritime de 1 ha	face à la pointe Fainu	élevage de la nacre et ferme perlière	15.000 F CFP
2 - Mme Marthe Atae épouse Bounatiro (n° exploitant 231)	2 emplacements maritimes d'une superficie totale de 1 ha 0 a 56 ca	à 350 m environ au nord du rocher Paiheuta sur le littoral, au nord de la baie Averaiti	élevage de la nacre et ferme perlière (1 ha) 1 maison d'exploitation et de greffage (56 m2)	15.000 F CFP 12.000 F CFP
3 - M. Anthony Chalons (n° exploitant 240)	2 emplacements maritimes d'une superficie totale de 1 ha 0 a 60 ca	dans le creux situé au sud de la pointe Opeha sur le littoral, au bord du tombant, au droit de la terre Opeha	élevage de la nacre et ferme perlière (1 ha) 1 maison d'exploitation et de greffage (60 m2)	15.000 F CFP 12.000 F CFP
4 - M. Teva Adolphe Huioutu - Hapaithaa (n° exploitant 228)	1 emplacement maritime d'une superficie de 1 ha	face à la pointe Maraeroa à environ 1,5 km à l'est	élevage de la nacre et ferme perlière	15.000 F CFP
5 - M. Clément Elvis Epova Hunter (n° exploitant 241)	2 emplacements maritimes d'une superficie totale de 1 ha 0 a 56 ca	au milieu du lagon, face à la pointe Maraeroa sur le littoral, à la pointe Paparaoa	élevage de la nacre et ferme perlière (1 ha) 1 maison d'exploitation et de greffage (56 m2)	15.000 F CFP à compter du 1er septembre 2000 + pénalités de retard 12.000 F CFP à compter du 1er septembre 2000 + pénalités de retard
6 - Mme Pascale Renée Simone Kostecki (n° exploitant 230)	2 emplacements maritimes d'une superficie totale de 1 ha 0 a 56 ca	face à la pointe Maraeroa à environ 1,2 km du rivage, côté récif sur le littoral, dans la baie de Faarepaiti à Opoa	élevage de la nacre et ferme perlière (1 ha) 1 maison d'exploitation et de greffage (56 m2)	15.000 F CFP à compter du 1er septembre 2000 + pénalités de retard 12.000 F CFP à compter du 1er septembre 2000 + pénalités de retard
7 - Mlle Ginette Tavaearii (n° exploitant 237)	1 emplacement maritime d'une superficie de 1 ha	face à la pointe Fainu	élevage de la nacre et ferme perlière	15.000 F CFP
8 - M. Médéric Tavaearii (n° exploitant 235)	2 emplacements maritimes d'une superficie totale de 1 ha 0 a 60 ca	face à la pointe Fainu sur le littoral, face à la pointe Fainu	élevage de la nacre et ferme perlière (1 ha) 1 maison d'exploitation et de greffage (60 m2)	15.000 F CFP 12.000 F CFP
9 - M. Ramond Davide Tavaearii (n° exploitant 239)	1 emplacement maritime d'une superficie de 1 ha	face à la pointe Toehae	élevage de la nacre et ferme perlière	15.000 F CFP
10 - M. Riera Tavaearii (n° exploitant 238)	1 emplacement maritime d'une superficie de 1 ha	face à la pointe Fainu	élevage de la nacre et ferme perlière	15.000 F CFP
		<i>Commune de Tumaraa</i>		
11 - M. Fabien Teva Guilloux (n° exploitant 234)	2 emplacements maritimes d'une superficie totale de 1 ha 0 a 60 ca	à la pointe Pamatai, face à la baie Tetooroa sur le littoral, à la pointe Pamatai	élevage de la nacre et ferme perlière (1 ha) 1 maison d'exploitation et de greffage (60 m2)	15.000 F CFP 12.000 F CFP
12 - M. Albert Daniel Porlier (n° exploitant 229)	1 emplacement maritime d'une superficie de 1 ha	dans la baie de Faatemu	élevage de la nacre et ferme perlière	15.000 F CFP

N° d'ordre - Bénéficiaires	Désignation	Situation	Destination	Redevances annuelles
13 - M. Jorge Hioe (n° exploitant 278)	1 emplacement maritime d'une superficie de 2.000 m ²	Ile de Tahaa face à la pointe Apoopuhi, sur le tombant interne côté récif	1 parc à poissons	5.000 F CFP
14 - M. Edgard Tautu et Mme Maïtere Faimano son épouse (n° exploitant 279)	3 emplacements maritimes d'une superficie totale de 1 ha 10 a 60 ca	dans le creux situé au nord-ouest de l'îlot Toatautu, à environ 800 m à l'ouest de l'îlot Toatautu, à environ 800 m dans le creux situé au nord-ouest de l'îlot Toatautu, à environ 800 m, au bord du tombant	élevage de la nacre et ferme perlière (1 ha) 1 maison d'exploitation et de greffage (60 m ²) 1 parc à poissons (1.000 m ²)	15.000 F CFP 12.000 F CFP 5.000 F CFP
15 - Mme Ruta Nicole Pau épouse Roura (n° exploi- tant 89)	1 emplacement maritime d'une superficie de 2.000 m ²	Ile de Huahine à Fiti à la passe Avapehi sur le côté gauche en sortant	1 parc à poissons (2.000 m ²)	5.000 F CFP

Les maisons d'exploitation et de greffage sont soumises à l'obtention préalable d'un permis de construire délivré par le service de l'urbanisme et les bénéficiaires devront se conformer aux directives dudit service quant aux types de construction qui doivent être de style local et en matériaux naturels.

**MINISTÈRE DE LA CULTURE,
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA VIE ASSOCIATIVE**

ARRETE n° 899 MCE du 16 mars 2001 portant désignation des cinq (5) personnalités compétentes dans les domaines que recouvre le champ des missions de l'établissement public dénommé "Musée de Tahiti et des îles - Te Fare Iamanaha", composant son comité scientifique.

Le ministre de la culture et de l'enseignement supérieur, chargé de la promotion des langues polynésiennes,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 et l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 517 PR du 19 juin 1998 modifié relatif aux attributions du ministre de la culture et de l'enseignement supérieur, chargé de la promotion des langues polynésiennes ;

Vu la délibération n° 2000-137 APF du 9 novembre 2000 portant création d'un établissement public à caractère administratif dénommé "Musée de Tahiti et des îles - Te Fare Iamanaha" ;

Vu l'arrêté n° 1619 CM du 24 novembre 2000 portant organisation et fonctionnement de l'établissement public à caractère administratif dénommé "Musée de Tahiti et des îles - Te Fare Iamanaha" et en particulier son article 14 ;

Vu l'arrêté n° 1703 CM du 13 décembre 2000 nommant Mme Hiriata Millaud en qualité de directrice de l'établissement "Musée de Tahiti et des îles - Te Fare Iamanaha",

Arrête :

Article 1er.— Les cinq (5) personnalités compétentes dans les domaines que recouvre le champ des missions de l'établissement dénommé "Musée de Tahiti et des îles - Te Fare Iamanaha", composant le comité scientifique, sont désignées comme suit, pour une durée de trois ans renouvelable :

Mmes Elisabeth Tatar, Marie-Hélène Joly, Hélène Dano Vanneyre, MM. Christian Coiffier, Christian Gleizal.

Art. 2.— Le ministre de la culture et de l'enseignement supérieur, chargé de la promotion des langues polynésiennes, et la directrice du "Musée de Tahiti et des îles - Te Fare Iamanaha" sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 mars 2001.
Louise PELTZER.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE n° 793 MEN du 8 mars 2001 autorisant le ministère de l'éducation et de l'enseignement technique à installer et exploiter une cuve de gaz pour les équipements techniques du lycée de Papara (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre de l'environnement, chargé des relations avec l'Assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Arrête :

Article 1er.— Le ministère de l'éducation et de l'enseignement technique est autorisé à installer et exploiter une cuve de gaz pour les équipements techniques du lycée polyvalent de Papara, cadastre section AY parcelles n° 84, n° 89, n° 90 et section BB, parcelle n° 130, P.K. 39, commune de Papara.

Equipements et caractéristiques

Art. 2.— L'installation relève de la deuxième classe, rubrique 112-2-a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et comprend :

- une cuve de gaz aérienne de 2.300 kg (environ 5 mètres cubes).

*Prescriptions concernant la cuve de gaz***Art. 3.— Implantation**

Aucune canalisation étrangère au service du stockage (conduites d'eau, de gaz, d'électricité, d'air comprimé, etc.) ne se trouve à moins d'un mètre du réservoir.

Art. 4.— Ravitaillement du stockage

Toutes dispositions sont prises pour que le véhicule ravitailleur ne puisse s'approcher à moins de 3 mètres de la paroi du réservoir et ne puisse gêner les accès et dégagements des bâtiments à usage collectif.

Sauf s'il s'agit de la voie publique, le sol de l'aire de stationnement du véhicule ravitailleur est rendu incombustible.

Art. 5.— Installation

Le réservoir repose de façon stable par l'intermédiaire de berceaux, pieds ou supports construits en matériaux incombustibles. Les fondations, si elles sont nécessaires, sont calculées pour supporter le poids du réservoir supposé rempli d'eau.

Art. 6.— Distance d'éloignement

La bouche de remplissage et l'orifice d'évacuation à l'air libre de la soupape de sûreté du réservoir sont placés à une distance de 1,5 mètre par rapport à :

- toute baie d'un local habité ou occupé ;
- toute ouverture des locaux contenant des feux nus ;
- toute bouche d'égout non protégée par un siphon ;
- tout dépôt de matières combustibles ;
- la limite de propriété et de la voie publique ;
- tout poste de distribution ;
- tout matériel électrique non antidéflagrant.

Art. 7.— Equipements

Le réservoir est efficacement protégé contre la corrosion extérieure, les accessoires sont obligatoirement protégés par un grillage ou un capot ventilé et verrouillé si le réservoir est accessible au public.

Le réservoir comporte :

- un double clapet de remplissage ou dispositif équivalent ;
- une jauge de niveau continu ;

- un dispositif de contrôle du niveau maximal de remplissage dont la valeur est fixée par la société distributrice ;
- éventuellement d'un dispositif de purge.

Art. 8.— Tuyauteries

La résistance mécanique et l'étanchéité de l'ensemble des tuyauteries sont, après montage, éprouvées sous pression. Un certificat de ces épreuves est établi par l'installateur et remis à l'usager. Ces épreuves sont renouvelées après toute intervention pouvant intéresser la résistance et l'étanchéité.

Art. 9.— Mise à la terre

S'il n'est pas relié électriquement à une installation elle-même mise à la terre, le réservoir est relié à une prise de terre particulière.

Art. 10.— Préventions et moyens de lutte contre l'incendie

Les principales consignes de sécurité, notamment la mention "interdit de fumer", sont judicieusement placées.

Un extincteur à poudre portatif homologué NF MIH 55 B minimum 4 kilogrammes, est disposé à proximité du dépôt.

Consignes de sécurité générales

Art. 11.— Le matériel d'extinction est vérifié une fois l'an et la date de contrôle est enregistrée sur une étiquette fixée à chaque appareil.

Art. 12.— Les consignes de sécurité précisant la conduite à tenir en cas d'incendie ou d'accident et les numéros de téléphone des services d'urgence sont indiqués.

Art. 13.— Le personnel est initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné périodiquement.

Art. 14.— Les installations électriques répondent à la norme NF C 15-100 et font l'objet d'une attestation délivrée à l'exploitant par le constructeur ou l'entrepreneur.

Art. 15.— Les installations électriques sont entretenues en bon état, elles sont périodiquement contrôlées par un professionnel agréé. Les rapports de contrôle sont envoyés à l'inspection des installations classées.

Des dispositifs nécessaires pour permettre, en cas de besoin, de mettre hors tension l'installation électrique, sont prévus. Ils sont placés à un endroit facilement accessible par le personnel responsable.

Des dispositifs distincts sont obligatoires pour les installations normales, pour les installations de sécurité et éventuellement pour les installations de remplacement.

Art. 16.— Il est interdit de fumer dans la zone du dépôt, d'y allumer ou d'y introduire une flamme et d'y effectuer des travaux de réparation susceptibles de produire des étincelles, sauf autorisation de l'inspection des installations classées.

Protection de l'environnement

Art. 17.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder

le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 18.— Toutes dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tel que rupture de récipients, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'assainissement ou les milieux naturels.

D'une manière générale, le fonctionnement des installations n'est pas à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

Art. 19.— L'enlèvement ou l'élimination des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usés ne peut être effectué qu'après autorisation de l'inspection des installations classées. L'exploitant ayant préalablement communiqué par écrit, la nature, la quantité et la destination des déchets, matières, produits ou huiles à enlever ou éliminer.

La tenue d'un registre consignait toutes ces opérations est exigée.

Art. 20.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits suspects ou vibrations anormales, susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., est installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Art. 21.— L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Art. 22.— Le bruit mesuré en tout point de la limite de propriété ne dépasse pas les valeurs suivantes :

Zone : Zone résidentielle urbaine.

Jour : 55.

Période intermédiaire : 50.

Nuit : 45.

Emergence autorisée : 3 dB (A).

Période de jour :

- jours ouvrables : de 7 heures à 20 heures.

Périodes intermédiaires :

- jours ouvrables : de 6 heures à 7 heures et de 20 heures à 22 heures ;

- dimanches et jours fériés : de 6 heures à 22 heures.

Période de nuit :

- tous les jours : de 22 heures à 6 heures.

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation.

Les frais seront supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Prescriptions administratives

Art. 23.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public. Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification, sauf cas de force majeure.

Art. 24.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

Art. 25.— L'installation est implantée et exploitée conformément aux plans joints à la demande d'autorisation. Toute modification de ces plans doit, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration auprès de l'inspection des installations classées, délégation à l'environnement.

Art. 26.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'établissement autorisé.

Art. 27.— La déléguée à l'environnement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 8 mars 2001.

Lucie LUCAS.

ARRETE n° 913 MEN du 16 mars 2001 autorisant la société Tahiti Nautic Center à installer et exploiter une station essence marine (établissement de la 1re classe des installations classées, commune de Tiaarapu-Est).

Le ministre de l'environnement, chargé des relations avec l'Assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

.....
Arrête :

Article 1er.— La société Tahiti Nautic Center est autorisée à installer et exploiter la station essence marine, située sur une parcelle de la terre Vaitaare partie de 11.000 mètres carrés, section AB, parcelle n° 24, commune de Tiaarapu-Est.

Equipements et caractéristiques

Art. 2.— L'installation qui relève de la 1re classe de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, comprend les équipements suivants :

- un dépôt enterré de liquides inflammables (rubrique 130) comprenant 2 cuves double enveloppe de 10.000 litres.

Dispositions concernant les cuves enterrées

Construction

Art. 3.— Les fosses et les dalles qui les couvrent sont étanches et construites en matériaux pouvant résister aux charges et poussées qu'elles sont appelées à supporter. Les dalles sont incombustibles et les ouvertures sont fermées par des tampons étanches.

Art. 4.— Les réservoirs métalliques à double paroi répondent aux conditions suivantes :

- ils sont conformes à la norme NF M 88-153 ;
- l'espace compris entre les deux parois est rempli d'un fluide témoin non corrosif et non toxique ;
- ils sont équipés d'un dispositif de sécurité permettant de déceler toute fuite du fluide témoin survenant soit vers l'intérieur, soit vers l'extérieur du réservoir.

En cas de fuite, ce dispositif doit déclencher automatiquement une alarme optique et acoustique judicieusement placée.

Lorsque le dispositif d'alarme fonctionne, toutes les dispositions sont prises par l'utilisateur pour contrôler dans les meilleurs délais l'état du réservoir.

Art. 5.— Les canalisations sont métalliques. Elles sont installées à l'abri des chocs et donnent toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou physico-chimiques (sont interdits les tubes formés ou soudés par forgeage).

Art. 6.— Toutes les précautions sont prises pour protéger les réservoirs, accessoires et canalisations de la corrosion interne ou externe.

Art. 7.— Les réservoirs sont réputés avoir subi avec succès une épreuve hydraulique de la part du constructeur. L'étanchéité des réservoirs, raccords, joints, tampons et canalisations est vérifiée, sous la responsabilité de l'installateur, avant la mise en service de toute l'installation et avant le remblayage éventuel, sous une pression pneumatique de 300 millibars.

Installations et équipements

Art. 8.— Les réservoirs sont maintenus solidement de façon qu'ils ne puissent remonter sous l'effet de la poussée des eaux ou sous celle des matériaux de remblayage par suite de trépidations.

En aucun cas, une cavité quelconque (cave, sous-sol, excavation) ne doit se trouver au-dessous d'un réservoir enterré.

Les parois des différents réservoirs enfouis sont distantes d'au moins 0,20 mètre.

Aucun stockage de matières combustibles ne doit se trouver au-dessus d'un réservoir enterré.

Tout passage de véhicules ou stockage de matériaux divers au-dessus du dépôt est interdit à moins que les réservoirs ne soient protégés par un plancher ou un aménagement pouvant résister aux charges éventuelles.

Art. 9.— Les parois des réservoirs enfouis sont flanquées d'une couche de terre bien pilonnée d'une épaisseur minimale de 0,50 mètre à la partie supérieure du corps du réservoir et de 1 mètre au niveau du plan diamétral horizontal.

Art. 10.— Il est interdit de procéder au déblayage d'une fosse ou d'une excavation et de descendre dans cette fosse ou cette excavation sans en avoir renouvelé complètement l'atmosphère par une ventilation énergétique et sans avoir contrôlé cette atmosphère à l'explosimètre.

La ventilation est maintenue pendant toute la durée du séjour.

Art. 11.— Les réservoirs sont reliés au sol par une prise de terre de large surface, présentant une résistance d'isolement inférieure à 100 ohms.

Par ailleurs, toutes les installations métalliques du dépôt sont reliées par une liaison équipotentielle.

Art. 12.— Chaque réservoir est équipé d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume du liquide contenu.

Le tube de ce jaugeage est normalement fermé à sa partie supérieure par un tampon hermétique qui n'est ouvert que pour le jaugeage ; cette opération est interdite pendant l'approvisionnement du réservoir.

Pour les liquides inflammables de première catégorie, l'orifice du jaugeage par "pige" ne doit pas déboucher dans les locaux habités ou occupés.

Art. 13.— Les canalisations de remplissage ou de soutirage des réservoirs, même enterrées dans le sol, sont placées dans des gaines, tranchées ou caniveaux qui sont remplis de produits inertes et tamisés.

Art. 14.— Chaque orifice de canalisation de remplissage est équipé d'un raccord fixe d'un modèle conforme aux normes spécifiques édictées par l'Association française de normalisation correspondant à l'un de ceux équipant les tuyaux flexibles de raccordement de l'engin de transport.

L'orifice de chacune des canalisations de remplissage est fermé, en dehors des opérations d'approvisionnement, par un obturateur étanche.

La canalisation de remplissage ne peut desservir qu'un seul réservoir et doit plonger jusqu'à proximité du fond de celui-ci.

Il est mentionné de façon apparente, sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice, des indications permettant d'identifier le produit contenu dans le réservoir d'où est issue cette canalisation.

La canalisation de remplissage est à pente descendante vers le réservoir sans aucun point bas. Si les conditions d'installation du réservoir font que cette prescription ne peut être observée, toutes dispositions matérielles sont prises pour éviter l'écoulement du produit par la bouche de remplissage.

L'emploi d'oxygène ou d'air comprimé pour assurer par contact direct la circulation des liquides inflammables de 1^{re} ou 2^e catégorie ou des fuels lourds est interdit.

Toute canalisation de liaison est interdite entre les réservoirs.

Art. 15.— Chaque réservoir est équipé d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes, d'une section totale au moins égale au quart de la somme des sections des canalisations de remplissage et ne comportant ni robinet ni obturateur. Ces tubes sont fixés à la partie supérieure du réservoir, au-dessus du niveau maximal de liquide emmagasiné. Ils ont une direction ascendante et comportent un minimum de coudes.

Les orifices des tubes sont munis d'un grillage, évitant la propagation de la flamme, et sont protégés contre la pluie. Ils débouchent à l'air libre en un endroit visible depuis le point de livraison, à au moins 4 mètres au-dessus du niveau de l'aire de stationnement du véhicule livreur et à une distance horizontale de 3 mètres de toute cheminée, feu nu, porte ou fenêtre de locaux habités ou occupés.

Les gaz et vapeurs évacués par l'évent ne doivent pas gêner les tiers par les odeurs.

Art. 16.— Aucune canalisation, notamment d'alimentation en eau et d'évacuation d'eaux usées, de gaz ou d'électricité ne doit passer à une distance des réservoirs inférieure à 0,50 mètre comptée en projection sur le plan horizontal.

Seuls sont autorisés, y compris à l'intérieur des réservoirs, les matériels électriques de sûreté.

Art. 17.— L'efficacité du dispositif de contrôle permettant de déceler toute fuite du fluide témoin des réservoirs à double paroi est vérifiée au moins une fois par an par une personne compétente.

Les dates de ces contrôles ainsi que les observations les concernant sont portées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 18.— Toute opération de remplissage est contrôlée par un dispositif de sécurité qui interrompt automatiquement le remplissage du réservoir lorsque le niveau maximal d'utilisation est atteint.

Implantation des dépôts

Art. 19.— Les parois des réservoirs enterrés de liquides inflammables de 1^{re} catégorie sont situées à une distance horizontale minimale de 2 mètres des fondations de tout immeuble habité ou occupé.

De plus, autour des réservoirs enfouis, une zone d'isolement entièrement libre est constituée jusqu'à une distance minimale de 2 mètres de leurs parois.

Art. 20.— Les parois des réservoirs enterrés de liquides inflammables et les bouches de remplissage de ces réservoirs sont situées à une distance minimale de 2 mètres de la partie carrossable d'une voie publique et de la limite de propriété.

Art. 21.— Les parois des réservoirs enterrés se trouvent à plus de 6 mètres et les bouches de remplissage et l'extrémité du tube d'évent à plus de 10 mètres des issues de tout établissement recevant du public de 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e catégorie.

Autres dispositions

Art. 22.— La conformité de l'ensemble de l'installation aux présentes règles est attestée par un certificat de l'installateur.

L'essai d'étanchéité de l'ensemble de l'installation fait l'objet d'un procès-verbal signé conjointement par l'installateur et l'exploitant. La date, les conditions et les résultats de cet essai sont mentionnés sur le procès-verbal.

Le certificat de conformité de l'installateur, le certificat d'épreuve du constructeur ou de l'expert, le procès-verbal d'essai et les copies d'agrément du matériel électrique sont transmis à l'inspection des établissements classés avant la mise en service de l'installation.

Art. 23.— Trois extincteurs au moins, homologués NF MIH 55 B du type N, sont installés.

Ces extincteurs sont maintenus constamment en bon état de fonctionnement et placés en des endroits différents, facilement accessibles et judicieusement choisis.

De plus, le dépôt est pourvu de sable en quantité suffisante, maintenu à l'état meuble et sec, et de pelles pour récupérer ce sable sur les fuites et écoulements accidentels.

Art. 24.— L'exploitation et l'entretien du dépôt sont assurés par un préposé responsable. Une consigne écrite indique les modalités d'entretien, la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident.

Elle précise également les précautions à prendre lors du déblayage d'une fosse ou d'une fouille.

Dispositions concernant la distribution

Les appareils de distribution

Art. 25.— L'habillage des parties des appareils de distribution où interviennent les liquides inflammables est en matériaux de catégorie M0 ou M1.

Les parties intérieures de la carrosserie des appareils sont ventilées de manière à ne permettre aucune accumulation des vapeurs des liquides distribués.

Art. 26.— Les appareils de distribution sont ancrés et protégés contre les heurts de véhicules, par exemple au moyen d'îlots de 0,15 mètre de hauteur, de bornes ou de butoirs de roues.

Les appareils de distribution sont installés et équipés de dispositifs adaptés de telle sorte que tout risque de siphonnage soit écarté.

Art. 27.— L'installation est équipée d'un dispositif de sécurité arrêtant automatiquement l'arrivée de produit en cas d'incendie ou de renversement accidentel du distributeur.

Art. 28.— Les flexibles de distribution sont conformes à la norme NF T 47-255. Ils sont entretenus en bon état de fonctionnement et remplacés dès dysfonctionnement.

Art. 29.— Les robinets de distribution sont munis d'un dispositif automatique commandant l'arrêt total du débit lorsque le récepteur est plein.

Prévention de la pollution des eaux

Art. 30.— L'aire de distribution est étanche aux produits susceptibles d'y être répandus et conçue de manière à permettre le drainage de ceux-ci.

Les liquides ainsi collectés doivent, avant leur rejet dans le milieu naturel, être traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures.

Ce décanteur-séparateur est conçu et dimensionné de façon à évacuer un débit minimal de 45 litres par heure, par mètre carré de la surface considérée, sans entraînement de liquides inflammables.

En cas de dysfonctionnement de ce dernier, un dispositif de fermeture efficace permet d'empêcher tout rejet dans le milieu naturel.

Art. 31.— Les rejets provenant de l'aire de distribution présentent une concentration en hydrocarbures inférieure à 20 milligrammes par litre (norme NFT 90.203) ainsi qu'une DCO inférieure à 120 milligrammes par litres (norme NF T 90.101).

Afin d'en vérifier la conformité, un autocontrôle de la qualité des rejets en sortie du dispositif de traitement est effectué par l'exploitant au moins une fois par an. Les résultats d'analyses sont adressés à l'inspection des installations classées.

Art. 32.— Un dispositif de collecte indépendant est prévu en vue de recevoir les autres effluents liquides tels que les eaux de lavage, les eaux de ruissellement provenant de l'extérieur de l'emprise au sol de l'aire de distribution.

Ce dispositif est nettoyé aussi souvent que cela s'avère nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an.

Art. 33.— Afin de prévenir les risques de pollution accidentelle, les bouches d'égout ainsi que les caniveaux non reliés au séparateur sont situés à une distance minimale de 5 mètres de la paroi des appareils de distribution.

Implantation des appareils de distribution

Art. 34.— Les distances minimales d'éloignement suivantes, mesurées horizontalement à partir des parois d'appareils de distribution, sont observées :

- 15 mètres des issues d'un établissement recevant du public de 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e catégorie ;
- 10 mètres d'un immeuble habité ou occupé par des tiers, ou d'un établissement présentant des risques d'incendie ;
- 5 mètres des issues et ouvertures de la boutique, distance ramenée à 2 mètres dans le cas des appareils de distribution de carburant "2 temps" ;
- 5 mètres des limites de la voie publique et des limites de l'établissement, distance pouvant être ramenée à 1,5 mètre sur un seul côté lorsque la limite est constituée par un mur coupe-feu de degré 2 heures ;
- 4 mètres des événements des réservoirs d'hydrocarbures.

Prescriptions de sécurité

Art. 35.— L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, en particulier :

- pour l'aire de distribution ; un bac de 100 litres d'agent fixant ou neutralisant incombustible, avec pelle et couvercle, ainsi qu'une couverture spéciale anti-feu ;
- pour le tableau électrique : un extincteur à gaz carbonique (2 kilogrammes) ;
- un poteau d'incendie normalisé de 100 millimètres, branché sur une conduite de 100 millimètres, assurant un débit de 17 litres par seconde, sous une pression minimale de 1 bar, à une distance réelle n'excédant pas 200 mètres des accès principaux.

Le matériel d'extinction est vérifié au moins une fois l'an. La date de contrôle est enregistrée sur une étiquette fixée à chaque appareil.

Le personnel est initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné régulièrement à cette lutte.

Art. 36.— L'installation est pourvue en produits absorbants appropriés disponibles à proximité immédiate de la zone de ravitaillement afin de parer à tout déversement accidentel dans le milieu marin. Cette réserve comprend :

- 20 mètres de barrage absorbant ;
- 15 mètres de serpillière absorbante pour la récupération de produit en surface ;
- 200 buvards absorbants pour la récupération du produit à proximité de l'enrochement ;
- 10 litres de dispersant V.D.C. plus pour traiter les irisations des rochers ou espaces confinés.

Art. 37.— Les prescriptions à observer par l'utilisateur sont affichées soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes et ce, au niveau de chaque appareil de distribution. Elles concernent notamment l'interdiction de fumer et d'approcher un appareil pouvant provoquer un feu nu, ainsi que l'obligation d'arrêt du moteur.

Art. 38.— Les installations électriques répondent à la norme NF C 15-100 et font l'objet d'une attestation délivrée à l'exploitant par le constructeur ou l'entrepreneur.

Art. 39.— Les installations électriques sont entretenues en bon état et sont périodiquement contrôlées par un professionnel agréé. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 40.— Des dispositifs permettant, en cas de besoin, de mettre hors tension l'installation électrique sont prévus. Ils sont placés à un endroit facilement accessible par le personnel responsable et signalés par des étiquettes.

Prescriptions générales

Art. 41.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits suspects ou vibrations gênantes pour l'environnement.

En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., est installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Art. 42.— Le bruit, exprimé en dB (A) et mesuré en tout point de la limite de propriété, ne dépasse pas les valeurs suivantes :

Zone : Zone à prédominance d'activités commerciales.

Jour : 65.

Période intermédiaire : 60.

Nuit : 55.

Emergence autorisée : 3 dB (A).

Période de jour :

- jours ouvrables : de 7 heures à 20 heures.

Périodes intermédiaires :

- jours ouvrables : de 6 heures à 7 heures et de 20 heures à 22 heures ;
- dimanches et jours fériés : de 6 heures à 22 heures.

Période de nuit :

- tous les jours : de 22 heures à 6 heures.

Art. 43.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 44.— Les déchets et résidus produits par les installations sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envois, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Art. 45.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Elle devient caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification.

Art. 46.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

Art. 47.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée.

Art. 48.— La déléguée à l'environnement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressée.

Fait à Papeete, le 16 mars 2001.
Lucie LUCAS.

ARRETE n° 914 MEN du 16 mars 2001 autorisant la société Total Polynésie à installer et exploiter un dépôt enterré de kérosène sur le site aéroportuaire Motu Mute, Ile de Bora Bora (établissement de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre de l'environnement, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Arrête :

Article 1er.— La société Total Polynésie est autorisée à installer et exploiter un dépôt enterré de 20.000 litres de kérosène sur le site aéroportuaire Motu Mute, commune de Bora Bora.

Equipements et caractéristiques

Art. 2.— L'établissement qui relève de la 1re classe de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, rubriques 130 et 132, comprend comme équipements et infrastructures :

- un dépôt de liquide inflammable constitué d'un réservoir enterré à double enveloppe d'une capacité de 20.000 litres de Jet A1 (kérosène) ;

- une zone de dépotage et de chargement associée à une cuvette de rétention, avec un chariot avitailleur mobile de distribution de carburant ;
- un réseau séparatif de collecte et d'évacuation respectives des eaux résiduaires et des eaux pluviales ;
- un local connexe de rangement divers.

Art. 3.— L'installation est implantée et exploitée conformément aux plans joints à la demande d'autorisation, sous réserve des dispositions du présent arrêté.

Toute modification de ces plans doit, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration auprès de l'inspection des installations classées, à la délégation à l'environnement.

Prescriptions relatives au dépôt de liquide inflammable

Art. 4.— Le réservoir métallique à double paroi est construit en tôle d'acier inoxydable suivant les règles de l'art et conforme aux normes NF M 88-512/513.

L'espace compris entre les deux parois est rempli d'un fluide témoin non corrosif et non toxique.

Un dispositif de sécurité permet de déceler toute fuite du fluide témoin survenant soit vers l'intérieur, soit vers l'extérieur du réservoir. En cas de fuite, ce dispositif doit déclencher automatiquement une alarme optique et acoustique judicieusement placée. Lorsque le dispositif d'alarme fonctionne, toutes les dispositions sont prises par l'utilisateur pour contrôler dans les meilleurs délais l'état du réservoir.

Art. 5.— Les canalisations aériennes de remplissage et de soutirage du réservoir sont en acier inoxydable.

Art. 6.— Toutes les précautions sont prises pour protéger le réservoir, les accessoires et les canalisations de la corrosion interne ou externe.

Art. 7.— Le réservoir est réputé avoir subi avec succès, avant sa mise en service, une épreuve hydraulique à une pression de 3 bars sous la responsabilité du constructeur.

L'étanchéité du réservoir ainsi que celles des raccords, joints, tampons et canalisations est vérifiée, sous la responsabilité de l'installateur, avant la mise en service de toute l'installation et avant le remblayage éventuel, sous une pression pneumatique de 300 millibars.

Art. 8.— L'épreuve hydraulique précitée doit être renouvelée après toute réparation intéressant le réservoir et une période d'arrêt dépassant 24 mois.

Art. 9.— L'efficacité du dispositif de contrôle permettant de déceler toute fuite du fluide témoin du réservoir à double paroi est vérifiée au moins une fois par an par une personne compétente.

Les dates et observations concernant ces vérifications sont portées sur le registre visé à l'article 23.

Art. 10.— La conformité de l'ensemble de l'installation aux présentes règles est attestée par un certificat de l'installateur.

L'essai d'étanchéité de l'ensemble de l'installation fait l'objet d'un procès-verbal signé conjointement par l'installateur et l'exploitant. La date, les conditions et les résultats de cet essai sont mentionnés sur le procès-verbal.

Le certificat de conformité de l'installateur, le certificat d'épreuve du constructeur ou de l'expert, le procès-verbal d'essai et les copies d'agrément du matériel électrique sont transmis à l'inspection des établissements classés avant la mise en service de l'installation.

Art. 11.— Les parois du réservoir enterré sont situées à une distance horizontale minimale de :

- 2 mètres des fondations de tout immeuble habité ou occupé ;
- 6 mètres des issues de secours de tout établissement recevant du public ;
- 2 mètres de la partie carrossable d'une voie publique et de la limite de propriété.

Art. 12.— Les bouches de remplissage du réservoir sont situées à une distance minimale de 2 mètres de la partie carrossable d'une voie publique et de la limite de propriété.

Les bouches de remplissage et l'extrémité du tube d'évent sont situées à plus de 10 mètres des issues de tout établissement recevant du public du premier groupe.

Art. 13.— Le réservoir enterré est maintenu solidement de façon qu'il ne puisse remonter sous l'effet de la poussée des eaux ou sous celle des matériaux de remblayage par suite de trépidations.

En aucun cas, une cavité quelconque (cave, sous-sol, excavation) ne doit se trouver au-dessous d'un réservoir enterré.

Aucun stockage de matières combustibles ne doit se trouver au-dessus du réservoir enterré. Tout stockage de matériaux divers au-dessus du dépôt est interdit à moins que le réservoir ne soit protégé par un plancher ou un aménagement pouvant résister aux charges éventuelles.

Aucune canalisation, notamment d'alimentation en eau et d'évacuation des eaux usées, de gaz ou d'électricité ne passe à une distance du réservoir inférieure à 0,50 mètre comptée en projection sur le plan horizontal.

Seuls sont autorisés, y compris à l'intérieur du réservoir, les matériels électriques de sûreté.

Art. 14.— L'espace libre entre le réservoir et la surface du sol est rempli d'un produit meuble, stable, inerte et incombustible (sable).

Art. 15.— Les canalisations véhiculant les hydrocarbures sont installées en apparent au-dessus d'une zone de rétention et à l'abri des chocs.

Art. 16.— Le réservoir est relié au sol par une prise de terre de large surface, présentant une résistance d'isolement inférieure à 100 ohms.

Par ailleurs, toutes les installations métalliques du dépôt sont reliées par une liaison équipotentielle.

Art. 17.— Le réservoir est muni d'une aspiration flottante spécifique aux réservoirs de liaison de produit aviation.

Art. 18.— Le réservoir est équipé d'un dispositif de jaugeage permettant de connaître à tout moment le volume du liquide contenu ou admissible avant tout remplissage.

Le tube de ce jaugeage est normalement fermé à sa partie supérieure par un tampon hermétique qui n'est ouvert que pour le jaugeage ; cette opération est interdite pendant l'approvisionnement du réservoir.

Art. 19.— Le réservoir est équipé d'un tube d'évent fixe, ne comportant ni robinet ni obturateur. Ce tube est fixé à la partie supérieure du réservoir, au-dessus du niveau maximal de liquide emmagasiné. Il a une direction ascendante et comporte un minimum de coudes.

L'orifice du tube est muni d'un grillage pare-flammes et est protégé contre la pluie. Il débouche à au moins 4 mètres au-dessus du niveau de l'aire de stationnement du véhicule livreur et à une distance horizontale d'au moins 3 mètres de toute cheminée, feu nu, porte ou fenêtre de locaux habités ou occupés.

Les gaz et vapeurs évacués par l'évent ne doivent pas gêner les tiers par les odeurs.

Art. 20.— L'orifice de chaque canalisation de remplissage est fermé, en dehors des opérations d'approvisionnement, par un obturateur étanche.

Il est mentionné de façon apparente, sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice, des indications permettant d'identifier le produit et la capacité du réservoir d'où est issue cette canalisation.

L'emploi d'oxygène ou d'air comprimé pour assurer par contact direct la circulation du carburateur est interdit.

Art. 21.— Toute opération de remplissage est contrôlée par un limiteur de remplissage, conforme à la norme NF M 88-502, qui interrompt automatiquement le remplissage du réservoir lorsque le niveau maximal d'utilisation est atteint.

Art. 22.— L'exploitation du dépôt est assurée par un préposé responsable. La zone s'étendant autour de l'installation est désherbée et entretenue régulièrement.

Une consigne écrite indique les modalités d'entretien, la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident.

Art. 23.— Les interventions intéressant l'ensemble de l'installation sont portées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Prescriptions relatives à l'aire de distribution

Art. 24.— L'ensemble des équipements de l'appareil de distribution mobile (chariot avitailleur) sont en matériaux de catégorie M⁰ ou M¹. Les dispositions constructives du chariot avitailleur ne permettent aucune accumulation des vapeurs des liquides distribués.

Art. 25.— L'appareil de distribution mobile est protégé contre les heurts de véhicules.

Art. 26.— L'appareil de distribution mobile est installé et équipé de dispositifs adaptés de telle sorte que tout risque de siphonnage soit écarté.

En outre, il est équipé d'un dispositif de sécurité arrêtant automatiquement la livraison de produit en cas d'incendie ou de renversement accidentel.

Art. 27.— Les flexibles de distribution sont entretenus en bon état de fonctionnement et remplacés dès dysfonctionnement.

Art. 28.— Les pistolets de distribution sont munis d'un dispositif automatique commandant l'arrêt total du débit lorsque le récepteur est plein.

Art. 29.— Les distances minimales d'éloignement mesurées horizontalement à partir des parois de l'appareil de distribution mobile, sont de :

- 15 mètres des issues d'un établissement recevant du public du premier groupe ;
- 10 mètres d'un immeuble habité ou occupé par des tiers, ou d'un établissement présentant des risques d'incendie, ou d'un stockage extérieur aérien de combustibles inflammables, ou d'un point dangereux ou source potentielle d'ignition ;
- 5 mètres des issues et ouvertures du local de rangement ;
- 5 mètres des limites de la voie publique et des limites de l'établissement, distance pouvant être ramenée à 1,5 mètre sur un seul côté lorsque la limite est constituée par un mur coupe-feu de degré 2 heures ;
- 4 mètres des événements des réservoirs d'hydrocarbures.

Art. 30.— Les fuites sont régulièrement recherchées au niveau de la remorque avitailleur.

En cas d'égouttures ou de déversement accidentel et pour éviter toute ignition d'éventuelles surfaces d'hydrocarbures au contact de point chaud ou la formation de nuage explosif, un rinçage immédiat est effectué.

Prescriptions relatives aux installations électriques

Art. 31.— Les installations électriques répondent à la norme NF C 15-100, et font l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur.

Art. 32.— Les installations électriques sont entretenues en bon état et sont périodiquement contrôlées par un professionnel agréé. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 33.— Des dispositifs permettant, en cas de besoin, de mettre hors tension l'installation électrique sont prévus. Ils sont placés à un endroit facilement accessible par le personnel responsable et signalés par des étiquettes.

Prescriptions relatives à la sécurité incendie

Art. 34.— L'installation dispose d'un moyen de pompage autonome d'eau de mer complété par :

- des tuyaux ;
- une lance à débit variable ;
- une lance à mousse ;
- un stock d'émulseur ;
- au niveau de l'aire de distribution :
 - 1 extincteur de 50 kilogrammes sur roue à poudre polyvalente ABC ;
 - 1 extincteur portatif de 9 kilogrammes à poudre polyvalente ABC pour la zone de dépôtage chargement ;
 - 1 bac à sable de 100 litres maintenu à l'état meuble et sec avec des pelles pour le répandre sur les fuites ou égouttures éventuelles ;
- pour le local de rangement :
 - 1 extincteur portatif à gaz carbonique de 5 kilogrammes ;

- pour la remorque utilisée pour l'avitaillement en carburant :
 - 1 extincteur portatif de 9 kilogrammes à poudre polyvalente ABC.

En cas d'incendie, le centre de secours des sapeurs-pompiers de l'aéroport de Bora Bora est alerté. L'appel au renfort des sapeurs-pompiers doit être officialisé par une convention et possible en permanence.

Le matériel d'extinction est vérifié au moins 2 fois l'an par un expert. La date de contrôle est enregistrée sur une étiquette fixée à chaque appareil.

Le personnel est initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné régulièrement à cette lutte.

Art. 35.— L'enceinte de la zone de dépôt est clôturée sur une hauteur suffisante afin d'assurer une protection mécanique contre tout acte de malveillance.

Art. 36.— Des prescriptions à observer sont affichées en évidence, soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes à l'entrée du dépôt et aux abords des installations. Elles précisent notamment :

- l'interdiction de fumer, de se servir d'un téléphone mobile et de façon générale, d'apporter ou de provoquer du feu sous une forme quelconque ou d'entreposer d'autres matières combustibles ;
- l'obligation d'arrêt du moteur au niveau de l'aire de distribution ;
- l'interdiction d'accès à toute personne étrangère à l'exploitation du dépôt.

Préventions contre les pollutions et nuisances

Art. 37.— Les aires de distribution et de remplissage des liquides inflammables sont étanches aux produits susceptibles d'y être répandus et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci.

Les liquides ainsi collectés sont, avant leur rejet dans le milieu naturel, traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures, dimensionné et entretenu de façon à :

- évacuer un débit minimal de 45 litres par heure, par mètre carré de la surface considérée, sans entraînement de liquides inflammables ;
- obtenir un rejet présentant un pH compris entre 6 et 9 ainsi les valeurs maximales de concentration suivantes :

- Hydrocarbures :	20 mg.l ⁻¹
- DCO :	120 mg.l ⁻¹
- DBO ₅ :	40 mg.l ⁻¹
- MES :	30 mg.l ⁻¹

Le décanteur-séparateur d'hydrocarbures est muni d'un dispositif de fermeture efficace, permettant en cas de dysfonctionnement, d'empêcher tout rejet dans le milieu naturel.

Art. 38.— Un réseau de collecte indépendant est prévu en vue de recevoir les autres effluents liquides non souillés tels que les eaux de pluie provenant des toitures ou les eaux de ruissellement issues de l'extérieur de l'emprise au sol de l'aire de dépôtage-chargement.

Prescriptions générales

Art. 39.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations gênantes pour l'environnement.

En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., est installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Art. 40.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 41.— Les déchets et résidus produits par les installations sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envois, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Art. 42.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Elle devient caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification.

Art. 43.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

Art. 44.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée.

Art. 45.— La déléguée à l'environnement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifiée à l'intéressée.

Fait à Papeete, le 16 mars 2001.
Lucie LUCAS.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Par arrêté n° 807 MTR du 8 mars 2001.— A titre exceptionnel et conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 987 CM du 15 juillet 1998, le navire de réserve Cobia II est autorisé à desservir les atolls de Hao, Amanu, Vairaatea et Hereheretue, pour effectuer un ramassage scolaire, lors de ses voyages n° 2-2001 EDUC-C du 3 mars 2001 (vacances scolaires) et n° 3-2001 EDUC-C du 29 mars 2001 (rentrée scolaire), au départ de Papeete.

La quantité de gazole nécessaire à ces deux ramassages scolaires est de 38.000 (trente-huit mille) litres.

Le navire devra faire contrôler sa drome de sauvetage par le service des affaires maritimes, avant le départ, compatible avec le nombre maximum d'élèves transportés (12).

La vente à l'aventure et les opérations commerciales doivent être réduites au minimum. Le transport d'essence est interdit, sauf la quantité minimale permettant le débarquement et l'accès aux îles à l'aide des baleinières.

Par arrêté n° 808 MTR du 8 mars 2001.— Le navire Aremiti 2 est autorisé à desservir les Tuamotu pour effectuer un ramassage scolaire lors de ses voyages n° 2-2001 EDUC-A du 3 mars 2001 (vacances) et n° 3-2001 EDUC-A du 29 mars 2001 (rentrée).

Les atolls desservis sont Makemo, Taenga, Raroia, Nihiru, Katiu, Raraka, Kauehi, Aratika et Niau.

Est autorisé l'avitaillement du navire Aremiti 2 en gazole de codification douanière 27.10.00.36 (56.000 litres), ainsi qu'en huiles lubrifiantes, servant à l'alimentation de ses moteurs, en vue d'effectuer ces transports.

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETE n° 13-2001 APF/SG du 16 mars 2001 modifiant et complétant l'arrêté n° 12-2001 APF/SG du 12 mars 2001 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française.

Le président de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1356 PR du 8 mars 2001 de M. le Président du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 12-2001 APF/SG du 12 mars 2001 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1371 PR du 14 mars 2001 de M. le Président du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1374 PR du 15 mars 2001 de M. le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— La session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française, ouverte par arrêté n° 12-2001 APF/SG du 12 mars 2001 le jeudi 22 mars 2001 à 9 heures, est reportée au jeudi 29 mars 2001 à 9 heures.

Art. 2.— L'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française est complété comme suit :

- projet de délibération portant modification de la délibération n° 98-62 APF du 11 juin 1998 portant définitions des produits tirés de l'activité de la perliculture en Polynésie française et fixation des règles relatives à la classification de la perle de culture de Tahiti.

Art. 3.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 mars 2001.
Justin ARAPARI.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

CONVENTION de financement n° 259-00 FREPF du 29 décembre 2000.

ENTRE :

- l'Etat (ministère de la défense), représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

ET :

- la commune de Nuku Hiva, représentée par son maire, M. Lucien Kimitete,

Il est convenu ce qui suit :

Dispositions générales

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les modalités de financement, de versement et d'utilisation des crédits, d'un montant de 2.462.620,01 FF (44.800.000 F CFP), affectés à la "Mise en œuvre du programme de gestion des déchets de Nuku Hiva", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— *Description et coût de l'opération*

Cette opération, estimée à un montant global T.T.C. de 3.353.120,99 FF (61.000.000 F CFP), concerne la demande de financement de la mise en place de la partie collecte du programme de gestion des déchets de Nuku Hiva.

L'utilisation de ces crédits devra correspondre à celle décrite dans le dossier technique et financier visé pour l'engagement de l'opération. Ce dossier prend valeur contractuelle.

L'opération sera réalisée selon les modalités d'exécution suivantes :

Mission de la D.A.T. associée à la subdivision administrative des îles Marquises :

- élaboration des dossiers de permis de construire et de demande d'exploiter auprès des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- élaboration des dossiers de consultation des entreprises pour la fourniture des équipements (benne à ordures ménagères et contenants) ;
- élaboration des dossiers de consultation des agences de communication pour la campagne d'information et de sensibilisation associée à la mise en place du programme de gestion des déchets de Nuku Hiva ;
- plans d'exécution des travaux de la déchetterie ;
- sensibilisation des acteurs de la filière ;
- suivi général de la mise en place de cette phase du P.G.D.

Intervention de la régie communale de Nuku Hiva :

- travaux de la déchetterie.

Mission des entreprises retenues pour l'approvisionnement des véhicules de collecte et des contenants :

- commande et fourniture des nouveaux équipements de collecte ;
- mise en état de fonctionnement des différents équipements ;
- formation du personnel communal à l'utilisation de ces nouveaux équipements.

Mission de l'agence de communication :

- conception de la campagne : dépliant génériques, flyers spécifiques, message radio, impression des différents supports de communication ;
- sensibilisation des acteurs de la filière.

Le planning des travaux est annexé à la présente convention.

Art. 3.— *Plan de financement*

Par imputation sur les disponibilités du chapitre 66-50, article 21, du ministère de la défense, il est accordé à la commune de Nuku Hiva une subvention de 2.462.620,01 FF (44.800.000 F CFP) représentant 73,44 % du coût estimé du projet, pour la mise en place de la partie collecte du programme de gestion des déchets de Nuku Hiva.

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

Fonds propres	890.500,98 FF	(16.200.000 F CFP) soit 26,56 %
- Etat	2.462.620,01 FF	(44.800.000 F CFP) soit 73,44 %

CONVENTION de financement n° 22-01 du 6 mars 2001.

ENTRE :

- le Fonds intercommunal de péréquation, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

ET :

- la commune de Fangatau, représentée par son maire, M. Théodore Mauore,

Il est convenu ce qui suit :

Dispositions générales

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Fantagau pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Transport par voie maritime vers Fangatau des matériels cédés gracieusement par le ministère de la défense", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste à transporter par voie maritime de Papeete vers Fangatau les matériels cédés gracieusement à la commune par le ministère de la défense, soit un coût total estimé à 16.528,03 FF, soit 300.678 F CFP.

Art. 3.— Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- F.I.P. (100 %) 16.528,03 FF soit 300.678 F CFP

**CONVENTION de financement n° 23-01
du 6 mars 2001.**

ENTRE :

- le Fonds intercommunal de péréquation, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

ET :

- la commune de Manihi, représentée par son maire, M. Jeannot Mataoa,

Il est convenu ce qui suit :

Dispositions générales

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Manihi pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Transport par voie maritime vers Manihi des matériels cédés gracieusement par le ministère de la défense", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste à transporter par voie maritime de Papeete vers Manihi les matériels cédés gracieusement à la commune par le ministère de la défense, soit un coût total estimé à 9.974,05 FF, soit 181.448 F CFP.

Art. 3.— Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- F.I.P. (100 %) 9.974,05 FF soit 181.448 F CFP

**ACTES DES AUTORITES
DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

SERVICE DES DOUANES

COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

(Période du 22 mars 2001 au 4 avril 2001 inclus)

CODE DEVISE PAYS	DEVICES	Cours en francs pacifiques
USD Etats-Unis d'Amérique.....	1 dollar U.S.	132,76
CHF Suisse.....	1 franc suisse	77,87
AUD Australie.....	1 dollar	66,14
HKD Hong Kong.....	1 dollar	17,02
SGD Singapour.....	1 dollar	75,07
NZD Nouvelle-Zélande.....	1 dollar	55,37
FJD Fidji.....	1 dollar	57,38
SEK Suède.....	1 couronne suédoise	13,01
CAD Canada.....	1 dollar canadien	84,59
NOK Norvège.....	1 couronne norvégienne	14,71
DKK Danemark.....	1 couronne danoise	15,98
JPY Japon.....	100 yens	108,42
GBP Grande-Bretagne.....	1 livre sterling	188,97
BEF Belgique.....	1 franc belge	2,95
ITL Italie.....	100 lires	6,16
DEM Allemagne.....	1 deutsche mark	61,01
NLG Pays-Bas.....	1 florin	54,15
ATS Autriche.....	1 schilling	8,67
ESP Espagne.....	1 peseta	0,71
PTE Portugal.....	1 escudo	0,59
EUR Euro.....	1 Euro	119,33

DIRECTION DES AFFAIRES FONCIERES

CURATELLE AUX SUCCESSIONS ET BIENS VACANTS

AVIS N° 803 DAF.REC-HYP.

Il est donné avis de recherche des héritiers de MM. M. Marahiti a Taero, Gatake a Mahei, Mmes Mamaia a Mahei, Tetarua a Mahei, M. Temere a Mahei, Mme Tutapu a Tearofa, née à Raroia le 23 janvier 1830, MM. Auguste Largeteau, Hukapaa, Punuaroa a Nahenahe, Aopero Kerepare, Mati Petero, Terea Ute, Oreore Bruno, Tearahina Maichaëla, Regavaruvau Jeremia, Puna Naporeo, Torutahi Remuto, Hinanironiro Mihaera, Hakarevareva Tepano, Mariu Mikonore, Temanu Matia, Arigia Atonio, Hereveri Akutino, Hukihiva Keretino, Tutea Keretino, Tekena Keretino, Maurata Onorato, Mme Peratua a Raiheui, Mlle Tamaru a Penei, MM. Tetuanui a Taahirai, Teano Huiroro, M. ou Mme Tahiaupepu, MM. Ruetoiterai Hiro dit Puru Iti, décédé à Papenoo le 17 février 1958, Teriimarama Pihatarioe, Pori Ruarei, décédé à Papenoo le 2 octobre 1892, lesquels sont invités à se faire connaître à la direction des affaires foncières (division de la recette-conservation des hypothèques) (fare haamanaraa), à Fare Ute.

Fait à Papeete, le 16 mars 2001.

*Le curateur aux successions
et biens vacants,
Louis PICARD.*

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

GREFFE DU TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE

Suivant acte aux minutes de la société civile professionnelle "Office notarial CORMIER et CALMET", titulaire d'un office notarial à Papeete, en date du 2 mars 2001, enregistré à Papeete le 7 mars 2001, folio 98, bordereau 3073/1, Mlle Tuline dite Juliette TINORUA, commerçante, demeurant à Amanahaune (Bora Bora), célibataire, a vendu à la société MARINE SERVICES, société à responsabilité limitée au capital de 1.000.000 F CFP, dont le siège est à Fare Maruru, sur le motu Pitiau, île de Bora Bora en Polynésie française, (B.P. 774 Vaitape, Bora Bora),

Un fonds de commerce de vente de bateaux, moteurs, articles d'accastillage, pêche et plongée sous-marine, sis et exploité à Bora Bora (Polynésie française), "Centre commercial de Bora Bora", connu sous le nom de "MARINE SERVICE", pour lequel le vendeur est immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 30.102-A,

Moyennant le prix de *quatorze millions quatre cent soixante-neuf mille quatre cent quinze (14.469.415) francs CFP*.

L'entrée en jouissance a été fixée au 2 mars 2001.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en l'Office notarial CORMIER et CALMET où domicile a été élu à cet effet, et pour être valables, devront être faites par exploit d'huissier, au plus tard dans les dix jours de la présente et dernière insertion.

Pour avis,

Le greffier du tribunal mixte de commerce.

GREFFE DU TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE

Aux termes d'un acte reçu par Me Dominique CALMET, notaire associé de la société civile professionnelle "Office notarial CORMIER et CALMET", le 28 février 2001, enregistré à Papeete le 1er mars 2001, folio 97, bordereau 3040/2, M. Didier Jean Daniel GESRET, commerçant, et Mme Carole Alfreda Simone LARIVIERE, commerçante, son épouse, demeurant ensemble à Moorea, Haapiti, ont cédé à M. Massimo ASTURI, peintre, demeurant à Anaa (Tuamotu) chez Mme Adèle MARO, époux de Mme Vaihere UTIA,

Un fonds de commerce de produits de plage, artisanat, curios sis et exploité à Moorea (Haapiti), centre commercial "Club Saint-Jacques", connu sous le nom de "EMILIE PASSION",

Moyennant le prix de 6.000.000 de francs CFP, payé comptant.

L'entrée en jouissance a été fixée au 28 février 2001.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en l'Office notarial CORMIER et CALMET, où domicile a été élu à cet effet, et, pour être valables, devront être faites par exploit d'huissier, au plus tard dans les dix jours de la présente et dernière insertion.

Pour avis,

Le greffier du T.M.C.

Etude de Me André HAMELIN, notaire à Uturoa

Avis de constitution d'une société civile

Aux termes d'un acte reçu par Me André HAMELIN, notaire à Uturoa, île de Raiatea, les 2 et 13 mars 2001,

Il a été constitué, sous la dénomination sociale "TENIUVIRI", une société civile ayant pour objet l'acquisition et la gestion d'un immeuble sis à Moorea, section de Haapiti.

Le siège social est fixé à Haapiti, île de Moorea, terre Teniuviri.

La durée de la société prendra cours à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés et expirera le 13 mars 2100.

Les associés n'ont effectué que des apports en numéraire, dont le montant s'élève à la somme de *deux cent mille francs pacifiques (200.000 F CFP)*,

La société est gérée et administrée par Mlle Francesca ASCARI, demeurant à Moorea, section de Haapiti.

Clause relative à la cession des parts sociales : Les parts sont librement cessibles entre associés et entre conjoints, ascendants ou descendants du cédant.

Elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'après agrément du cessionnaire proposé par la collectivité des associés représentant deux tiers du capital social.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis et mention,

Me A. HAMELIN, notaire à Uturoa.

**Etude de Me André HAMELIN, notaire à Uturoa
(île de Raiatea)**

Aux termes d'un acte reçu par Me André HAMELIN, notaire à Uturoa, le 14 mars 2001, M. Jean-Yves Adrien DAVIN, artisan peintre, et Mme Isabelle Yvette Marlène GIRARD, professeur d'économie et gestion, demeurant à Tumaraa, section de Tevaitoa, ont décidé de changer le régime matrimonial et d'adopter le régime de la séparation de biens pure et simple.

Cet acte sera soumis à l'homologation du tribunal de première instance de Papeete, section détachée de Uturoa.

Me André HAMELIN.

**La S.E.L.A.R.L. PIRIOU, QUINQUIS, BAMBRIDGE-BABIN,
LAMOURETTE, avocats**

Par requête en date du 12 février 2001, M. Benoît Pierre Marie BERNARD, né le 1er décembre 1970 à Marseille (Bouches-du-Rhône), et Mme Loredana CAPUANO, née le 16 avril 1968 à Naples (Italie), commerçante, ont sollicité du tribunal civil de première instance de Papeete l'homologation de l'acte dressé par Me Dominique CALMET, notaire à Papeete, le 28 septembre 2000, aux termes duquel ils entendent modifier leur régime matrimonial actuel pour adopter celui de la séparation de biens.

Pour extrait,
Temanava BAMBRIDGE-BABIN.

COMPTOIR INDUSTRIEL DE LA PUNARUU

Société à responsabilité limitée

Au capital de 1.200.000 F CFP

Siège social : Z.I. de la Punaruu - Punaauia - Tahiti

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seings privés en date du 1er mars 2001, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société à responsabilité limitée.

Dénomination : COMPTOIR INDUSTRIEL DE LA PUNARUU.

Objet : L'importation, l'exportation, le négoce et la fabrication de tout bien, la prestation de tout service.

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes.

Siège social : Z.I. de la Punaruu, Punaauia, Tahiti.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Capital : 1.200.000 F CFP composé uniquement d'apports en numéraire.

Gérance : M. Yann PARANTHOEN, demeurant à Papeete, M. Didier CHARLES, demeurant à Papeete, et M. Ludovic MARTINET, demeurant à Papeete.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Le représentant légal.

**Etude de Me Bernard BRUGGMANN,
notaire à la résidence de Papeete (île de Tahiti)**

GEOTOP POLYNESIE

Société à responsabilité limitée

Capital : 400.000 F CFP

Siège social : Papeete, 24, rue Nansouty

R.C.S. Papeete n° 3.635-B - N° Tahiti : 187.211

AVIS DE DISSOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des associés, réunie le 31 janvier 2001, a décidé de dissoudre la société par anticipation, à compter du même jour.

Elle a nommé Mme Ginette LAVALETTE, veuve de M. Christian JACOB, demeurant à Pirae, lotissement Pater, n° 75, en qualité de liquidateur avec les pouvoirs les plus étendus.

Le siège de la liquidation a été fixé à Papeete, 24, rue Nansouty.

C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué en annexe, au registre du commerce, au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Il résulte de ce qui précède les modifications ci-après aux mentions antérieurement publiées.

Ancienne mention

Durée de la société : 99 années à compter du 22 mars 1989.

Nouvelle mention

Durée de la société : dissolution anticipée à la date du 31 janvier 2001.

Pour avis et mention :
Le liquidateur.

ANNONCES DIVERSES

A TAUTURU IA NA PAPEETE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(3 mars 2001)

Président	: JAMET Patrice
Vice-présidents	: FAREATA Irène UEVA Félix ESTALL Jacqueline
Secrétaire	: ROBSON Chantal
Secrétaires adjointes	: PAOFI Marie VIRIAMU Ariane
Trésorier	: NANAI Jean-Louis
Trésoriers adjoints	: TEIHOTU Ida YANSAUD Kim TUIHO Teriimana
Commissaires aux comptes	: BOULANGUE Magnolia SALMON Régis

FEDERATION POLYNESIENNE DE BOXE THAILANDAISE ET SES DISCIPLINES ASSOCIEES

Rectificatif à l'annonce parue au J.O.P.F. n° 6 du 8 février 2001 à la page 374.

Au lieu de : Vice-président : TEURA Etienne ;
Lire : Vice-président : TEURA Christian.

Le reste sans changement.

ASSOCIATION FOLKLORIQUE POERANI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (15 février 2001)

Présidente	:	FOSTER Makau
Vice-présidente	:	FOSTER Tukua
Secrétaire	:	FOSTER Teipotemarama
Secrétaire adjoint	:	DELCUVELLERIE Eric
Trésorière	:	TOKOROA Mere
Trésorière adjointe	:	BATANI-GOURNAC Kohai
Assesseurs	:	FOSTER Keha FOSTER Nadine

O'CLOCK

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (28 février 2001)

Présidente	:	TERIIEROOITERAI Temanuata
Vice-présidente	:	BOURSIER Stéphanie
Secrétaire	:	FOURCADE Beverly
Secrétaire adjointe	:	CHARLES Manola
Trésorière	:	CHESNEAU Dorothée
Trésorière adjointe	:	SKPRZYPCZYNSKI Hina

SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DU LOTISSEMENT LICHON

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (17 novembre 2000)

Présidente	:	BESCOND Patricia
Vice-président	:	CHANG André
Secrétaire	:	LICHON Diana
Trésorier	:	MORO Franck

ASSOCIATION TE VE'A MAOHI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (26 novembre 2000)

Présidente	:	MOPI Miriama
Vice-président	:	MANJARD Jean-Claude
Secrétaire	:	TEFAAFANA Iaera
Secrétaire adjoint	:	TEATAOTERANI Nicolas
Trésorière	:	MANJARD Ginette
Trésorier adjoint	:	HAATANI Jimmy
Assesseurs	:	AKA Joseph TEFAAFANA Jacky

DISTRICT DE VOLLEY-BALL DE NUKU HIVA

Modification du bureau (3 février 2001)

Au lieu de :
Secrétaire : KELLY Yadiana ;
Secrétaire adjointe : TAUPOTINI Marie-Yolinda.

Lire :
Secrétaire : TAUPOTINI Marie-Yolinda ;
Secrétaire adjointe : TAMARII Rachel.

ASSOCIATION SYNDICALE DES PROPRIETAIRES DU LOTISSEMENT HOPEUME

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (2 mars 2001)

Directeur	:	MICHEL Jean-Claude
Sous-directeur	:	TRAFTON Luana
Secrétaire	:	TAHUTINI Lyse
Trésorier	:	COSNARD Michel

ASSOCIATION FOLKLORIQUE TE TA'I PAHU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (26 février 2001)

Présidente	:	TEAHUI Terai
Vice-président	:	TUAHINE Jean-Claude
Secrétaire	:	LENOIR Noëla
Secrétaire adjointe	:	TUAHINE Mareva
Trésorier	:	TEAHUI Gilles
Trésorier adjoint	:	LENOIR Victor

ASSOCIATION VAI TOREA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (24 février 2001)

Président d'honneur	:	PERRY Sylve
Président	:	VAN BASTOLAER Roger
Vice-président	:	HITOTI Joseph
Secrétaire	:	FAARUIA Virginie
Secrétaire adjointe	:	BUTSCHER Rose, Heipua
Trésorier	:	PERRY Serge
Trésorier adjoint	:	TEIKITUHAAHAA Nérout

ASSOCIATION SPORTIVE O.T.E.S.S.E.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (13 janvier 2001)

Président	:	PAI Moana
Vice-président	:	TEHAAMOANA Bruno
Secrétaire	:	BRANDER Ingrid
Secrétaire adjointe	:	GALENON Caline
Trésorier	:	DARIUS Michel
Trésorier adjoint	:	AUBRY Abel
Délégué à la F.T.F.	:	VERNAUDON Freddy
Assesseurs	:	TEPEA Georges ASEN Timiona

ASSOCIATION TE MANA HUMA NO PIRAE
Anciennement TE MANA HUMA

Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 10 février 2001, il a été décidé de changer la dénomination de l'association TE MANA HUMA en TE MANA HUMA NO PIRAE.

ASSOCIATION AMUIRAA HAGAI
DE LA PAROISSE PROTESTANTE DE TEVAITOA RAIATEA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 novembre 2000)

Président	: VANE Marc
Vice-président	: FAGNEAU Serge
Secrétaire	: JENNINGS Patricia
Secrétaire adjointe	: TARIHAA Roselyne
Trésorière	: VAIRAAE Micheline
Trésorière adjointe	: IOANE Miranda

ASSOCIATION TEMARIE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(18 décembre 2000)

Présidente d'honneur	: TAIRUA Lydie
Président	: BAMBRIDGE Jean-Yves
Vice-présidents	: GRAFFE Raymond TEPAVA Georges
Secrétaire	: COVENTRY-FAATUARAI Moeata
Secrétaire adjoint	: JOUETTE Calixte
Trésorier	: HOANG Pierre
Trésorier adjoint	: TEMARII Germain
Commissaire aux comptes	: POETAI Temarama

ASSOCIATION TIARE MATAANAANA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(3 mars 2001)

Présidente d'honneur	: TIXIER Johanna
Présidente	: WANG Alvina
Vice-président	: TIXIER Thomas
Secrétaire	: WANG Titaina
Secrétaire adjointe	: VANFAU Iriatai
Trésorière	: MAHUTA Ilona
Trésorière adjointe	: CHAN Catherine

ASSOCIATION TE OKO O TE HENUA ENANA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(2 février 2001)

Président	: HIKUTINI Meteta
Vice-président	: TEIKIHOKATOUA Florent
Secrétaire	: INA Karl
Secrétaire adjointe	: ITCHNER Karine
Trésorier	: ORSUCCI Jean-Pierre
Trésorière adjointe	: ELSIE Heimanu

ASSOCIATION AHUTORU NUI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(21 février 2001)

Président	: AH-SCHA Jean-Baptiste
Vice-présidente	: TUMATARIRI Aurelia
Secrétaire	: TEMAIANA Avearii
Secrétaire adjointe	: AH-SCHA Magalie
Trésorière	: CHANGUY Kehaulani

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DES CLASSES
DU SERVICE DE PSYCHIATRIE INFANTO-JUVENILE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(15 février 2001)

Président	: TUAIRAU Roger
Vice-présidente	: ROULLET Louise
Secrétaire	: SACHET Myriam
Secrétaire adjoint	: TAPUTU Marc
Trésorière	: BAROUEL Françoise
Trésorière adjointe	: TETAHIOTUPA Juanita
Assesseur	: VABRET Anita

ASSOCIATION DES EXPLOITANTS
DE PENSIONS DE FAMILLE A MOOREA HEI AUTI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(9 mars 2001)

Président d'honneur	: FEIDEL Denis
Présidente	: BOUGUES Maeva
Vice-présidente	: SALMON Jeanine
Secrétaire	: DIHEUX Dina
Trésorière	: JACQUEMIN Maeva

AMICALE DE LA POLICE MUNICIPALE DE PAPEETE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er février 2001)

Président d'honneur	: ARAI Simon
Président	: OMITAI Damien
Vice-président	: EHUMOANA Anatole
Secrétaire	: ATGER Patrick
Secrétaire adjoint	: MARA Tianoa
Trésorier	: PIA Auguste
Trésorier adjoint	: HANDERSON Iohann

ASSOCIATION VAHINE NUIHERE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(30 janvier 2001)

Président d'honneur	: NAUTA Marcellin
Présidente	: PIRATO Trostine
Vice-présidente	: MOE Christine
Secrétaire	: DELORDS Arieta
Secrétaire adjointe	: HAUATA Bella
Trésorière	: HARUA Tahia
Trésorière adjointe	: MINEL Simone
Assesseurs	: NAUTA Mahara FAANA Reiatua

TE NATIRAA*(Récépissé n° 2095 DRCL du 7 mars 2001)*

Extraits de statuts

La Fédération d'associations "TE NATIRAA" a pour objet :

- d'étudier et de trouver des solutions à tous les problèmes relatifs à l'exercice, au développement, à la promotion et à la défense du secteur des prestataires d'activités touristiques terrestres et nautiques de Polynésie française ;
- de défendre et de sauvegarder les intérêts de ses membres à titre individuel comme à titre collectif, et en particulier :
 - d'assurer, par tous les moyens légaux, l'exercice et le développement de leur activité ;
 - de permettre la représentation collective de ses membres devant toute personne physique ou morale, publique ou privée ;
 - d'aider, de ses conseils, les membres qui s'adressent à elle ;
 - de veiller à ce que chaque membre observe vis-à-vis de ses collègues et de la clientèle toutes les règles d'une saine et loyale concurrence et de resserrer les liens de confraternité entre ses membres ;
 - de diffuser par tous les moyens, à ses membres, l'information et les renseignements pouvant les éclairer dans l'exercice et la continuité de leur activité,

et d'une manière générale :

- de défendre et de représenter ses adhérents sur toutes questions les concernant directement ou indirectement au niveau de la commune, du territoire ou de l'Etat ;
- de faire tous les actes autorisés par les lois et conformes à ses objets ;
- de valoriser l'image et de garantir une qualité constante des prestations vis-à-vis de la clientèle.

Son siège social est fixé à la B.P. 1175, 98735 Uturoa, Raiatea, pour une durée de deux (2) années. Il pourra être transféré en tout autre endroit sur proposition du conseil d'administration, ratifiée par l'assemblée générale.

La durée de la fédération d'associations est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: DUTERTRE Heifara
Vice-président	: GARNIER Marc
Secrétaire	: BORDES Josiah
Trésorière	: LEVERD Dany
Trésorier adjoint	: EBBS Teva

TEAHIPATEO VAKA CLUB*(Récépissé n° 1374 DRCL du 7 mars 2001)*

Extraits de statuts

Il a été constitué, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, régie par la loi 1901, l'association Teahipateo Club, fondée le 10 janvier 2001, ayant pour objet :

- de promouvoir le développement du sport au niveau de la population de Hakatao ;
- d'initier les jeunes et toute la population qui le désire à la pratique de la pirogue de compétitions, à la musculation, à la gymnastique et au badminton ;

- d'encourager par le sport, les jeunes et toute la population qui le désire à mener une vie saine. Ceci afin de prévenir les problèmes de santé physique et psychologique liés à l'absorption d'alcool et l'usage du tabac ;
- de donner des responsabilités aux jeunes et au reste de la population qui le désire en permettant la gestion d'un club de sport ;
- de permettre une ouverture, par des contacts intervallées, interiles lors des compétitions ;
- de stimuler l'esprit d'équipe par la pratique des sports de collectivité ;
- de mettre chaque membre face à ses responsabilités par des entraînements assidus réguliers pour le bienfait de toute l'équipe et en vue des compétitions ;
- de responsabiliser chaque individu face à un matériel commun ;
- de faciliter l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice du sport ;
- de promouvoir la culture polynésienne par la pratique d'un sport polynésien ;
- de sensibiliser chaque participant d'un sport de plein air, au bienfait du respect de l'environnement.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège social à Hakatao, île de Ua Pou. Il pourra être transféré par simple décision du comité directeur ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: PATI Madeleine
Présidente	: COURSEYRE Isabelle
Vice-président	: PAUTU Samuel
Secrétaire	: TEIKIHAKAUPOKO Loretta
Secrétaire adjoint	: TEIKIHAKAUPOKO Joeffrey
Trésorière	: TEIKIHAKAUPOKO Virginie
Trésorier adjoint	: AHLO Abraham
Commissaires aux comptes	: HAPIPI Esther TEIKIHAKAUPOKO Gildas

RAI VAHINE*(Récépissé n° 2203 DRCL du 7 mars 2001)*

Extraits de statuts

L'association Rai Vahine, fondée le 13 novembre 2000, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet d'organiser des voyages en découvrant les pays étrangers.

Elle a son siège social à Apooiti, Uturoa (B.P. 630), île de Raiatea.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidents d'honneur	: TETUANUI Philippe NEUFFER Tarona
Présidente	: TETUANUI Danielle
Vice-présidente	: FATEATA Anna
Secrétaire	: IOTEFA Maire
Secrétaire adjointe	: NEUFFER Maea
Trésorière	: PENI Patricia
Trésorière adjointe	: TARUOURA Terii

ASSOCIATION SPORTIVE DU MERIDIEN DE BORA BORA*(Récépissé n° 1929 DRCL du 28 février 2001)***Extraits de statuts**

L'association sportive du Méridien de Bora Bora, créée le 3 février 2001, est régie par la loi du 1er juillet 1901 sur les associations et par les présents statuts.

L'association sportive du Méridien de Bora Bora a pour objet de créer une dynamique sportive au sein de l'entreprise du Méridien de Bora Bora et notamment :

- d'aider les athlètes dans leur préparation ;
- d'apporter un soutien matériel ;
- de promouvoir l'esprit sportif.

Elle s'interdit toute discussion présentant un caractère politique, racial ou religieux.

Le siège social est fixé à Vaitape, Bora Bora, îles Sous-le-Vent.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: FOUQUET Pascal
Vice-président	: TEHEIURA Teva
Secrétaire	: AIHO Pai
Secrétaire adjoint	: MATARII Sylvain
Trésorier	: AIHO Henri
Trésorier adjoint	: MAIARII Wilfrid

ASSOCIATION SPORTIVE CLUB MEDITERRANEE DE BORA BORA*(Récépissé n° 717 DRCL du 22 février 2001)***Extraits de statuts**

L'association sportive Club Méditerranée, fondée le 1er décembre 2000 à Nunue, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet :

- de faciliter l'insertion des jeunes au moyen d'animation, de formation, d'encadrement et d'aides diverses ;
- de développer des activités sportives et des animations dans le quartier ou la commune ;
- d'organiser des sorties et manifestations diverses ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres.

Elle a son siège social au Club Méditerranée de Bora Bora.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: VOIRIN Henry
Président	: ITARAERA Steve
Vice-président	: TIORI Tamatoa
Secrétaire	: AREA Alex
Secrétaire adjoint	: TUIHAA Reiatua
Trésorier	: TETUANUI Jean-Yves
Trésorier adjoint	: TERA Iona

COMMUNAUTE HAKA KAPUTI RAGA HUARIKI REAO PUKARUA*(Récépissé n° 2371 DRCL du 14 mars 2001)***Extraits de statuts**

Il est constitué le 10 décembre 2000 conformément aux dispositions de la loi du 1er juillet 1901, entre les soussignés et tous ceux qui adhéreront aux présents statuts une communauté qui prend la dénomination de : HAKA KAPUTI RAGA HUARIKI REAO PUKARUA.

La communauté a pour buts :

- la valorisation de la langue et la culture "Reao Pukarua" ;
- la rédaction de tous actes dans sa langue culturelle et maternelle ;
- l'élaboration de tous documents de caractère pédagogique en langue "Reao Pukarua" ;
- la création d'un enseignement ;
- le développement de la culture "Reao Pukarua".

Son siège social est fixé à Reao, Tuamotu, son antenne à Taunoa (quartier Lagarde, Papeete, téléphone : 42.77.04).

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TEARIKI Tetuanui
Vice-président	: TEHAU Maehaga
Secrétaire	: TEANO Angélique
Secrétaire adjoint	: TEHINA Patira
Trésorier	: TUATA Teaomara
Trésorier adjoint	: TEAKA Vitoré

ASSOCIATION TE TURU*(Récépissé n° 2369 DRCL du 14 mars 2001)***Extraits de statuts**

Il est formé, entre les soussignés et les personnes physiques ou morales qui adhéreront aux présents statuts et rempliront les conditions ci-après fixées, une association déclarée qui sera régie par la loi du 1er juillet 1901 et par les présents statuts.

La dénomination de l'association est TE TURU.

L'association a pour objet, la création et le développement d'œuvres caritatives, philanthropiques et philosophiques de nature à aider et soutenir les personnes défavorisées. L'association s'abstient de participer à toute action politique. Elle travaille dans un esprit de stricte neutralité.

Le siège de l'association est fixé chez M. Jean-Pierre Garrigues, P.K. 4,8, côté mer, commune de Maharepa, Moorea, B.P. 164 Maharepa. Il pourra être transféré dans tout autre endroit de l'île de Moorea par simple décision du conseil d'administration et partout ailleurs par décision de l'assemblée générale extraordinaire des membres.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: GARRIGUES Jean-Pierre
Secrétaire	: PONS Sylvain
Trésorier	: BEAUMOND Jacques

FORMATION FRANÇAISE DE BATON DE DEFENSE, SECTION POLYNÉSIE FRANÇAISE

(Récépissé n° 1963 DRCL du 2 mars 2001)

Extraits de statuts

L'association "Formation française de bâton de défense, section Polynésie française", fondée en 2001, a pour objet :

- de développer, d'organiser et de diriger l'enseignement et la pratique du bâton de défense, conformément aux directives de la Formation française de bâton de défense (F.F.B.D.), dite "F.F.B.D. mère" ;
- de rendre compte à la "F.F.B.D. mère" de toutes les actions menées par les instructeurs affiliés, dans le respect de la déontologie et l'éthique professionnelle liée à la pratique du bâton de défense.

Elle a son siège social à la mairie de Papeete, c/o M. Mara Wilfred, B.P. 13.849 Continent Punaauia.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidents d'honneur	: BUILLARD Michel
	: DELHIEF Thierry
Président	: LAMY Roger
Vice-président	: DEXTER Oscar
Secrétaire	: MARA Wilfred
Trésorier	: HANDERSON Johann

ASSOCIATION TE RAUTI TAMA

(Récépissé n° 2102 DRCL du 7 mars 2001)

Extraits de statuts

Il est formé entre les personnes qui ont adhéré aux présents statuts et remplissant les conditions ci-après fixées, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et par les présents statuts.

La dénomination de l'association est : TE RAUTI TAMA.

Cette association a pour buts :

- d'organiser des centres de vacances durant les vacances scolaires sur l'île de Bora Bora ou à l'extérieur ;
- d'organiser des sorties pédagogiques pendant les week-end ;
- de donner à ces enfants les moyens de s'insérer dans la vie sociale ;
- d'offrir un espace de parole et d'écoute à ces enfants, afin de mieux répondre à leurs besoins et questions concernant la vie de tous les jours ;
- de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique et d'intérêt touristique, culturel et artisanal ;
- de mettre en valeur les animateurs titulaires du B.A.F.A. en proposant des activités pédagogiques aux enfants.

Son siège est situé à la paroisse Ierusalem.

La durée de l'association est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TEIOTETARA Phepe
Vice-présidente	: FLORES Rachelle
Secrétaire	: TEIHOTAATA Poehina
Secrétaire adjoint	: ELLACOTT Tehapai
Trésorière	: MARAKAI Heitiare
Trésorière adjointe	: KAPIKURA Eleonore
Commissaire aux comptes	: EPERANIA Mareva
Assesseeurs	: HAMBLIN Poroi
	: YE-ON Ramona

FEDERATION POLYNÉSIEENNE D'ETUDES ET DE SPORTS SOUS-MARINS - "F.P.E.S.S.M."

(Récépissé n° 2389 DRCL du 13 mars 2001)

Extraits de statuts

L'association dite FEDERATION POLYNÉSIEENNE D'ETUDES ET DE SPORTS SOUS-MARINS, fondée le 19 février 2001, a pour objet de développer et de favoriser par tous les moyens appropriés, sur le plan sportif, technique, artistique, culturel ou scientifique, la connaissance et l'étude du monde subaquatique ainsi que la pratique de toutes les activités et sports subaquatiques ou annexes, l'apnée et la nage avec accessoires pratiquée en piscine, mer et lac, pour lesquelles la F.P.E.S.S.M. a vocation de service public, et la pratique de la nage en eau vive.

Elle a son siège social à Tahiti, chez le président à Punaauia, P.K. 15,5, côté mer. Le siège social peut être transféré dans une autre commune par délibération de l'assemblée générale.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: SERVE Noël
Vice-présidents	: TERITEHAU Samuel
	: LAURIER Didier
Secrétaire	: POULIQUEN Josiane
Secrétaire adjointe	: BOUFFLET Dominique
Trésorier	: POULIQUEN Henri
Trésorier adjoint	: PAGENEL Claude

TE OHIPA FENUA ARUE ET LES AUSTRALES TUBUAI - MOUVEMENT POLYNÉSIEEN POUR L'INFORMATION ET LA DEFENSE DES PROPRIETAIRES INDIVIS - TE ARATAI POUR L'INFORMATION NO TE HAAMARAMARAMA E TE PARURURAA TE MAU FENUA TUPUNA

(Récépissé n° 1558 DRCL du 14 mars 2001)

Extraits de statuts

L'association "Te ohipa fenua arue et les Australes Tubuai - Mouvement polynésien pour l'information et la défense des propriétaires indivis - Te aratai pour l'information no te haamaramarama e te parururaa te mau fenua tupuna", conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi du 1er juillet 1901 et de l'article 1er du décret du 16 août 1901, a pour objet la défense en justice par tous les moyens appropriés et légaux de la propriété immobilière des habitants de la Polynésie.

Le siège social de l'association est situé à Arue, P.K. 6,400, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: HOFFMAN Delphine
Président	: TETUANUI Vetea
Vice-présidente	: TETUANUI Béatrice
Secrétaire	: TETUANUI Laina
Secrétaire adjoint	: ISAIA Pehaina
Trésorière	: TETUANUI VANAA Annie
Trésorier adjoint	: TETUANUI Odon

LOTO NATIONAL

LOTO NATIONAL N° 21

Premier tirage du mercredi 14 mars 2001 :

6 7 34 36 40 42

Numéro complémentaire : **24**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	2	76.842.493
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	6	2.618.202
5 bons numéros.....	349	156.633
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	1.041	6.184
4 bons numéros.....	21.712	3.092
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	37.688	582
3 bons numéros.....	436.726	291

Deuxième tirage du mercredi 14 mars 2001 :

4 15 29 31 36 47

Numéro complémentaire : **17**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	2	274.870.017
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	11	1.457.003
5 bons numéros.....	483	114.428
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	1.183	5.820
4 bons numéros.....	22.892	2.910
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	34.220	582
3 bons numéros.....	419.115	291

N° JOKER : 5 5 6 2 9 6 0

LOTO NATIONAL N° 22

Premier tirage du samedi 17 mars 2001 :

16 23 28 29 47 49

Numéro complémentaire : **7**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	<i>Pas de gagnants - Sommes redistribuées</i>	
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	8	15.103.512
5 bons numéros.....	337	127.981
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	1.146	5.530
4 bons numéros.....	18.548	2.765
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	35.245	544
3 bons numéros.....	333.844	272

Deuxième tirage du samedi 17 mars 2001 :

3 22 29 33 39 44

Numéro complémentaire : **37**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	258.388.637
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	7	1.790.918
5 bons numéros.....	349	123.797
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	914	5.530
4 bons numéros.....	18.968	2.765
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	25.141	582
3 bons numéros.....	335.930	291

N° JOKER : 2 2 4 2 5 4 0

KENO

Numéro Jackpot 5 91 17 05				Numéro Jackpot 7 94 02 52				Numéro Jackpot 5 84 46 44			
Lundi 12/03/2001				Mardi 13/03/2001				Mercredi 14/03/2001			
5	7	9	15	2	4	7	10	1	2	3	11
16	17	19	20	14	15	22	23	12	16	26	28
21	22	31	40	24	26	33	37	31	33	35	37
44	46	49	50	40	48	51	52	52	55	56	59
57	60	63	65	53	54	56	62	63	65	66	70

Numéro Jackpot 1 15 00 61				Numéro Jackpot 8 00 63 03				Numéro Jackpot 8 74 84 97				Numéro Jackpot 9 49 56 46			
Jeudi 15/03/2001				Vendredi 16/03/2001				Samedi 17/03/2001				Dimanche 18/03/2001			
1	5	8	14	4	5	9	11	3	6	8	13	6	10	12	17
17	27	32	36	13	20	27	28	14	15	16	18	19	25	26	27
40	45	46	48	32	34	48	51	19	27	40	47	28	31	32	33
49	53	58	64	54	55	56	58	49	52	55	56	34	35	37	47
65	66	67	69	59	61	67	69	64	65	66	68	53	67	68	69